

## **Conseil communal d'Hellemmes**

**Séance du mercredi 9 décembre 2020**

## **CONSEIL COMMUNAL**

**REUNION DU 9 DECEMBRE 2020**

### **ORDRE DU JOUR**

Désignation du Secrétaire de Séance

Communications de Monsieur le Maire

Procès-verbal du Conseil Communal du 7 octobre 2020

- 20/54 Adoption du Règlement intérieur du Conseil Communal  
(rapporteure Madame JOLIET)
- 20/55 Prime Habitat – Octroi de primes municipales : rénovation de l’habitat, développement durable et ravalement de façades  
(rapporteur Monsieur PRUVOT)
- 20/56 Dispositif de lutte contre l’indécence des logements – Avenant de prolongation 2020 à la convention relative au dispositif de lutte contre l’indécence des logements entre la Ville de Lille et la CAF du Nord  
(rapporteur Monsieur PRUVOT)
- 20/57 « Green City Accord », des villes propres et saines pour l’Europe  
(rapporteur Monsieur PRUVOT)
- 20/58 Subvention exceptionnelle à l’association Union des Cinéastes Amateurs Hellemmois (UCAH)  
(rapporteure Madame GILIBERT)
- 20/59 Bibliothèques municipales – Renouvellement de l’adhésion à la démarche « Rythme ma Bibliothèque » de la Métropole Européenne de Lille  
(rapporteure Madame GILIBERT)
- 20/60 Acceptation des chèques vacances et des coupons sport pour le paiement des services municipaux – Avenant à la convention n°615 820 du 1<sup>er</sup> juillet 2009 entre l’Agence Nationale pour les Chèques Vacances (ANCV) et la Ville  
(rapporteure Madame GILIBERT)
- 20/61 Actualisation des tarifs de location des salles communales Hellemmoises au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et de l’école de musique pour l’année scolaire 2021/2022  
(rapporteure Madame GILIBERT)

- 20/62 Versement d'une subvention à l'association Gadz'Aile Trophy  
(rapporteur Monsieur ZOUAREG)
- 20/63 Rapport des orientations budgétaires 2021  
(rapporteure Madame LÉDEZ)
- 20/64 Ville amie des enfants de l'UNICEF  
(rapporteure Madame NOVAK)
- 20/65 Subventions aux associations – Mise en place d'une démarche d'accompagnement à la scolarité et de lutte contre le décrochage scolaire sur le territoire hellemmois  
(rapporteure Madame NOVAK)
- 20/66 Conseils de quartier - Modification du règlement intérieur  
(rapporteur Monsieur THOMMEN)
- 20/67 Subvention à la Section du centre d'action sociale de la Commune associée d'Hellemmes – la santé outil de lutte contre les exclusions / prévention des addictions et réduction des risques  
(rapporteure Madame TROTTEIN)
- 20/68 Maison de l'Habitat Durable – Subvention à l'Association des Responsables de Copropriétés (ARC) des Hauts de France au titre de l'année 2021 – Convention entre l'association et la Ville

*(La séance est ouverte à 19 heures 05, sous la présidence de Monsieur Franck GHERBI, Maire d'Hellemmes)*

**M. LE MAIRE.**- Bonsoir. Avec cinq minutes de retard et toutes nos excuses pour toutes les personnes qui nous regardent en direct, que je salue également, vous allez pouvoir participer et écouter les débats du Conseil communal du 9 décembre 2020.

Avant de démarrer, je demande à Beverley JOLIET de procéder à l'appel.

*(Appel des membres du Conseil communal par Beverley JOLIET.)*

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup.

Nous allons démarrer cette longue séance, puisque vous savez qu'à l'ordre du jour, nous avons le Rapport d'orientations budgétaires, qui nous sera présenté tout à l'heure par Madame LEDEZ.

### **Communications de Monsieur le Maire**

*(Projection de diapositives)*

#### ✓ Journée de deuil national

**M. LE MAIRE.**- Vous n'êtes pas sans savoir qu'aujourd'hui est une journée un peu particulière pour notre République. La commune d'Hellemmes s'est évidemment associée à la journée de deuil national qui a été décidée par notre Président de la République ce 9 décembre à la mémoire de Monsieur Valéry GISCARD d'ESTAING, qui a été Président de la République française de 1974 à 1981 et qui est décédé le 2 décembre dernier à l'âge de 94 ans. Monsieur Valéry GISCARD d'ESTAING a été un fervent défenseur de la construction européenne, du dialogue entre les Nations. C'était un homme lettré, qui a défendu l'IVG, qui a abaissé l'âge de la majorité à 18 ans. Évidemment, aujourd'hui, nous lui rendons hommage en cette journée de deuil national. À Hellemmes, comme partout en France, les drapeaux tricolores ont été mis en berne, un registre et une adresse numérique ont été ouverts pour permettre à celles et ceux qui en ont envie de déposer un message. Nous avons évidemment invité la population à respecter un moment de recueillement à midi. Comme toujours, nos pensées vont à sa famille, à ses proches, à tous les Français en deuil, au lendemain de sa disparition.

#### ✓ Pandémie

Toujours sur le registre des disparus, puisque vous savez que Monsieur GISCARD d'ESTAING est mort du Covid, j'aurai un mot pour toutes les familles hellemmoises qui sont touchées par le Covid. Je tiens vraiment à exprimer toute ma sympathie aux Hellemmoises et aux Hellemmois qui ont perdu des êtres chers à cause de la pandémie de coronavirus. Professeurs, élus, agents communaux, citoyens de tous âges et de toutes couches sociales, nous sommes nombreux à être touchés, à connaître un voisin, un ami, un parent, qui est touché par ce virus. Nous sommes au dixième mois maintenant de vie avec cet état de fait.

Ce moment, je voudrais le rendre un peu solennel et je souhaite présenter en mon nom ainsi qu'au vôtre, si vous le permettez, nos plus sincères condoléances aux familles endeuillées, nos vœux de prompt rétablissement à toutes celles et tous ceux qui sont actuellement malades, et il y en a régulièrement, soyez assurés que nous sommes à vos côtés et que nous faisons tout ce qui est possible pour limiter la progression de l'épidémie sur le territoire de notre commune. Mes collègues élus et moi-même sommes vigilants et faisons preuve de responsabilité face à la charge qui nous a été confiée le 8 juillet dernier ; je tenais à vous en faire part.

En ce moment, la solidarité est plus que jamais un thème d'actualité, et pendant cette crise et ce confinement sans précédent, nous tenions à souligner un élan de solidarité qui s'est mis en place sur notre commune et donc tout particulièrement à remercier et à féliciter les associations de notre territoire, les associations locales ; elles savent qu'elles peuvent compter sur notre soutien. Nous savons qu'elles sont confrontées au bouleversement de leur fonctionnement, de leurs projets. Elles doivent rester aujourd'hui et demain un maillon essentiel pour maintenir le lien social, mettre en œuvre la solidarité et aider la population à surmonter cette épidémie.

#### ✓ Solidarité

En cette fin d'année, nous tenions à mettre en exergue des initiatives qui, d'habitude, sont mises en valeur. Cette année, il n'est évidemment pas possible d'organiser les manifestations habituelles.

Nous voulions citer l'opération « Un Noël pour tous ! », menée par l'association du Moulin d'Or en lien avec la Halte Saint-Michel de Lille, qui permet de distribuer des boîtes festives aux sans domicile fixe de notre métropole. Je précise d'ailleurs, pour celles et ceux qui le souhaitent, qu'il est toujours temps de déposer vos boîtes dans le hall de la Mairie, vous avez jusqu'au 17 décembre. Si vous avez besoin d'informations complémentaires, n'hésitez pas à aller sur le site internet de la commune.

Je tenais aussi à mettre en exergue cette action que nous soutenons depuis des années avec le Secours Populaire, Roger MALY en est un fervent défenseur : les Pères Noël Verts – je sais que c'est ton dada –, en lien avec notre club de foot, l'ASH, qui permet aux enfants des familles démunies d'avoir des cadeaux sous le sapin. Là encore, si vous souhaitez participer à l'opération, n'hésitez pas à déposer vos jouets, livres et CD à l'accueil de la Mairie, en précisant bien que vous faites un don pour les Pères Noël Verts.

Le coronavirus et la crise économique sont bien installés et le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire a augmenté fortement. Nous tenions aussi à remercier les Restos du Cœur, qui sont présents sur la commune depuis trois ans maintenant et qui assurent leur distribution au sein du parc Engrand.

Je ne pourrais pas citer tout le monde, mais je pense à ELIS, l'association du Pavé du Moulin, InserSol – qui est bien connue de toutes et de tous – et tous les autres. Nos associations sont mobilisées. Je sais tout le travail mené par leurs bénévoles et leurs salariés et ils en sont remerciés.

Il est nécessaire de les soutenir dans ces moments difficiles pour sauvegarder le lien social constitutif de notre société et renforcer notre solidarité. C'est aussi le sens que nous avons souhaité donner à la préparation de notre budget primitif ; Evelyn LEDEZ, comme je l'indiquais tout à l'heure, reviendra sur ce sujet.

Solidarité et aide alimentaire sont aussi au cœur de l'action communale, avec notamment la distribution de colis de Noël à nos aînés ; cette année, ce sont 1 500 colis festifs qui sont en cours de distribution, puisqu'avec le contexte sanitaire, nous n'avons pas souhaité que les personnes âgées se déplacent et se rassemblent à l'Espace des Acacias comme nous le faisons d'habitude. Nous avons voulu éviter tout brassage – dans le plan de sécurité sanitaire, c'est la base –, donc nous avons opté pour une distribution à domicile. Ce dispositif très apprécié des seniors nécessite une forte mobilisation des agents communaux et des administrateurs du CCAS et nous tenions à les remercier, car au-delà de leur implication pour la distribution, ils ont dû se former au protocole strict à mettre en place, à respecter et à faire respecter pour que tout puisse se passer dans les meilleures conditions.

Les agents communaux sont aussi sur le pont pour distribuer les paniers alimentaires organisés en lien avec le Conseil départemental et la Chambre d'agriculture en direction des familles en difficulté, suivies par les services sociaux. Une première distribution a eu lieu dans le parc François Mitterrand la semaine dernière, une seconde est programmée la semaine du 20 décembre, avec un contenu un peu plus festif que celui de la semaine dernière vu la proximité des fêtes de fin d'année.

#### ✓ Journée de la laïcité

Le 9 décembre est aussi la journée de la laïcité. Depuis 2011, le 9 décembre est une journée au cours de laquelle les écoles et les établissements font vivre en leur sein la laïcité et les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, en référence aux lois de 1905, une journée qui fédère la communauté éducative autour des travaux menés en classe, des événements organisés pour les présenter, ainsi que par les échanges qui se tiennent à cette occasion entre les personnels, les élèves, leurs parents.

Dans ce contexte contraint actuellement, de nombreuses actions ont quand même été menées dans les écoles et je tiens à remercier tous les enseignants, les équipes d'animation, les espaces éducatifs pour leur mobilisation.

Cette année, les enfants ont chanté des chansons d'espoir, ils ont réalisé des tableaux, des fresques et beaucoup d'initiatives artistiques tournées vers la laïcité et le vivre ensemble.

Il ne nous a malheureusement pas été possible de valoriser ces actions comme nous aurions aimé le faire, mais nous avons néanmoins tenu à marquer cette journée qui tient à cœur de Madame LEDEZ et de Madame JOLIET. Cet après-midi même, nous étions ensemble pour planter un arbre de la laïcité dans le parc Bocquet avec les enfants des ACM du mercredi.

Un petit mot un peu plus solennel pour vous dire, Mesdames, Messieurs, mes chers collègues, qu'il ne faut pas voir cela comme une simple plantation, l'essence choisie pour cet arbre est le noyer commun, et malgré sa différence dans cette multitude d'essences et de plantes, il va vivre et se nourrir de la même terre. C'est un beau message dans un contexte national difficile !

Je remercie tous les enfants, parce qu'ils étaient tous de bonne composition, c'était un moment émouvant et intéressant.

Nous allons reprendre l'ordre du jour, si vous le voulez bien.

### **Adoption du procès-verbal du Conseil Communal du 7 octobre 2020**

**M. LE MAIRE.-** Vous avez eu connaissance du procès-verbal du Conseil communal du 7 octobre 2020.

Je le mets aux voix.

Qui s'abstient ? *(Personne.)*

Qui vote contre ? *(Personne.)*

Le procès-verbal de la séance du 7 octobre 2020 est adopté à l'unanimité.

### **20/63 Rapport des orientations budgétaires 2021**

**M. LE MAIRE.-** Nous passons à la délibération 20/63 : le Rapport d'orientations budgétaires 2021 plus le Rapport sur la situation comparée des services municipaux 2019. Madame LEDEZ, vous avez la parole.

**Mme LEDEZ.-** Merci, Monsieur le Maire.

*(Projection de diapositives)*

- ✓ Rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes concernant les services municipaux Lille-Lomme-Hellemmes

Chers collègues, je commencerai par le Rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes concernant les services municipaux Lille-Lomme-Hellemmes. Ce rapport est élaboré en application de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale et du protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 8 mars 2013, ainsi que des articles de la loi du 4 août 2014. Il s'agit d'un rapport chiffré établi sur la base d'indicateurs fixés par décret dont l'ensemble des données concerne les conditions d'emploi et de travail des agents de la collectivité répartis par genre.

Je décline quelques chiffres :

- Au 31 décembre 2019, sur 4 272 agents sur poste permanent, 56 % étaient des femmes ;
- la catégorie A compte 61 % de femmes, la catégorie B 51 % et la catégorie C 56 % ;
- il y a 11 % d'agents à temps partiel sur la totalité, dont 83 % de femmes ;
- concernant les emplois fonctionnels, la répartition est de six femmes et cinq hommes ;
- par rapport aux filières, les femmes représentent 75 % de la population en filière administrative, 99 % en filière médico-sociale et 23 % en police municipale ;
- les demandes de congé parental concernent à 100 % des femmes.

Ces chiffres correspondent bien sûr aux trois villes : Lille, Hellemmes et Lomme. Les quelques chiffres hellemmois, qui sont officiels, ne donnent pas lieu à un rapport, mais montrent des résultats plus favorables aux femmes.

#### ✓ Rapport d'orientations budgétaires

Je vous fais maintenant état du rapport d'orientations budgétaires. Première étape publique importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du budget primitif, le ROB doit permettre au Conseil communal de débattre sur les priorités de la politique communale. Il présente les engagements de la commune en les inscrivant dans le contexte international, national et local et nous engage sur les projets du programme communal qui sont :

- préserver, protéger et valoriser notre environnement ;
- donner aux enfants et aux jeunes les moyens de bien grandir et de s'épanouir ;
- affirmer et faire vivre notre solidarité ;
- assurer la sécurité de tous ;
- renforcer la convivialité, ciment de notre vie collective.

Le projet de loi de finances 2021 – trois axes majeurs pour les collectivités :

- premièrement, le plan de relance : 100 Md€ sur deux ans, 65 M€ pour le mandat en ce qui concerne le budget de la Ville de Lille ;
- deuxièmement, une stabilisation des dotations ;
- troisièmement, une réforme des indicateurs financiers par la neutralisation des effets de bord de la suppression de la taxe d'habitation.

Le contexte économique et monétaire :

L'année 2020 marquera les esprits et notre histoire. La Covid-19 aura infecté des millions de personnes et affecté l'économie de l'ensemble de la planète. 2020 est une année de fragilisation avec l'accentuation des inégalités, hélas :

- 1,6 milliard de travailleurs informels qui ont basculé dans l'extrême pauvreté du fait du confinement ;
- recul historique de l'activité 2020 et nombreuses faillites attendues pour 2021 ;
- 62 000 ruptures de contrat et 4 000 licenciements hors plan social – c'est plus qu'en 2019 pour les ruptures de contrat ;
- deux secteurs sont particulièrement touchés dans les Hauts-de-France : l'automobile et l'aéronautique.

Quel est l'impact de la crise sanitaire sur les finances locales ?

Les effets de la Covid-19 et de la crise économique engendreront de nouvelles dépenses sociales et sanitaires, concernant :

- les allocations individuelles de solidarité ;
- l'aide aux familles en difficulté – Monsieur le Maire l'a relevé tout à l'heure ;
- l'adaptation des équipements publics ;
- l'évolution d'usages en ce qui concerne la mobilité, le travail à distance... ;
- la baisse des recettes fiscales ;
- la baisse des ressources tarifaires liées aux fermetures imposées par le confinement ; vous avez les chiffres.

Des résultats financiers néanmoins satisfaisants pour la Ville de Lille grâce à l'amélioration de l'épargne brute et de la capacité de désendettement. 2020 a été marquée par des périodes de confinement :

- doutes sur les recettes futures ;
- suspension des chantiers en cours ;
- report des élections municipales ;
- la Ville de Lille a distribué 780 000 € de « prime Covid » pour les agents en présentiel sur ces périodes.

Une maîtrise des effectifs tout en assurant l'offre de service en ce qui concerne les ressources humaines :

- une prévision de création de postes ; on a un bel exemple à Hellemmes avec l'ouverture de notre médiathèque ;
- des redéploiements – rattrapage de taux de vacance ;
- fin 2020, nous avons, 4 275 postes au total, ce qui représente la même base qu'en 2019 ;
- diminution des heures supplémentaires, des vacations et des avantages en nature (-5 %).

Quelques indicateurs financiers :

Résultat 2020 : des indicateurs en baisse mais préservés :

- une gestion de la dette sécurisée et peu onéreuse ;
- une capacité de désendettement de 8 ans ;
- un niveau de contribution fiscale dans la moyenne basse des grandes villes françaises comparables ;
- un taux de fiscalité 2021 maintenu au même niveau qu'en 2020.

La taxe d'habitation : entrée en vigueur de la réforme de la fiscalité locale en 2021 :

- redéfinition du panier fiscal de la commune :
  - o suppression de la taxe d'habitation sur la résidence principale,
  - o transfert compensatoire de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties,
  - o mécanisme de coefficient correcteur de compensation ;
- poursuite du désendettement de la ville ;
- baisse du coût de la dette (-4,45 % sur 2015-2020) ;
- réflexion sur une souscription à des prêts verts ;
- la période 2016-2020 en matière d'épargne nette : 30 M€ (soutenue grâce à la diminution du remboursement de la dette).

Nous arrivons maintenant à la déclinaison hellemmoise, avec les cinq items contenus dans notre programme – je ne les répète pas, je les ai dits au début.

# 1. Préserver, protéger et valoriser notre environnement

La question écologique est au cœur de chaque décision :

- urgence climatique et transition écologique, consommations et performance énergétique :
  - o la rénovation de l'éclairage public,
  - o l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments publics, par exemple par l'isolation de toitures ou le changement de fenêtres ;
- le verdissement du cimetière : plus écologique, plus accueillant, moins minéral ;
- l'aménagement des espaces verts et la poursuite de la plantation d'arbres – nous en avons parlé tout à l'heure avec l'arbre de la laïcité :
  - o 50 arbres par an minimum (un arbre abattu = deux arbres plantés),



- des fosses de plantations,
- une labellisation A.R.B.R.E.S.,
- plantation avec les enfants ;
- le déploiement de la trame verte en ville – une connexion entre les parcs et les espaces verts, en tenant compte de toutes les infrastructures nouvelles en matière d’urbanisme et de construction ;
- les aménagements – la rénovation des voiries ; favoriser la pratique du vélo en ville, partager la voirie (c’est un vœu de la commune et nous espérons tendre vers une nette amélioration).

## 2. Donner aux enfants et aux jeunes les moyens de s’épanouir

- Rénovation, mise aux normes et accessibilité des établissements scolaires ; les principaux axes de travail sont :
    - la rénovation complète de la toiture de l’école Jean Jaurès,
    - la mise aux normes des restaurants scolaires,
    - la mise en accessibilité des bâtiments,
    - la végétalisation des cours d’école en lien avec le Conseil d’enfants et de jeunes,
    - la sécurisation des abords des écoles ;
  - renforcer la participation des jeunes et leur implication dans la vie de la cité :
    - renouvellement du Conseil communal d’enfants, qui est désormais ouvert aux élèves de CM1 ; nous avons dû reporter l’assemblée officielle, mais c’est dans quelque temps,
    - les nouveaux conseillers enfants pourront contribuer à l’avancer dans notre commune ;
  - l’épanouissement du jeune enfant et le renforcement du lien parents-enfants – cela concerne la petite enfance :
    - 2 crèches communales pour 120 places,
    - des actions portées par Graine d’Acacia, Lieu d’Accueil Enfants-Parents (LAEP),
    - des ateliers parentalité et des cafés-parents,
    - la ludothèque du Club Léo Lagrange,
    - les passerelles et primo-scolarisation, tout cela dans le but de favoriser l’intégration des enfants à l’école ;
  - favoriser la participation des enfants aux projets novateurs, notamment autour de la nature, par exemple :
    - des poules dans les écoles,
    - la découverte du rucher,
    - l’Épine, quartier comestible,
    - le jardin partagé,
    - les ateliers lecture ;
  - la Covid-19 a nécessité des protocoles sanitaires évolutifs et des activités adaptées, comme les activités de poches en extérieur ;
- Toutes ces actions seront reconduites, voire renforcées, en 2021, si, bien sûr, les conditions sanitaires nous le permettent ;
- faire de l’emploi des jeunes une priorité sur les axes prévention, pacte, bourses, les jobs d’été :
    - partenariat renforcé avec la mission locale et le club de prévention Itinéraires,
    - service civique et service volontaire européen,
    - financement de formations,
    - instauration du forum de l’emploi.

## 3. Affirmer et faire vivre notre solidarité

- Accompagner les personnes en difficulté et réduire les inégalités sociales :
    - en 2020, 10 190 accueils ont été assurés au CCAS, dont 50 % téléphoniques,
    - 974 accueils en période de confinement, dont 309 en présentiel sur rendez-vous,
    - 360 aides alimentaires, qui représentent 16 170 €,
    - 82 gratuités de cantine ; nous en avons ajouté 32 récemment,
    - 120 personnes domiciliées au CCAS,
    - 300 bénéficiaires du RSA accompagnés.
- Ces chiffres risquent d’augmenter au regard de la situation économique et sociale actuelle.
- Concernant le logement :
    - 620 demandes suivies en 2020, dont 138 nouvelles demandes,

- 2 programmes de réhabilitation en cours pour plus de 500 logements rénovés (LMH pour la Chapelle d'Elocques et Partenord Habitat pour Les Abeilles),
- 2 nouveaux bailleurs se sont installés sur la commune : Flandres Opale et Norevie,
- le service d'hygiène et d'insalubrité assure une veille particulière dans le parc privé afin de lutter contre l'insalubrité et l'indécence des logements ;
- Les seniors :
  - l'espace seniors a contacté 600 seniors régulièrement durant le confinement, surtout la première période de confinement,
  - 1 500 colis de fin d'année ont été distribués – Monsieur le Maire en a parlé – à domicile,
  - néanmoins des services maintenus afin de rompre l'isolement et maintenir l'accès aux droits :
    - les petits dépannages à domicile,
    - le transport,
    - les visites à domicile,
    - un maintien des sorties solidaires encadrées par des jeunes seniors bénévoles ou des associations ;
- L'EHPAD La Sabotière : 77 résidents et une équipe mobilisée pour le bien-être des résidents, notamment en cette période de crise sanitaire. Je profite de l'occasion pour remercier toute l'équipe de La Sabotière, qui a assuré de manière admirable son travail durant ces périodes difficiles et qui l'assure encore, malheureusement, je pense, pour une longue période.
- En ce qui concerne la politique de la ville :
  - la programmation de 2021 qui concerne les deux quartiers Épine et Dombrowski sera renforcée pour soutenir les populations fragilisées,
  - un renfort des actions et du partenariat autour du décrochage scolaire,
  - une action de combattre l'isolement social pour plus de cohésion et contribuer au bien vivre ensemble.

Tels sont les trois axes de travail pour lutter contre les inégalités. En complément, l'opération « Quartiers d'été », qui nécessitera certainement des aménagements d'activités de poches pour limiter les contacts et le dispositif de soutien aux initiatives citoyennes comme le PIC.

#### 4. Assurer la sécurité de tous

- Déploiement de la vidéo-protection :
  - un centre de supervision urbain lillois dont les Hellemmois bénéficieront, qui donnera des moyens supplémentaires d'exploitation d'images,
  - des caméras fixes déjà installées place Hentgès, qui sont presque installées au cimetière et d'autres sites qui sont à l'étude,
  - en complément, des caméras mobiles ou pièges photos qui seront utilisés pour lutter contre les incivilités ;
- avant la sanction policière ou l'action policière, il y a la médiation sociale, au cœur du quotidien :
  - les stewards de Citéo sillonnent la commune de manière à régler les petits conflits de la vie quotidienne, d'entretenir le lien social, ces missions leur sont propres. En dehors de leurs missions propres, ils assurent aussi une veille concernant l'isolement, en particulier celui des personnes âgées ;
- l'Espace citoyen, situé au 118 rue Roger Salengro, qui a un an d'existence ; on peut y trouver un conseil et un accompagnement dans les démarches administratives et judiciaires : assistance juridique, défenseur des droits, conciliateur, écrivain public, médiation, l'association du droit des Femmes, aide aux femmes et à la famille, aide au logement par la CLCV, aide aux victimes et point d'accès au droit. Créé pour rendre la justice accessible à tous, l'Espace citoyen propose des consultations juridiques et administratives gratuites et confidentielles et nous avons une permanence mensuelle d'avocats.

#### 5. Renforcer la convivialité, ciment de la vie collective

- La commune maintiendra en 2021 son soutien au tissu associatif culturel, sportif et social ;
- la médiathèque communale, équipement culturel de proximité : les travaux ont commencé, avec :
  - des espaces conviviaux et des collections tous supports, avec des orientations bien définies,
  - au plus près des habitants,
  - un accès à la culture et à l'information,
  - aller au-devant des publics dits « empêchés »,

- une inclusion sociale et culture collaborative,
- vivre ensemble et co-construction.

Voilà les axes et orientations définis pour notre médiathèque, qui, nous l'espérons, verra le jour définitivement d'ici quelques mois, le temps des travaux.

- maintenir et développer les manifestations communales :
  - animations sportives,
  - manifestations festives,
  - événements culturels, et Dieu sait si nous avons hâte de voir revenir tout cela dans notre commune, tout ce qui représente l'ADN de notre commune : braderies et ducasses, fêtes champêtres, 14 juillet, festivités de fin d'année, Popotes roulantes, Fête de la musique, Nuit des bibliothèques, Nuit des piscines, Journées du patrimoine...
- permettre l'accès aux pratiques sportives pour tous par :
  - l'embellissement des infrastructures sportives,
  - le développement de nouvelles pratiques,
  - la politique événementielle, comme le Guidon d'Or, qui a dû être annulé cette année mais croisons les doigts pour que nous puissions renouveler l'opération très connue,
  - le dispositif « coupon sport », dont Angélique GILIBERT nous parlera tout à l'heure.

La ville maintiendra son soutien aux associations grâce à la mise à disposition de locaux, au soutien logistique et aux subventions de fonctionnement.

Le budget 2021 sera marqué par la fin des opérations et le lancement de gros travaux d'entretien. Vous avez une liste de chiffres non chronologiques :

- rénovation des écoles et restaurants scolaires : 1 420 k€ ;
- solde des travaux du groupe scolaire Jean Rostand : 161 388 € ;
- rénovation de la toiture de l'Espace culturel NDL – et plus Notre-Dame de Lourdes, puisque le nom est changé – pour 1 M€ ;
- sécurisation du clocher de l'église Saint-Denis : 50 k€ ;
- travaux et équipements de la médiathèque : 1 242 375 € ;
- maintenance des équipements sportifs (tennis) : 150 k€ ;
- étude pour le futur Centre technique communal : 300 k€ ;
- rénovation de l'éclairage public : 150 k€ ;
- autres travaux de maintenance et de rénovation – nous en citons deux, le Club Léo Lagrange et la crèche Les Popelines, mais il y en a d'autres : 2 M€.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie de votre attention et je redonne la parole à Monsieur le Maire.

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup, Madame LEDEZ.

Au-delà de tout ce que vous nous avez décrit et des politiques qui sont soutenues et mises en place, à un moment, quand on voit toutes les photos et le *listing* des choses qui n'ont pas pu avoir lieu cette année, cela fait quand même un sacré pincement au cœur, il faut pouvoir se le dire.

Sur la délibération 20/63, je passe la parole à Monsieur Julien GILBERT.

**M. GILBERT.**- Merci, Madame LEDEZ, pour cette présentation. J'essayerai de faire court, malgré l'importance et la densité du sujet.

Chers collègues, Monsieur le Maire délégué,

Nous attendions avec impatience ce rapport, mais nous sommes finalement dubitatifs au regard du décalage entre vos ambitions programmatiques, vos premières réalisations et vos orientations budgétaires.

Les grandes orientations pour le budget primitif 2021 commencent par préciser que la question écologique est au cœur de chaque décision, et l'on cite ensuite pêle-mêle diverses mesures censées accréditer vos intentions écoresponsables. Mais où était cette question écologique lorsque vous avez fait voter un budget colossal consacré à l'extension de la vidéo-protection ? Nous n'allons pas apprendre au plus vert des roses que le matériel électronique et les données numériques stockées sont particulièrement énergivores et qu'il ne suffira pas de consacrer 150 k€ à la rénovation de l'éclairage public pour compenser cette pollution supplémentaire. Ce n'est pas le verdissement des allées du cimetière qui mettra fin à la pollution des sols. Planter 50 arbres par an ne nous sauvera pas du réchauffement et ne suffira pas à améliorer la qualité de l'air que nous respirons. Si la question environnementale vous préoccupe, travaillons plutôt ensemble à la mise en œuvre d'une politique écologiste volontariste !

Vous entendez donner aux enfants et aux jeunes les moyens de bien grandir et de s'épanouir, en passant notamment par une démarche de grands travaux en faveur des écoles, mais ces travaux que vous avez budgétés ne sont pas suffisants pour couvrir l'ensemble des besoins. Qu'en sera-t-il, par exemple, des toilettes de l'école Jaurès, de la passoire énergétique qu'est Dombrowski ? Il s'agit là non seulement de sécurité écologique, mais aussi de sécurité sanitaire.

Nous nous réjouissons que le travail sur la parentalité, la petite enfance et auprès des bénéficiaires du CCAS puisse se poursuivre, les Hellemmoises et les Hellemmois en ont plus que jamais besoin, et nous en profitons pour saluer le travail des agents municipaux et des élus qui travaillent sur ces thématiques.

Nous avons effleuré le sujet de la sécurité en évoquant la vidéo-protection, mais il y a encore beaucoup à dire sur ce sujet. Lors du dernier Conseil, nous sommes plusieurs à avoir compris que la police municipale reviendrait à demeure sur la commune. Aujourd'hui, à travers le ROB et en commission, Madame LEDEZ a précisé que cette présence sur la commune ne passerait que par une permanence à l'Espace citoyen. Est-ce à dire que vous reculez déjà sur ce sujet ? La commune a les locaux disponibles pour accueillir une police municipale ; mettons les moyens pour les rénover !

Au titre des investissements, justement, une enveloppe de 6 M€ semble provisionnée pour plusieurs chantiers. À ce stade, vous entendez consacrer seulement 1,5 M€ pour rénover quatre groupes scolaires, alors que l'école est - je vous cite - « *votre priorité* ». Nous n'avons manifestement pas le même sens des priorités, surtout si l'on évoque le million d'euros que vous prévoyez de consacrer à la rénovation d'une église désacralisée, salle dont vous ne projetez une utilisation que neuf mois par an. Pouvoir investir dans un lieu culturel serait une formidable nouvelle, mais il y a, selon nous, d'autres urgences. Ce fameux million d'euros nous paraît être bien plus utile aux écoles ou encore à la rénovation de l'ancienne Mairie, qui accueille plusieurs associations.

Mesdames et Messieurs, vous l'aurez compris, en l'état, ce Rapport sur les orientations budgétaires 2021 ne nous satisfait pas. Nous sommes parfaitement conscients qu'il revient au budget primitif d'apporter un certain nombre de précisions ; c'est pourquoi nous serons vigilants lors de la présentation de ce document.

Je le redis une nouvelle fois, même si vous n'en avez que faire, Monsieur le Maire, notre groupe se rendra disponible pour vous aider à la finalisation du budget 2021.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur GILBERT.

Monsieur Lucas FOURNIER, vous avez la parole.

**M. FOURNIER.**- Merci, Monsieur le Maire.

Il me semble important, à la lecture de ce Rapport d'orientations budgétaires, de soulever trois points.

Premier point, il y a beaucoup de priorités essentielles sur lesquelles je serai d'accord avec vous, notamment la question sociale ou encore la question culturelle, mais est-ce que la Mairie de Lille vous laissera les moyens de répondre efficacement à ces priorités que vous avez mises en place ? Depuis des années, le budget qui nous est alloué est beaucoup trop inconséquent pour répondre aux situations d'urgence, notamment sociale et écologique, de notre commune. J'espère dès lors, Monsieur GHERBI, que si vous constatez que le budget qui nous est alloué est beaucoup trop inconséquent, vous irez vigoureusement signifier votre mécontentement à la Mairie de Lille au sein du beffroi, et que dans le cas où votre voix ne résonnerait pas assez fort, vous aurez le courage de réfléchir enfin à mettre fin à cette association de communes qui prive notre commune de toute politique ambitieuse.

Le deuxième point, à mon sens le plus essentiel, et cela a déjà été cité par le collègue d'Hellemmes Verte, concerne la question des écoles. Vous nous annoncez 1,4 M€ de travaux de rénovation des écoles. Pour être tout à fait poli, cela nous paraît quand même largement sous-évalué par rapport aux différentes alertes que nous recevons des parents. Alors, vous nous avez dit en commission : « *On ne pourra pas faire tout de suite* ». Oui, mais, excusez-moi, quand la sécurité des enfants est menacée, la sécurité sanitaire, de par l'état des toilettes, notamment à Jaurès, ou encore la sécurité physique parce que certains bâtiments sont très vétustes, alors si, à mon sens, il faut y répondre tout de suite, et c'est d'ailleurs pour répondre à ces questions et pour évaluer le coût et le niveau d'urgence de ces opérations que nous proposons une mission d'information et d'évaluation sur l'état des écoles hellemmoises ; cela fera partie de la suite de nos réjouissances.

Sur un troisième point maintenant, nous avons récemment eu de nouveaux éléments sur H2D, le projet semble tout de même, malheureusement, bien entamé. J'espère que vous avez prévu que la construction de ces nouveaux logements aura pour conséquence une nouvelle arrivée de population, et que dès qu'il y a une nouvelle arrivée de population, il faut une augmentation des services ; je pense notamment à la question des écoles. Toutes nos écoles sont déjà pleines à craquer ; cela veut dire qu'il faut dès à présent, si vous ne renoncez pas à cette folie, réfléchir à investir encore plus dans la construction de nouvelles salles de classe.

Il est encore temps d'arrêter cette folie de H2D, mais dans le cas où vous n'en auriez pas le courage, je vous invite très vivement à réfléchir déjà à ces investissements sur nos services.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur FOURNIER. Sur la folie du logement, je vous ai bien entendu. Monsieur ZOUAREG vous répondra sûrement avec grand plaisir.

Monsieur Khalid BOUANANI.

**M. THIEFFRY.**- Ce sera une intervention à deux voix et je commencerai, si cela ne vous dérange pas.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et adjointes, chers collègues,

Dans deux mois, nous aurons le budget primitif. Aujourd'hui, on nous présente ce Rapport d'orientations budgétaires. Le problème est que depuis le Conseil d'installation de juillet, nous n'avons pas eu d'audit, donc pas de visibilité sur les priorités à mener dans les investissements, et notamment dans les rénovations, en fonction des périls constatés. Pour cela, il faut les hiérarchiser, et nombreux ont été les habitants à attirer notre vigilance sur le patrimoine et l'état de vétusté énorme du patrimoine hellemmois, à Gustave Engrand, à l'ancienne Mairie, dans les écoles. Des périls s'accumulent, notamment, et ce sera l'objet d'un de nos vœux en fin de Conseil, sur l'école Salengro en fin de conseil.

Je laisse la parole à mon collègue Khalid BOUANANI, qui siège au Conseil d'administration de Jean Jaurès, pour faire une focale sur cette école en particulier.

**M. BOUANANI.**- Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Je souhaite informer et rappeler au Conseil communal, ainsi qu'aux Hellemmois, la situation catastrophique et certainement dangereuse à laquelle nos enfants, ainsi que le personnel de l'établissement, sont confrontés quotidiennement.

En complément de mes alertes par mail concernant les multiples problématiques que rencontre l'établissement, et ce depuis plusieurs années, ces carences sont d'ailleurs notifiées dans différents comptes rendus de l'association APEJS, il est nécessaire d'évoquer ces sujets qui touchent la santé, l'hygiène et la sécurité de nos enfants et du personnel de l'établissement scolaire.

Un sujet récurrent concerne l'état déplorable des sanitaires de nos élèves, avec une toilette sur deux en état de fonctionnement – et j'ai remercié l'établissement d'avoir eu l'intelligence de condamner ces toilettes –, des dérouleurs rouillés sans cache de protection, une odeur nauséabonde d'urine, et ce malgré le port du masque, l'humidité persistante des lieux, l'absence d'isolation et un chauffage trop petit pour chauffer la pièce.

Face à ces multiples défaillances, nombre d'élèves se retiennent, pouvant créer des problèmes de santé. L'école est un lieu d'apprentissage de la vie. Il est nécessaire, si ce n'est obligatoire pour le bien-être de nos enfants, d'avoir des conditions décentes pour leurs besoins primaires.

Un second sujet concerne l'effondrement du plafond dans une salle de classe qui était heureusement vide. À la suite de cela, vous nous avez informés de l'intervention du service technique pour la maintenance des lieux. Nous avons deux questions à vous soumettre :

- Sont-ils habilités à intervenir ?
- Pouvez-vous nous transmettre le rapport des interventions ?

Sans oublier qu'un devis de 50 k€ a été effectué en 2018 pour la remise en état des sanitaires, inscrit au compte rendu du conseil d'école en date du 2 juillet 2018 de l'association APEJS. L'adjointe à l'éducation de l'époque, Madame DIERCKENS, avait stipulé dans le compte rendu de transmettre cette information au Conseil communal. Après quelques recherches, je n'ai malheureusement pas trouvé ce point à l'ordre du jour du Conseil communal.

À la suite de la commission Affaires générales, Finances, Démocratie participative, où a été abordée la rénovation du patrimoine de la municipalité, à savoir la toiture de l'espace culturel de Notre-Dame de Lourdes pour un montant avoisinant le million d'euros, est-ce que cette dépense est prioritaire par rapport au bien-être et à la sécurité de nos enfants ?

Pour en terminer, vous dites dans « *Hellemmes Actualités* », page 24, en parlant des élus de votre majorité : « *Dans leur mission, ils seront guidés par cinq volontés fortes. La première est de créer les conditions favorables au bien grandir et à l'épanouissement de tous les enfants et les jeunes* ». Au risque de passer pour une opposition stérile, comme vous l'avez suggéré dans votre courrier, sachez, Monsieur le Maire, que nous voulons servir l'intérêt général, que l'intérêt général, dans un climat constructif et en toute confiance. L'éducation est une valeur clef de notre démocratie. Il est important de pouvoir donner des conditions décentes à cette nouvelle génération. Il est plus que nécessaire de leur transmettre notre histoire, notre culture et l'apprentissage de la vie dans des conditions décentes.

Je vous remercie pour votre écoute et je repasse la main à Monsieur THIEFFRY.

**M. THIEFFRY.**- Vous nous demandez à la fin de prendre acte de ce rapport. Nous en prenons acte. Simplement, étant donné que nous ne pouvons pas amender mais poser des questions, notre demande est claire : avoir un audit précis sur les besoins dans tout le patrimoine communal hellemmois, qui est un préalable indispensable pour l'orientation de ce budget.

Merci de nous avoir écoutés.



**M. LE MAIRE.** - Merci.

Monsieur ZOUAREG, vous avez la parole.

**M. ZOUAREG.** - Je serai très clair. Comme le souligne ce Rapport d'orientations budgétaires, nous avons pris avec sérieux chacun des sujets concernant la vie des Hellemmoises et des Hellemmois que nous avons portés à travers notre programme. Notre fil conducteur : la solidarité, des enfants aux seniors, des travailleurs aux sans-emplois, des jeunes enfants aux étudiants, des associations aux entreprises, de la faune à la flore, aucun, personne, ne sera laissé sur le bord de la route de la solidarité ou de la fraternité.

Sortir de cette crise inédite est un défi supplémentaire qui n'a eu qu'un seul mérite : nous rappeler l'essentiel. Cela a renforcé notre motivation, et donc notre détermination à mener un projet pour lequel les Hellemmois et les Hellemmoises nous ont donné leur confiance. Notre action politique n'est motivée que par une seule idée : celle de l'intérêt général, autrement dit le sens du bien commun.

Mesdames et Messieurs, chers collègues, avec la majorité, nous ne faisons pas de la politique, nous sommes dans l'action politique, et c'est bien ici toute la différence.

Je répondrai aux différentes interrogations, puisque j'ai entendu un certain nombre de sujets ; j'ai pris des notes, puisque c'était assez fourni.

Concernant la folie des logements, à un moment donné, « Décidez pour Hellemmes », il va falloir choisir, car un certain nombre d'Hellemmois et d'Hellemmoises attendent un logement depuis un certain nombre d'années – 16 000 personnes en attente sur la métropole –, soit on loge et on construit, soit on ne construit pas ; pour notre part, nous avons choisi de favoriser une construction raisonnée, raisonnable, mais qui correspond à une attente des Hellemmois et des Hellemmoises. Il va donc falloir choisir. Le terme « folie » me semble un peu excessif ; ce n'est pas ce terme que j'emploierai pour les dizaines et les dizaines d'Hellemmois et d'Hellemmoises que je reçois dans le cadre de mes permanences et qui sont en souffrance par rapport à du logement.

Nous avons entendu aussi parler de notre Notre-Dame de Lourdes (NDL) en disant que le million d'euros était, pour le coup, peut-être mal fléché. C'est rigolo comme souvent on oppose. Il me semble qu'au premier Conseil communal d'installation, on s'était dit qu'on travaillerait de manière intelligente et avec cet esprit du sens commun. Or, on est dans l'opposition, on oppose la culture à l'école ; je ne suis pas dans ce type de discours, je ne vais pas choisir entre la culture et l'école. La culture, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas et beaucoup d'enfants qui sont dans ces écoles seraient très heureux de participer à un certain nombre d'activités et d'actions au sein de cette structure qui serait rénovée, 9 mois sur 12 pour commencer ; eh bien, 9 mois sur 12, une structure à vocation culturelle pour les Hellemmois et les Hellemmoises, je prends !

Ce n'est pas parce que nous sommes sur un projet que nous en abandonnons un autre. Je vous le dis de manière très claire, je ne suis pas dans les oppositions : le vélo contre la voiture, les piétons contre les cyclistes, l'école contre la culture – c'est l'exemple que vous avez choisi. Je laisserai ma collègue parler de culture, elle en parlera bien mieux que moi, mais, pour le coup, je suis absolument contre cette manière de penser strictement la politique, et là, on fait de la politique, ce n'est pas notre objectif ; notre objectif est de faire de l'action politique. Or, l'action politique, c'est travailler de manière intelligente sur un certain nombre de sujets et de projets.

Évidemment que nous sommes preneurs des propositions que vous pourrez faire et que nous sommes prêts à travailler avec vous sur un certain nombre de sujets, nous n'avons jamais dit que nous avions la science infuse et que nous maîtrisions l'ensemble des sujets, mais nous traversons une crise qui demande à tout un chacun une certaine forme de solidarité, une entraide, et nous aurons tous besoin les uns des autres.

Aujourd'hui, nous faisons face tout de même à un événement inédit dans l'histoire de la France et du monde, je pense que concrètement, les Hellemmois et les Hellemmoises de manière générale attendent plus de leurs élus, ils attendent une action concrète qui réponde à leurs besoins au quotidien. Ils sont dans la souffrance, dans la fragilisation pour un certain nombre d'entre eux, des familles sont en très grande difficulté.

Monsieur BOUANANI, pour répondre à vos questions sur l'école, nous reviendrons vers vous avec un certain nombre de réponses sur les travaux qui ont été réalisés. Je pense que là aussi, il peut y avoir un certain nombre d'excès, j'entends, nous avons entendu un certain nombre de vos remarques, mais pour le coup, à un moment, il faut peut-être se tourner vers ceux qui, au quotidien, essayent de répondre à ces problèmes. Je m'interroge : à un moment donné, vous êtes-vous tourné vers les techniciens de la Ville par exemple, qui, de manière quotidienne, essayent de répondre à ces problématiques ?

**M. BOUANANI.**- Cela fait six ans que cela dure, Monsieur ZOUAREG, cela ne date pas d'hier.

**M. ZOUAREG.**- Je vais répéter ce que j'ai dit la dernière fois : vous nous demandez en quelques semaines, en quelques mois, de faire ce qui n'a pas été fait précédemment.

**M. BOUANANI.**- Cela fait six ans que cela dure, Monsieur ZOUAREG !

**M. JAMELIN.**- Excusez-moi, mais est-ce une réponse aux différentes interventions ou est-ce l'intervention que vous aviez prévue ? Arrêtez-moi si je me trompe, mais il me semble que Monsieur le Maire peut répondre et que vous faites une intervention au titre de la présidence de votre groupe politique.

**M. ZOUAREG.**- Tout à fait.

**M. JAMELIN.**- Vous faites donc une intervention au titre de la présidence de votre groupe politique...

**M. ZOUAREG.**- Oui.

**M. JAMELIN.**- ... donc l'intervention qui était prévue.

**M. ZOUAREG.**- Bien sûr !

**M. JAMELIN.**- Je ne comprends pas comment vous pouvez être en mesure d'anticiper les questions et de répondre dans l'intervention que vous aviez prévue au titre de la présidence de votre groupe ; je tenais à le dire.

**M. ZOUAREG.**- À partir du moment où on pose un certain nombre d'idées fausses, d'idées préconstruites, nous sommes censés y répondre.

**M. JAMELIN.**- Monsieur le Maire peut y répondre.

**M. ZOUAREG.**- Je m'en arrêterai là.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Que dire... si ce n'est que nous vous avons bien entendus, nous vous écoutons, Monsieur ZOUAREG vous l'a dit, nous travaillons ensemble. Je n'ai pas pris de notes. Monsieur ZOUAREG l'a dit, pourquoi voulez-vous opposer les choses ? Nous avons un secteur en difficulté – je n'ose pas dire le mot, parce qu'après, Madame GILIBERT sera en colère –, le



secteur de la culture, qui connaît des difficultés incroyables ; c'est tout de même un des premiers employeurs de France, et nous avons la chance d'avoir une salle qui permet de faire des activités culturelles et artistiques qui est complètement atypique et qui fera rayonner notre commune comme elle a pu le faire avant qu'il y ait des fuites dans le toit de la salle culturelle. Je ne comprends pas pourquoi vous avez cette vision des choses, sachant que vous avez évidemment un montant global de travaux, mais que ce n'est pas ce que cela coûtera à la commune, puisqu'évidemment, comme pour la médiathèque et tout ce que nous avons fait depuis que nous sommes là, nous sollicitons systématiquement le concours financier de la DRAC, de la MEL, etc. À chaque fois, nous revenons vers vous en vous montrant combien d'argent en apport extérieur est amené pour réaliser ces travaux.

J'en profite, si les acteurs culturels hellemmois sont là, pour les saluer et leur dire que je pense bien à eux, parce que sincèrement, je sais dans quel désarroi ils sont tous, comme les restaurants qui ne peuvent pas ouvrir. Vraiment, j'entends, mais Monsieur ZOUAREG l'a bien dit, c'est un projet au long cours. En plus, cela vient vraiment d'une demande des habitants, qui ont besoin d'avoir une salle en cogestion pour pouvoir se voir, se rencontrer, mettre en place des projets, et si, demain, elle venait à disparaître, Lucas serait le premier à bondir en disant : « *Pourquoi vous construisez une tour à cet endroit ?* » Nous avons tout cela pour nous, profitons-en ! Je tenais à vous le dire.

J'ai bien noté ce que vous avez dit sur la vidéo-protection, Monsieur GILBERT, vous avez raison sur un fait, mais hier soir, avec Monsieur PRUVOT, nous étions en réunion de travail avec la police nationale, les services de Lomme et les services lillois, nous participons, comme Madame LEDEZ l'a dit, aux travaux préparatoires à la mise en œuvre de la vidéo-protection sur le territoire de notre ville de Lille-Lomme-Hellemmes, et le spécialiste de la Direction départementale de la sécurité publique nous a expliqué que grâce à la vidéo-protection, ils avaient des taux d'élucidation et de réussite qui vont jusqu'à 100 % sur tout ce qui est enterré – chez nous, c'est évidemment le métro –, Monsieur le Procureur adjoint nous a expliqué pendant un quart d'heure le nombre de résolutions de cas, le nombre de fois où cela l'a aidé à trouver et à rétablir les victimes dans leurs droits.

C'est un point sur lequel j'entends très bien toutes les réserves que vous nous avez amenées, mais il suffit de lire la presse et de voir le nombre d'affaires résolues sur la MEL grâce à la vidéo-protection, où on retrouve un incendiaire, on retrouve quelqu'un qui a rayé 149 véhicules sur une période de plusieurs mois grâce uniquement à la vidéo-protection... Toutes les personnes qui sont victimes et qui sont rétablies dans leurs droits ne peuvent pas...

Nous avons un constat partagé : est-ce nécessaire ou pas aujourd'hui ? Je comprends votre question. Aujourd'hui, les habitants d'Hellemmes nous l'ont demandé, ils le réclament à chaque fois qu'ils en ont l'occasion. Si cela participe à l'élucidation des faits et à la sécurisation, profitons-en !

Pour le reste, vous avez raison, les technologies évoluent, elles sont de moins en moins gourmandes. Nous avons participé, je vous l'avais dit en commission, à l'appel d'offres de la MEL. Nous avons mis des équipements plus performants, qui consomment moins, achetés en groupement d'achats au niveau de notre Métropole, donc là aussi, nous faisons une économie d'échelle ; profitons-en !

En dernier, j'entends bien pour les écoles, je le dis devant vous, je le dis devant les Hellemmois, et tous ceux qui sont venus nous voir pendant la campagne ont entendu que la première des choses que j'ai mise en avant avec mon équipe et qui est dans notre programme – nous n'allons pas vous assommer en vous le relisant, mais nous en avons fait un livre quand même – est l'état du patrimoine. Oui, je l'ai dit en commission, cela a été dit en commission par des personnes dont c'est le métier, il est évident, et je prends toujours cet exemple, que quand on achète une maison, on ne peut pas toujours tout refaire en une fois et, effectivement, il faut y aller.

Pour répondre précisément à votre interrogation, puisque, Monsieur BOUANANI, le Conseil avait accepté que vous siégiez au sein du conseil d'école de Jaurès et j'ai vu que vous aviez pris à cœur la mission qui vous a été confiée, et c'est très bien, sachez aussi que vous pouvez renseigner et rassurer. Des travaux sont prévus pendant les petites vacances pour remettre en route les lave-mains, installer des radiateurs supplémentaires, mais vous devez aussi nous aider un peu, parce que dans le même temps, on ne peut pas utiliser l'école pour les ACM et on reçoit une lettre qui nous dit que c'est un scandale que les ACM aient lieu dans la plus belle école d'Hellemmes : Rostand. Si vous pouvez un peu nous

accompagner sur ces questions avec les parents d'élèves, ce serait super ! C'est là-dessus que je vous disais qu'à partir du moment où vous nous représentez au sein du conseil d'école, il est normal que vous nous avertissiez sur ce qui ne va pas, mais que vous soyez aussi une personne en capacité de faire un retour sur ce qui est fait au fur et à mesure. On ne peut pas ouvrir pendant les travaux, vous le savez, donc si vous pouvez nous aider aussi sur ces questions, ce serait bien.

**M. BOUANANI.-** Vous insinuez que je ne le fais pas ?

**M. LE MAIRE.-** Non, je vous propose de le faire. Je n'ai pas eu le retour. Il n'y a aucune insinuation, Monsieur BOUANANI ; au contraire, je vous invite à remplir pleinement votre rôle.

**M. BOUANANI.-** C'est ce que je fais, et je continuerai. Je vous rassure, je le fais.

**M. LE MAIRE.-** Parfait !

Tout à l'heure, vous l'avez rappelé, il n'y a pas de vote ; aujourd'hui, nous avons discuté, vous nous avez donné votre avis, nous vous avons expliqué comment nous allions faire et nous avancerons ensemble. Je vous remercie pour la qualité des débats...

**M. THIEFFRY.-** Excusez-moi, Monsieur le Maire, j'avais une deuxième intervention que je vous ai envoyée il y a deux jours sur l'éclairage public.

**M. LE MAIRE.-** Pourquoi vous ne l'avez pas posée tout à l'heure ?

**M. THIEFFRY.-** Je vous avais demandé de le faire en deux fois.

**M. LE MAIRE.-** Oui, mais tout à l'heure, vous avez dit que vous faisiez en deux... Vous voulez compléter ?

**M. THIEFFRY.-** Oui, là, c'était vraiment sur le ROB.

**M. LE MAIRE.-** Allez-y !

**M. THIEFFRY.-** Merci.

**M. LE MAIRE.-** Mais après, c'est tout !

**M. THIEFFRY.-** Promis !

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et adjointes, chers collègues, juste avant, je me permets de rebondir, puisque vous m'en offrez la possibilité, sur cette opposition supposée entre la culture et les écoles ; il n'y a pas d'oppositions qui sont faites ; Monsieur le Maire, comme vous le dites, quand on rénove une maison, on ne peut pas tout faire d'un coup ; en revanche, quand on rénove une maison, si le toit fuit, à un moment donné, ce sera peut-être la priorité par rapport à d'autres choses. Là, le budget consacré au toit de NDL – puisque c'est ainsi qu'il faut l'appeler maintenant – représente 15 % du budget d'investissement et on sait – on a un budget contraint peut-être – que cela devrait être fléché vers notamment la rénovation du toit des écoles, de la charpente...

**M. LE MAIRE.-** Monsieur THIEFFRY, ce n'est pas du tout ce que vous m'aviez dit, vous revenez sur le débat. Venez-en aux faits, s'il vous plaît ; sinon, nous n'irons jamais nous coucher. Allez-y, nous avons déjà entendu ces propos.

**M. THIEFFRY.**- Ce sera l'objet d'un vœu ; en tout cas, nous n'opposons pas cela et il faut le prérequis *sine qua non* qui est la mission d'information.

L'éclairage public est le premier levier de sécurité, parce que ce sont moins d'accidents de la circulation et également moins de faits de violence. L'éclairage public, en revanche, coûte cher ; c'est 41 % de la facture en énergie d'une commune, parce que 45 % des équipements publics en France ont plus de 25 ans. En passant à l'éclairage public intelligent, un système de capteurs qui permet à l'éclairage public de s'éclairer avant l'arrivée de personnes et qui s'éteint après leur passage, ce sont 50 à 75 % d'économies d'énergie que l'on peut espérer obtenir.

D'autres communes de 18 000 habitants, notamment Harnes dans le bassin minier, sont passées à l'éclairage public intelligent.

Aussi, je voulais vous demander s'il était possible d'ores et déjà d'acter que dans deux mois, lors du budget primitif, on pouvait orienter le budget vers le passage progressif pendant six ans de mandat à l'éclairage public intelligent basse consommation LED pour réaliser des économies substantielles et avoir ainsi plus de moyens financiers pour financer la solidarité à Hellemmes.

Je vous remercie de m'avoir écouté.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Monsieur THIEFFRY.

Monsieur PRUVOT, je vous passe la parole, mais j'ai une légère appréhension, parce que je sais que quand je vous passe la parole sur ce sujet, vous ne me la rendez plus.

Nous avons déjà eu l'occasion, parce que cela fait des années qu'à Hellemmes, nous avons entamé cela, je l'ai commencé en tant que premier adjoint en 2014 ; grosso modo, depuis 2014, nous dépensons 700 k€ par an pour changer les mâts lumineux qui sont en LED, nous n'avons pas du tout attendu que ce soit à la mode.

Sur la modulation de la lumière en fonction de l'heure à laquelle on se trouve, Monsieur PRUVOT nous a déjà expliqué tout cela par le détail, parce que depuis, la technologie a évolué et il continue à travailler sur le sujet. Je veux bien que vous nous fassiez un résumé, pour que Monsieur THIEFFRY puisse rentrer chez lui en étant rassuré sur ce que nous faisons. Claude, vous avez la parole.

**M. PRUVOT.**- Chers collègues, je vous en avais touché un mot lors de la commission pour ceux qui étaient présents, il était prévu de vous faire le bilan. Ce ne sera pas cette fois, pour une petite raison de délai, une petite raison technique dont j'assume une partie de la responsabilité, puisque, malheureusement, j'ai été en panne totale de liaison (internet, etc.) pendant près d'une semaine, ce qui a fait que je n'ai pas pu valider ce que les services ont préparé. J'en profite pour remercier les services qui ont travaillé dans l'urgence, parce que j'ai insisté pour que nous puissions le présenter ce soir, ainsi que Jack NANNINI, qui nous avait préparé une diapo très bien faite. J'aurai l'occasion de vous présenter cela lors du prochain Conseil, et avec mon collègue, nous organiserons peut-être une commission pour une pré-présentation.

Pour répondre très rapidement, nous n'avons pas attendu demain, si j'ose dire, pour rénover notre éclairage public, nous le faisons depuis plusieurs années. Une grande partie de notre éclairage public est déjà passée aux LED, les économies sont certaines, visibles, importantes ; je n'ai pas les chiffres en tête, mais j'aurai l'occasion de vous les donner au centime près.

Une petite remarque concernant l'éclairage intelligent : j'entends, mais l'éclairage intelligent ne peut pas être mis à n'importe quel endroit ; sur des axes où il y a beaucoup de circulation automobile, et ce n'est pas moi qui le dis mais les spécialistes, cela ne sert strictement à rien. Cela ne peut être mis que dans des endroits spécifiques, à certains passages

piétons, où il n'y a pas une très grande présence humaine, devant certaines écoles parfois... Ce sont des lieux sur lesquels nous réfléchissons et travaillons actuellement.

Toutefois, je m'oppose totalement à ce que j'ai entendu – ce n'est pas moi qui le dis mais également les spécialistes –, il n'y a pas plus d'agressions dans le noir que dans la journée. C'est un fantasme total de croire que la baisse de luminosité ou la nuit est synonyme d'agression. Au contraire, la disparition de la nuit – dans les milieux urbains, c'est le cas, parce qu'on a éclairé à gogo pendant des décennies – pose un problème de santé publique, puisqu'on a besoin de la nuit, du noir, pour dormir. Elle pose aussi, puisque l'on parle d'écologie, un problème de santé écologique, parce que 75 % des disparitions des espèces – j'intègre les insectes dans ces espèces – sont dues à ce que le noir n'existe plus en milieu urbain, des espèces qui ne peuvent plus se reproduire, plus se nourrir...

Je n'irai pas plus loin, Monsieur le Maire ; sinon, je ne vous rendrai pas la parole ! (*Sourires.*)

**M. LE MAIRE.**- J'avais prévenu. Merci.

Nous aurons évidemment l'occasion de voir tout cela très en détail dans la commission idoine et nous viendrons faire la présentation à un Conseil dont l'ordre du jour sera un peu moins chargé ; j'espère que la connexion internet sera rétablie d'ici là.

**M. PRUVOT.**- Elle est rétablie.

#### **20/54 Adoption du règlement intérieur du Conseil communal**

**M. LE MAIRE.**- Je vous propose de passer à la délibération 20/54 : le règlement intérieur du Conseil. Je passe la parole à Madame Beverley JOLIET.

**Mme JOLIET.**- Mesdames, Messieurs, chers collègues, conformément à l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales, dans les communes de plus de 3 500 habitants, le Conseil communal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Il est donc demandé ce soir au Conseil communal de bien vouloir adopter le règlement intérieur du Conseil communal d'Hellemmes ci-annexé.

Je souhaite ajouter que le règlement intérieur constitue, comme je le disais lors du précédent conseil, une véritable législation ; il régit, il prévoit le fonctionnement interne du Conseil et s'impose aux élus. Il a également pour objectif de faciliter l'exercice des élus au sein de l'assemblée délibérante.

Il entre en fonction dès son vote acté, et, je le rappelle, est soumis au vote dans les six mois qui suivent l'installation du Conseil ; nous sommes donc dans les temps.

Pour l'élaborer, un groupe de travail a été créé à cet effet et s'est réuni le 22 septembre 2020. Il était composé des membres élus de chaque parti politique afin de travailler de manière intelligente tous ensemble. Je rappelle les groupes :

- ENSEMBLE, réinventons Hellemmes ! Notre commune solidaire ;
- Hellemmes Verte 2020 ;
- Faire respirer Hellemmes ;
- Décidez pour Hellemmes.

L'ensemble des propositions a été formulé, certaines ont été intégrées, d'autres non, et il a également été possible de faire part des contributions par mail. Suite à la diffusion du travail qui a été fait, il n'y a pas eu de retour.

Ce soir, nous allons donc adopter ce règlement intérieur.

**M. JAMELIN.**- On va le proposer au vote.

**M. LE MAIRE.**- Effectivement, nous allons le proposer au vote.

Monsieur JAMELIN, vous avez souhaité la parole.

**M. JAMELIN.**- Je vous remercie, Madame la première adjointe ; je vous remercie, Monsieur le Maire délégué.

En préambule, je voudrais juste préciser qu'avec l'ensemble de mes collègues, mais, je suis certain, pas seulement, nous ne nous opposons pas, nous priorisons, Monsieur le Maire. Monsieur ZOUAREG, je vous ferai la même remarque aussi.

Je commencerai mon intervention par la mission d'information et d'évaluation que nous avons souhaité déposer au Conseil sur l'état des bâtiments accueillant du public hellemmois, puisque c'est un point du règlement intérieur. Conformément à notre règlement, nous aurions pu la placer dans une délibération ce soir. Vous nous offrez de la placer en fin de Conseil dans les questions orales, je vous en remercie, nous pourrions donc la présenter. Cela dit, ce n'est pas ce que disent les textes, je vous invite donc à relire le règlement intérieur nouvellement écrit.

« Réinventons Hellemmes ! », voilà ce que vous nous avez promis en déposant une liste à ce nom, voilà ce qui vous engage en tant que groupe politique qui porte ce nom.

« Réinventons Hellemmes ! », donc... Je passe sur le fait que ce nom prétend réinventer une commune dont vous aviez déjà la charge, ce serait un peu taquin. Vous nous promettiez donc, la main sur le cœur, de réinventer les pratiques démocratiques. Ce règlement intérieur est le premier acte fort de votre mandature, il est le marqueur de vos ambitions, celui qui montre votre volonté de moderniser une instance qui n'engage plus les Hellemmois à s'y intéresser. Autrement dit, après les discours, voilà le premier acte de votre mandature.

Je parlerai rapidement du parcours de ce texte, si vous voulez bien, puisque Madame JOLIET l'a abordé. Il est révélateur, à mon sens, de votre intérêt pour la chose. Une rencontre en septembre, donc, pour y travailler ; rencontre enrichissante, Madame JOLIET, je vous le concède, puisque nous avons pu y débattre avec les conseillers de chaque groupe politique, même si à la question de savoir si vous aviez travaillé de votre côté à des pistes de modernisation, vous nous aviez répondu à l'époque que ce n'était pas le cas.

Cette réunion a été pour nous l'occasion de porter des propositions de modernisation, donc, pour rendre ce Conseil, cette instance même dans laquelle nous sommes en train de nous exprimer, plus accessible aux citoyens : la diffusion systématique sur le site de la Ville et sur les réseaux sociaux, comme le font les grandes villes PS comme Rennes, Rouen ou Nantes, ou offrir la possibilité aux habitants aussi de poser des questions orales au sein de ce Conseil et mettre en place un droit d'intervention des habitants. Nous avons aussi proposé de laisser la possibilité de créer des groupes de travail accessibles à ces mêmes Hellemmois que vous chérissez tant.

Passée cette rencontre – il y en a eu quatre à Lille sur le même sujet, je vous le rappelle –, vous deviez nous adresser le projet de règlement intérieur qui est proposé au vote aujourd'hui. Nous avons été contraints de le réclamer plusieurs fois ; à chaque fois, il devait arriver le lendemain. Sur le coup, j'ai eu peur, j'ai cru que c'était un traitement qui nous était réservé, mais j'ai appris depuis que la majorité municipale lilloise avait eu, elle aussi, du mal à l'obtenir. Me voilà rassuré !



Nous avons enfin – pour terminer sur le parcours du texte – reçu ce projet la semaine dernière. Vous imaginez mon enthousiasme de voir enfin le résultat de nos débats dont la rédaction si longue impliquait, bien sûr, de nombreux changements. Vous imaginez ma surprise quand j’ai découvert qu’à part un changement de police d’écriture, ce nouveau règlement intérieur est le même que celui de la précédente mandature. Votre premier acte est donc de ne rien changer et de refuser la modernisation de nos instances. Sachez que, là encore, Lille s’est montrée un peu plus ouverte que vous.

Vous allez me dire que j’exagère, et c’est vrai, il y a bien un petit changement. Vous vous souvenez de notre demande de vote au scrutin public sur le précédent Conseil, puisque nous avons dû nous y prendre à plusieurs fois. Je vous rappelle donc que pour demander un vote au scrutin public, il faut un quart des conseillers ; cela représente l’ensemble de l’opposition. Vous avez dû vous en apercevoir, puisque c’est le seul changement de votre règlement.

Madame la première adjointe, si vous prétendez réinventer Hellemmes, vous ne pouvez pas prétendre réinventer le droit. Le Code général des collectivités territoriales prescrit qu’il est procédé au scrutin public si le quart des conseillers le demande. Vous ne pouvez pas être plus stricte que la loi, cette disposition n’est donc pas légale.

Puisqu’on parle de droit, vous savez également que le magazine municipal ne contient aucune tribune de l’opposition. Vous allez nous répondre que le règlement n’est pas encore voté et que c’est lui qui fixe l’espace dédié à l’opposition, mais vous savez que depuis 2015, ce n’est plus le cas ; ces pratiques politiciennes en vogue dans les années quatre-vingt-dix n’ont plus cours ailleurs, même à Lille. Je signifierai juste ici qu’à mon sens, ce n’est pas de l’action politique.

Vous savez que nous avons déposé un recours en référé au tribunal, et si le caractère urgent a été rejeté – eh bien oui, le magazine municipal était déjà distribué –, il reste valable sur le fond et poursuit sa route au tribunal administratif.

Monsieur le Maire, nous empêcher de nous exprimer, ne pas reprendre nos amendements quand ils proposent d’ouvrir ce Conseil aux habitants, cela porte un nom, c’est de l’invisibilisation.

Madame la première adjointe, vous dites vouloir réinventer Hellemmes, nous constatons que ce premier acte manque d’ambition.

Chers collègues, nous proposons donc au vote les amendements suivants, amendements qui permettront d’ouvrir un peu plus ce Conseil aux Hellemmoises et aux Hellemmois et qui en renforceront la vie démocratique :

- *« Le Conseil sera diffusé sur le site internet de la commune et sur les réseaux sociaux déjà utilisés par elle pour permettre au plus grand nombre d’y assister » ; si cela se fait à Lomme, cela peut se faire à Hellemmes ;*
- *« Un droit d’intervention publique est proposé aux habitants qui pourront poser une question orale sous réserve de l’adresser par écrit trois jours francs avant le début du Conseil. En cas d’impossibilité de se déplacer, cette question pourra être posée par une personne du choix du rédacteur » ;*
- *« La possibilité de tenir un discours de politique générale sera laissée à chaque groupe politique représenté au Conseil après la première intervention du Maire délégué ».*

Nous proposons aussi de fixer dans notre règlement qu’une réunion des présidents de groupe se tiendra deux fois par mois pour transmettre l’ensemble des informations importantes relatives à la commune à l’ensemble des conseillers. Cette dernière disposition aurait, par ailleurs, pu éviter que nous n’apprenions la situation préoccupante de l’EHPAD La Sabotière par Lille plutôt que par les élus hellemmois. Vous me permettez donc ici de saluer le courage et l’investissement dont les salariés de l’EHPAD d’Hellemmes font preuve en cette période.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Monsieur FOURNIER, vous êtes inscrit.

**M. FOURNIER.-** Mes chers collègues, à la création de ce groupe de travail sur le règlement intérieur, j'étais profondément satisfait, satisfait de voir que, d'une part, vous associez à ce travail primordial l'opposition, mais aussi parce que j'imaginai, naïf comme je suis, que vous aviez saisi l'ampleur de l'alerte que nous ont adressée les citoyens en ne se déplaçant pas aux urnes le 28 juin dernier.

À la lecture de ce texte, je suis navré de constater qu'en réalité, vous n'avez rien retenu, tout d'abord car, Monsieur JAMELIN l'a mentionné, lors de notre groupe de travail, nous avons formulé un certain nombre de propositions pour moderniser ce règlement intérieur et qu'en fait, quand on se met à la lecture de celui-ci, on constate que rien n'a été retenu ; pire, c'est presque exactement le même que l'ancien. Dès lors, je me demande pourquoi nous avoir fait venir.

Mais il y a, à mon sens, plus grave, chers collègues : 7 Hellemmois sur 10 ne se sont pas déplacés pour aller voter, 7 personnes sur 10 n'ont pas trouvé d'importance à cette élection ; est-ce que vous vous rendez compte de ce que cela représente ? Dans ce règlement intérieur, nous avions l'occasion d'intégrer des dispositions qui auraient montré à ces gens qui ne s'étaient pas déplacés que si, cette élection sert à quelque chose, et nous aurions montré que nous nous serions intéressés à eux en leur donnant des droits.

Un droit d'information, tout d'abord, en garantissant la systématique diffusion du Conseil communal sur internet. Chers collègues, pensez-vous sincèrement qu'un homme ou qu'une femme qui élève seul ses enfants peut se déplacer au Conseil communal comme bon lui semble ? Monsieur ZOUAREG, vous disiez que vous ne laissiez pas les gens au bord de la route de la solidarité, mais force est de constater que vous les laissez au bord de la route de la vie démocratique de notre commune, parce que si ce Conseil communal était diffusé sur internet, alors elle pourrait le suivre sur son téléphone si elle en avait envie. Nous ne devons pas oublier ces personnes précaires qui sont éloignées de la vie politique par la force des choses.

Vous nous dites alors que ces diffusions systématiques coûtent trop cher. Comprenez-le bien, nous ne vous demandons pas non plus une réalisation à la Spielberg, un simple trépied aurait suffi pour diffuser l'ensemble du Conseil, comme cela se fait d'ailleurs dans d'autres communes, à Villeneuve-d'Ascq, où la qualité vidéo n'est pas magnifique, force est de le constater, mais, tout de même, le Conseil municipal est diffusé et c'est une bonne chose.

Nous aurions pu leur conférer un droit de participation aussi, pourquoi pas en offrant la possibilité à des citoyens non élus de s'exprimer au Conseil communal en adressant des questions orales au Maire. Vous allez dire : « *Si on fait cela, on n'a pas fini !* » Eh bien oui, chers collègues, la démocratie n'est pas réputée pour être efficace, mais, en attendant, c'est quelque chose que, j'espère, nous chérissons tous.

En bref, pour moi, ce travail est un immense gâchis et il ne faudra pas s'étonner si, de nouveau, dans les prochaines élections, on atteint des taux de participation aussi bas.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.-** Merci.

Monsieur ZOUAREG, vous vouliez dire quelque chose.

**M. ZOUAREG.-** Je partage une grande partie de votre analyse, notamment sur la désaffection des citoyens pour les élections. En revanche, je ne partage pas votre vision de la famille monoparentale. Je ne suis pas sûr qu'une maman ou un papa seul avec ses enfants puisse, avec son téléphone portable, entre 19 heures et 21 heures, prendre le temps de regarder le Conseil communal si notamment il a des enfants à charge...

**M. FOURNIER.**- Il en a la possibilité technique, au moins.

**M. ZOUAREG.**- ... mais je mets cela sur le compte de la jeunesse, vous n'êtes pas encore parent, mais je pense que quand vous le serez, vous verrez qu'entre 19 heures et 21 heures, c'est un peu le coup de feu ; je vous le dis en tant que papa de trois enfants.

**M. FOURNIER.**- Il peut le regarder en rediffusion.

**M. LE MAIRE.**- En tout cas, Monsieur FOURNIER, par rapport à la modernisation de la façon dont il est possible d'assister au Conseil, évidemment, même si cela n'a pas été formalisé dans le règlement intérieur, il me semble évident que nous y réfléchirons ensemble, une fois que les moyens techniques arriveront, au fur et à mesure, dans cette salle.

**M. FOURNIER.**- Si ce sera possible, pourquoi ne pas le mettre ? Nous aurions tous été satisfaits, j'aurais applaudi de deux mains.

**M. JAMELIN.**- On vote l'amendement du coup ?

**M. LE MAIRE.**- Je veux juste rappeler qu'on ne s'interpelle pas. Je veux bien que vous vous répondiez, mais courtoisement et poliment ; merci.

Madame JOLIET.

**Mme JOLIET.**- Il est indiqué dans le règlement intérieur que le Conseil est diffusé sur le site internet « *lorsque la faisabilité technique et financière le permet* », parce que cette rediffusion représente tout de même un coût que nous attribuons à cet effet.

Monsieur JAMELIN et Monsieur FOURNIER, des beaux discours, mais si vous étiez si ravis, si soulagés de participer à ce groupe de travail, je ne comprends pas pourquoi vous ne nous avez pas fait part de ces amendements plus tôt, d'autant plus que, vous le savez, vous pouvez très facilement me contacter.

Effectivement, j'ai oublié dans mon propos tout à l'heure la petite erreur matérielle à l'article 7, qui concerne les modalités de vote. L'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le scrutin public s'effectue sur la demande du quart – et non du tiers – des membres présents. Merci, Monsieur JAMELIN, de l'avoir rappelé, mais ne vous inquiétez pas, nous étions au fait.

Je suis très étonnée d'entendre dire qu'on ne permet pas la démocratie chez les élus de l'opposition. Il s'agit, pareillement, d'une erreur matérielle.

Je suis tout de même assez déçue, Monsieur FOURNIER, que vous alliez au tribunal administratif, parce que je vous rappelle que vous n'êtes même pas un groupe politique et, en soi, vous ne pourriez même pas bénéficier de certains moyens dont les groupes politiques pourraient bénéficier. De plus, dans le règlement intérieur, nous avons diminué le nombre de signes à l'expression politique pour que vous puissiez en bénéficier, je suis donc assez étonnée.

**M. LE MAIRE.**- Voilà une autre manière de vous dire que même si nous ne sommes pas d'accord avec ce que vous dites, nous nous battons pour que vous puissiez le dire ; c'est une façon moderne.

Monsieur JAMELIN ?



**M. JAMELIN.-** Si vous voulez bien me donner la parole, je me permets de répondre à Madame JOLIET sur la question du référé : n'importe quel citoyen de notre commune, n'importe quel habitant de la ville, peut déposer un référé.

Par ailleurs, Monsieur FOURNIER, si vous lui avez gentiment rappelé qu'il n'était pas un groupe politique puisqu'il est seul à siéger à ce Conseil, ne représente pas que lui-même. Si vous vous battez pour que nous puissions dire partout ailleurs que dans le magazine municipal ce que nous voulons, j'ai trouvé votre rappel à Monsieur FOURNIER un peu désobligeant.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.-** Merci. Ce n'est pas comme cela qu'il faut voir les choses, au contraire. Lucas sait très bien que nous sommes très attachés à sa présence et à ses interventions, qui sont parfois un peu portées par l'élan de sa jeunesse – pour le dire ainsi –, il sait très bien, je lui ai dit et le répète, que nous sommes d'accord sur plein de sujets, il est juste dommage que parfois, ce soit fait ainsi.

Prenons l'exemple du logement. Vous savez bien que nous recevons les mêmes personnes. Les personnes viennent nous voir, elles sont passées vous voir avant et nous disent : « *Ah, mais Monsieur FOURNIER m'a promis que vous alliez me trouver un logement* ». Monsieur ZOUAREG l'a rappelé tout à l'heure, nous sommes dans une situation collective, par rapport au logement, qui est extrêmement délicate. Nous nous sommes battus pour que les bailleurs fassent au minimum l'entretien et, aujourd'hui, la rénovation de centaines de logements sur le territoire de notre commune. Monsieur ZOUAREG vous l'a expliqué, ce n'est pas parce que nous demandons que nous obtenons, mais nous le faisons parce que nous connaissons les personnes qui vivent dedans, ce sont nos amis, nos familles. La dernière fois, en commission, il y a même quelqu'un dans cette salle qui nous a rappelé qu'elle avait habité dans un de ces logements. Nous ne sommes vraiment pas extérieurs à tout cela. Aujourd'hui, plus que jamais, la performance énergétique des bâtiments des bailleurs sociaux est d'actualité et on a besoin de l'augmenter.

Je vous le répète une dernière fois, nous sommes d'accord ; après, il y a la temporalité, comme sur tous les sujets.

Je n'avais pas prévu de vous répondre sur le sujet, mais je tenais tout de même à vous dire un truc. J'ai été surpris, Beverley JOLIET vous a rappelé tout à l'heure comment s'est passée la rédaction, et le rédacteur du journal m'en avait fait part – je l'ai dit dans la presse, je vous le dis ici et vous le répète, comme pour Monsieur FOURNIER tout à l'heure –, on s'est serré pour lui faire de la place. Cela ne nous dérange absolument pas, nous sommes très contents.

J'avais cru comprendre qu'étant donné que le règlement intérieur n'avait pas été complètement débattu, les conditions de l'exercice du droit n'étant pas adoptées au moment de la parution de la dernière édition de notre magazine, nous n'avons pas ouvert la tribune dédiée à l'expression des groupes politiques, et je croyais que c'était fait avec l'accord de tout le monde. Je tiens à vous rassurer, évidemment, tous les espaces seront ouverts dès le prochain numéro et, si vous le souhaitez, je vous mettrai même à disposition des espaces de rattrapage, cela ne me pose aucun souci. Simplement, il n'était pas envisageable de repartir sur ce qui était fait avant, puisque nous n'étions pas en présence des mêmes groupes ; au nom de quoi aurions-nous donné plus à l'un ou à l'autre avant que nous ayons décidé ensemble ce soir ce qu'il est possible de faire ?

Je comprends très bien que vous ayez changé d'avis. Je trouve cela dommage, parce que vous n'êtes pas obligés d'apprécier les choses qui sont proposées par notre groupe. On n'a pas la même qualité de relation, on peut quand même se parler... Tout à l'heure, Monsieur ZOUAREG disait que nous étions dans la politique et que nous n'en faisons pas ; je plussoie.

Je conclurai sur ce sujet. Tout à l'heure, Monsieur JAMELIN, vous avez dit : « *Vous allez dire que j'exagère et c'est vrai* » ; je valide...

**M. JAMELIN.-** Merci de me donner raison, pour une fois !

**M. LE MAIRE.-** Oui, je valide ce que vous avez dit : vous exagérez. Vous voyez, dans tout ce qu'on fait, je cherche toujours à trouver ce qui nous rassemble, parce que c'est important pour les habitants, c'est important pour les Hellemmois et c'est important pour nous ; nous avons tout de même plusieurs années à travailler ensemble et j'espère que tout cela est un épiphénomène qui est surtout dû au fait que nous n'arrivons pas à nous voir, nous ne pouvons pas nous rencontrer comme nous voudrions, tout est compliqué, quand nous faisons des visio, nous nous fatiguons, nous n'entendons pas tout ; j'espère que ce sont avant tout des quiproquos à la suite et que nous passerons au-dessus de tout cela.

Avant de voter sur la délibération 20/54, « *Adoption du règlement intérieur* », je mets aux voix en une seule fois les amendements proposés par Monsieur JAMELIN.

Qui vote pour ? (*Hellemmes Verte 2020, Faire respirer Hellemmes et Décidez pour Hellemmes.*)

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*La majorité municipale.*)

Je mets aux voix la délibération 20/54 : « *Adoption du règlement intérieur du Conseil communal* ».

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Hellemmes Verte 2020, Faire respirer Hellemmes et Décidez pour Hellemmes.*)

Qui vote pour ? (*La majorité municipale.*)

Je vous remercie.

## **20/55 Prime Habitat – Octroi de primes municipales : rénovation de l'habitat, développement durable et ravalement de façades**

**M. LE MAIRE.-** Nous passons à la délibération 20/55. Je passe la parole à Monsieur PRUVOT.

**M. PRUVOT.-** Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je ne monopoliserai pas la parole très longtemps concernant cette délibération, puisque vous avez pu vous apercevoir qu'elle est assez courte, mais pour la bonne compréhension, je voudrais simplement revenir un peu sur la genèse de ces primes.

Depuis un certain nombre d'années, nos trois communes associées accompagnent financièrement les propriétaires, et en particulier les propriétaires modestes et très modestes, pour la rénovation de leur logement. Ceci a été clarifié en 2014 par une délibération qui a exposé les critères et les conditions d'octroi de ces primes et défini trois types de primes :

- des primes à la rénovation de l'habitat :
  - o rénovation durable,
  - o sortie d'insalubrité
  - o auto-réhabilitation accompagnée ou par atelier collectif ;
- des primes au développement durable :
  - o récupération des eaux de pluie,
  - o végétalisation des toitures,
  - o à destination d'une énergie renouvelable (solaire, thermique et photovoltaïque) ;
- des primes concernant les ravalements de façades.

Il s'agit de la dernière prime de cette année qui est présentée pour approbation à ce Conseil. Cette dernière prime – c'est un peu un constat que je fais et qui me fait sourire – est une des primes les plus rares que j'ai eu l'occasion de présenter, puisqu'il s'agit d'une prime d'auto-réhabilitation accompagnée. Son montant est modeste, mais l'ensemble de la

rénovation en elle-même n'atteint pas une somme très importante, puisque le coût total des travaux est de 847 € et la part de prime de notre commune est de 225 €.

Je vous demande, pour le propriétaire en question, dont vous avez les coordonnées dans la délibération, d'autoriser l'attribution de cette prime d'un montant de 225 €.

**M. LE MAIRE.**- Avant de la mettre aux voix, nous pouvons quand même lui souhaiter bon courage, non ? Il va devoir faire les travaux tout seul ; c'est bien cela ?

**M. PRUVOT.**- Accompagné.

**M. LE MAIRE.**- D'accord. Merci, Monsieur PRUVOT.

Je mets aux voix la délibération 20/55 : prime habitat – octroi de primes municipales.

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Personne.*)

Cette délibération est adoptée à l'unanimité moins une voix, Monsieur THIEFFRY étant sorti de la salle.

#### **20/56 Dispositif de lutte contre l'indécence des logements – Avenant de prolongation 2020 à la convention relative au dispositif de lutte contre l'indécence des logements entre la Ville de Lille et la CAF du Nord**

**M. LE MAIRE.**- Nous passons à la délibération 20/56. Monsieur PRUVOT, je vous permets de conserver la parole.

**M. PRUVOT.**- Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je me permettrai de vous lire la délibération telle qu'elle a été écrite, ce sera beaucoup plus clair et explicite.

La Ville de Lille – et ses communes associées – a fait de la lutte contre l'habitat indigne et indécents une priorité politique. Depuis maintenant de nombreuses années, elle a mobilisé et mis en œuvre d'importants moyens en ce sens et des résultats très encourageants ont été obtenus dans le cadre de son Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne.

Ainsi, la Ville de Lille et la Caisse d'Allocations Familiales du Nord (CAF) ont signé le 12 décembre 2016 une nouvelle convention d'objectifs et de financement pour lutter contre l'indécence des logements à Lille, Lomme et Hellemmes.

Le dispositif de partenariat prévoit un contrôle systématique par les inspecteurs de salubrité du Service Communal d'Hygiène et de Santé de la Ville de Lille des conditions de décence, à l'ouverture du droit à l'aide au logement, des logements occupés par un « public cible » de la CAF, à savoir les ménages bénéficiaires de l'ALF de condition modeste (avec quotient familial inférieur ou égal à 630 €), ainsi qu'à la demande de la Ville, les nouvelles locations du parc privé d'allocataires vivant seul sans enfant à charge, bénéficiaires du RSA et âgés de plus de 50 ans ou sous tutelle ou curatelle au moment de l'ouverture du droit.

En contrepartie, la CAF du Nord s'est engagée de 2016 à 2019 à apporter à la ville, pour les visites du public cible CAF, une aide au fonctionnement de 50 € par contrôle décence réalisé par le SCHS.

Lorsque l'indécence est constatée par le SCHS, la CAF suspend le versement de l'allocation logement et consigne celle-ci jusqu'à la réalisation des travaux par le propriétaire (dispositif instauré par la loi ALUR).

Ainsi, sur l'année 2019, le Service Communal d'Hygiène et de Santé a procédé au total au contrôle de la décence de 238 logements, dont 33 (soit 14 %) ont été déclarés indécents.

La CAF du Nord propose, pour 2020 – et on parle bien de 2020, Monsieur le Maire vous expliquera tout à l'heure pourquoi –, de poursuivre ce partenariat avec la Ville de Lille par le biais d'un avenant de prolongation de la convention d'objectifs et de financement qui proroge le dispositif (acté par la délibération n° 19/679), aux mêmes conditions, du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020 (prévisionnel de 450 à 500 visites de contrôle par le SCHS sur l'année 2020).

En accord avec la commission Voirie, Urbanisme, Plan de déplacement, Patrimoine communal, Plan Climat Énergie, Développement Durable réunie le 26 novembre 2020, il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- APPROUVER l'avenant de prolongation 2020 à la convention 2019 d'objectif et de financement relative au dispositif de lutte contre l'indécence des logements entre la Ville de Lille et la CAF du Nord, ci-annexé.

Merci de votre écoute.

**M. LE MAIRE.**- Merci, c'est très clair.

L'année en cours est évidemment une année exceptionnelle. Vous ne l'avez pas dit, mais c'est Madame BADERI qui, par délégation de signature, signera la convention.

Madame Mélanie LEDOUX, vous avez la parole.

**Mme LEDOUX.**- Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs de la majorité, chers collègues,  
Merci, Monsieur l'adjoint, pour cette présentation. Nous voterons pour cette délibération car la lutte contre l'indécence des logements est une priorité.

En 2020, la pandémie mondiale de la Covid-19 a frappé de plein fouet notre pays et notre commune. En plus des dizaines de milliers de décès provoqués par la Covid-19 en France, cette crise sanitaire a des conséquences économiques et sociales non encore pleinement évaluées. L'une d'elles est cependant d'ores et déjà bien visible : l'augmentation des personnes sans-abri dans nos villes. En plus de ne pas avoir de toit au-dessus de leur tête, ces femmes et ces hommes sont particulièrement vulnérables au virus. Or, elles et ils ne peuvent pas appliquer les gestes barrière, notamment le lavage des mains, car, en effet, ces hommes et ces femmes vivent dehors, sans eau ni électricité.

Mais qu'en est-il dans notre commune d'Hellemmes ? Aujourd'hui, des résidents et résidentes de notre commune dorment dehors toutes les nuits, et en plus d'être particulièrement exposés au virus, elles et ils luttent contre le froid et les températures proches de 0 par manque d'une volonté politique forte. Va-t-on attendre un décès ?

Cela suffit ! On ne peut plus compter uniquement sur le bénévolat formidable des associations telles que L'île de Solidarité, SDJ, Sans toit ni loi ou encore Utopia, on ne peut plus compter aujourd'hui uniquement sur la bonne volonté, le sérieux et le sens du service public de nos agents territoriaux, qui font, je tiens à le souligner, un travail remarquable. Non, aujourd'hui, ce qu'il nous faut, c'est une vraie volonté politique, une politique humaniste, une politique sociale, une politique qui replace l'humain au cœur de son action.

Pour rappel, l'ordonnance du 11 octobre 1945 permet aux représentants de l'État dans le département, sur proposition du Maire, de « *procéder, par voie de réquisition, à la prise de possession partielle ou totale des locaux à usage d'habitation vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés, pour les attribuer à des mal-logés* ».

Monsieur le Maire, qu'attendez-vous pour agir ? Ces hommes et ces femmes ont besoin d'être mis à l'abri est d'avoir accès à l'eau et à électricité pour survivre. Ils ont besoin de pouvoir dormir au chaud et de manger chaud. Vous pouvez, avec vos services, mener l'enquête préalable à la réquisition et transmettre les résultats au Préfet afin de lui demander la réquisition d'un de ces logements pour y loger les Hellemmois et les Hellemmoises sans-abri. En parallèle, vous avez la possibilité de mettre à disposition un local ou un logement communal dans lequel ils pourraient trouver refuge le temps de l'hiver, car, en effet, vous avez un devoir de protection envers les plus vulnérables, celles et ceux qui sont dehors et risquent de mourir de froid, mais aussi envers le reste de la population, car en ne mettant pas à l'abri ces personnes, vous favorisez la transmission du virus.

Merci de votre attention.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Monsieur Lucas FOURNIER, vous avez la parole.

**M. FOURNIER.**- Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, vous savez que la question de l'indécence de logement me tient à cœur, donc je suis bien évidemment satisfait quand on traite de cette question par des délibérations.

Permettez-moi, cependant, de pointer un vide dans ce texte, parce qu'il est dit que dès lors que l'indécence d'un logement est constatée par les Services Communaux d'Hygiène et de Santé, alors la CAF cesse de verser des allocations à son propriétaire.

J'aimerais reprendre la dame dont j'avais parlé lors de ma question orale du dernier Conseil, qui est une habitante des résidences ICF dont on avait reconnu à trois reprises que son logement ne respectait pas les normes du règlement sanitaire et départemental et dont le propriétaire avait été mis en demeure de faire les travaux sans réponse du propriétaire. Eh bien, mes chers collègues, avec la rédaction de cette charte telle quelle, ICF ne subirait aucun préjudice, parce que l'indécence n'a pas été constatée, c'est seulement une infraction qui l'a été.

Il est temps, je pense, d'envoyer un signal fort aux bailleurs et aux propriétaires voyous, ceux qui ne respectent pas la loi, et pour cela, je vous propose de mettre au vote un amendement visant à remplacer la phrase : « *dès lors que l'indécence est constatée, le propriétaire n'a plus le droit aux allocations logement* » par : « *dès lors qu'une infraction est constatée, le propriétaire n'a plus le droit aux allocations logement* ». Cela permettra ainsi de rendre justice à nos concitoyens qui vivent dans des conditions indignes et qui pâtissent de l'impunité de certains bailleurs.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- C'est moi qui vous remercie, Monsieur FOURNIER.

Nous allons répondre en deux temps ; d'abord Monsieur PRUVOT sur la différence entre « infraction » et « indécence ».

**M. PRUVOT.**- Il y a effectivement un problème de sens tout à fait différent entre « infraction » et « indécence », et là, on parle, dans le cadre du logement, de l'indécence.

Une infraction est « *un comportement strictement interdit par la loi pénale et sanctionné par une peine prévue par celle-ci. On distingue trois catégories d'infractions dont la nature détermine la sanction qui lui est applicable : la contravention, le délit et le crime* ».



L'indécence est « caractérisée par une réglementation qui oblige un bailleur à fournir à son locataire un logement conforme avec des caractéristiques de décence qui permettent de garantir à l'occupant les conditions de confort minimal parmi lesquelles :

- une surface habitable au moins égale à 9 mètres carrés par personne ou l'équivalent de 20 mètres cubes ;
- un logement protégé contre les infiltrations d'air parasites ;
- une ventilation suffisante ;
- un éclairage naturel suffisant...

... et j'en passe, il y a toute une liste.

La différence est qu'un logement peut devenir indécents sans que le propriétaire en soit responsable. Je prends un exemple simple : un jeune couple loue à un propriétaire un T1, voire un T2, le logement est correct, il n'est pas indécents, le confort minimal basique est là ; le jeune couple, comme beaucoup d'autres, va avoir un enfant, deux enfants, peut-être trois, mais il ne quittera pas le logement pour autant. Je parle du privé, pas du social, parce que dans le social, la demande de mutation permet, lorsque le logement devient trop petit, d'aller dans un plus grand ou inversement, alors que dans le privé, ce n'est pas la même chose. Le bailleur privé n'a pas accès à la vie privée de ses locataires, il peut ne pas être au courant que ce locataire a eu des enfants. Le bailleur ne peut pas être tenu responsable que le logement soit devenu indécents, puisque c'est le cas, parce que surpeuplé ; cinq personnes dans un T2, c'est un qualificatif d'indécence. Il n'y a pas infraction concernant le bailleur. Ce que je vous dis là est la vérité, je pourrais vous envoyer des articles de jurisprudences qui concernent ce cas bien spécifique.

Il appartient au locataire, lorsqu'il estime être dans des conditions d'indécence, soit, dans ce cas précis, de rechercher un appartement plus grand, mais le bailleur n'en est pas responsable, soit, pour d'autres cas, comme une infiltration d'eau par exemple, de prévenir son propriétaire qu'il y a un problème dans le logement qui peut conduire à une indécence.

Tout cela concerne la loi SUR du 13 décembre 2000, qui a été complétée par un décret le 30 janvier 2002, dans lequel s'ajoute pas mal de jurisprudences ensuite sur des cas très spécifiques. Globalement, le seul recours qu'a un locataire dans le privé est d'envoyer par courrier recommandé au propriétaire les éléments de non-conformité du logement, lui demandant de réaliser les travaux, et si le propriétaire ne le fait pas, le locataire, par l'intermédiaire d'une association de droit au logement ou autres, doit saisir la Commission départementale de conciliation et, en dernier lieu, le juge d'instance, pour que celui-ci rende éventuellement une décision d'obliger le propriétaire à faire les travaux adéquats.

Je m'exprime peut-être de manière compliquée, mais c'était pour vous donner la différence ; une infraction fait référence au Code pénal. Si vous conduisez avec un téléphone à la main, vous êtes en infraction et vous aurez un PV. Je pense avoir été clair.

**M. LE MAIRE.**- C'était précis, merci.

Monsieur FOURNIER, vous voulez d'autres précisions ?

**M. FOURNIER.**- Oui. Dans ce cas, pourquoi est-il fait mention d'infraction sur les rapports du SCHS ? À partir du moment où on protège les gens qui sont dans une situation intermédiaire et qui ont des problèmes conduisant à l'indécence mais qui ne sont pas reconnus comme des infractions, un autre mot me va bien, la sémantique n'est pas un problème. Dans ce cas, pouvez-vous proposer un autre mot pour que nous puissions protéger les gens ? Je le répète, dans les rapports du SCHS, c'est mentionné comme infraction ; cela signifie qu'il y a une erreur à ce niveau. Il faut, à un moment, que l'on reconnaisse des droits à ces gens, donc indécence, infraction ou n'importe quel terme que vous jugerez plus adapté, tant que le fond y est.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Monsieur ZOUAREG.

**M. ZOUAREG.-** Je répondrai à Madame LEDOUX, dont je partage l'analyse, sans restriction aucune. Simplement, si, aujourd'hui, des Hellemmoises et des Hellemmois dorment dehors, je n'en connais pas.

**Mme LEDOUX.-** Vous remettez en cause mes propos ?

**M. ZOUAREG.-** Non, je ne mets pas en cause vos propos, je dis que je n'en connais pas. Si vous en connaissez, il faudra nous le signaler ; nous avons une cellule au CCAS via le SIAO qui est l'ancien Samusocial. Si vous avez aujourd'hui connaissance d'Hellemmois ou d'Hellemmoises qui dorment dehors...

**Mme LEDOUX.-** Monsieur le Maire est tout à fait au courant, ils sont résidents du CCAS, le CCAS est au courant, il passe les voir ; ils sont là depuis le mois de juin, donc à un moment donné, vous ne pouvez pas fermer les yeux dessus, ou alors c'est qu'on ne vous a pas tout dit.

**M. ZOUAREG.-** Je vous dis que je ne connais pas d'Hellemmois et d'Hellemmoises qui dorment dehors.

**Mme LEDOUX.-** Je vous parle de sans-abri.

**M. LE MAIRE.-** Ce n'est pas la même chose...

**Mme LEDOUX.-** Ils sont dans un squat ; ils n'ont ni eau ni électricité.

**M. LE MAIRE.-** Quand une personne est dehors, c'est arrivé la semaine dernière – je regarde la Directrice du CCAS – , dès que nous avons été avertis par un habitant, un agent du CCAS est allé à sa rencontre, on l'a protégée, ils m'ont tenu informé. Là, non...

Quand on me parle de gens qui dorment dehors, ce sont des gens qui sont dehors. Là, vous faites allusion à un autre dossier de gens qui sont occupants sans titre et qui sont rentrés par effraction. Ce n'est pas parce qu'ils sont rentrés par effraction qu'on ne s'en occupe pas, vous avez raison, mais je parle de personnes qui dorment dehors, et là, nous nous en occupons, je vous l'ai même dit tout à l'heure en Conseil privé.

Tout mon groupe se joint à moi, puisque notre programme a été écrit avec les habitants et toutes les personnes ici présentes, un des projets que nous portons, que j'appelle « la pension de famille » – la dénomination est un peu impropre mais permet de comprendre de quoi nous parlons – est justement pour faire face à des situations de personnes qui se retrouvent du jour au lendemain sans logement et éviter d'avoir les situations que vous décriviez tout à l'heure. Il est porté politiquement par nous et le moment venu, vous serez associés aux réflexions, puisque Monsieur ZOUAREG l'a dit tout à l'heure, le constat est partagé et nous sommes d'accord avec tout ce que vous avez dit.

Je mets la délibération aux voix...

**M. FOURNIER.-** Et l'amendement ?

**M. LE MAIRE.-** C'est vrai... Je vous propose de l'étudier plus précisément avec les services, parce que j'avoue que si on rentre dans quelque chose d'aussi pointu...

**M. FOURNIER.-** Comment l'intègre-t-on ? Si j'ai des garanties qu'il sera intégré d'une manière ou d'une autre...

**M. LE MAIRE.-** Je ne peux pas vous garantir qu'il sera intégré...

**M. FOURNIER.-** Cela peut-il être mentionné quelque part ? Nous faisons souvent des réserves ; peut-il y avoir une réserve sur ce point ?

**M. LE MAIRE.-** Je ne sais pas si c'est possible...

**M. FOURNIER.-** Cela doit être possible.

**M. LE MAIRE.-** Cela remet-il en cause ou pas la signature de la convention ? C'est la seule chose qui me préoccupe au moment où je parle.

**M. FOURNIER.-** Dans tous les cas, c'est une convention de la Mairie de Lille, je ne doute pas qu'ils seront attentifs à ce point précis.

**M. LE MAIRE.-** On va la signer en 2022 ! On parle de la CAF tout de même, ce n'est pas le niveau de souplesse n° 1.

Je vous propose – c'est plus simple – de laisser la possibilité de signer cette convention et, évidemment, de mettre ce point en débat, puis de revenir vers nous lors d'une prochaine commission et de regarder exactement ce qu'il en est et comment faire pour que sur la convention suivante, puisque nous la signons tous les ans, on puisse voir s'il y a vraiment une différence qui ferait que ce ne serait plus pareil. La CAF s'est engagée avec nous sur un texte, je ne peux pas lui proposer aujourd'hui de signer autre chose, je n'en ai pas la capacité.

**M. FOURNIER.-** De mettre une remarque au moins.

**M. LE MAIRE.-** C'est ce que je vous propose.

**M. FOURNIER.-** Mais là, ce ne sera pas intégré à cette délibération du coup.

**M. LE MAIRE.-** Cela me semble trop tard, Claude l'a bien dit tout à l'heure en parlant de 2020.

**M. PRUVOT.-** On est dans une régularisation.

**M. LE MAIRE.-** Oui, je vous propose de le faire pour la suivante, donc ce sera le moment d'en reparler.

Claude, on est d'accord là-dessus, tu réintègres cela et tu en parles avec nos homologues lillois qui négocient la convention, pour la suivante, pas pour celle-là. Cela vous convient-il ? Une convention est bipartite, vous le savez, donc nous ne pouvons pas décider unilatéralement, il faut que nous en parlions avec l'autre signataire.

Je charge la Directrice du CCAS d'être notre gardien du temps sur cette question. D'accord ?

La proposition de l'amendement est donc, pour la prochaine convention, d'étudier cette différence entre « infraction » et « indécence » ; d'accord ?

**M. FOURNIER.-** Y a-t-il moyen, au moins, de faire...

**M. LE MAIRE.-** Au moins, on va poser la question.



**M. FOURNIER.**- ... que vous, en tant qu'élu au Conseil municipal lillois, fassiez remonter cette information, parce que moi, je n'y suis pas ?

**M. LE MAIRE.**- Hellemmois.

**M. FOURNIER.**- Non, lillois, car j'imagine que cette délibération passera au Conseil lillois.

**M. PRUVOT.**- Je me permets d'ajouter que ce n'est ni la Ville de Lille ni la CAF qui a défini les termes « insalubrité » et « indécence », c'est la loi SRU, depuis une vingtaine d'années, ce sont les termes de la loi.

**M. LE MAIRE.**- Je vous suggère d'en parler à notre Député favori. Cela vous convient ?

**M. FOURNIER.**- Il n'est pas au Conseil municipal lillois.

**M. LE MAIRE.**- Non, mais s'il y a quelque chose à changer, ce n'est pas qu'au niveau lillois, c'est au niveau national, que les choses soient claires.

Je vous propose de mettre la délibération aux voix. Je pose la réserve pour reparler de cela et nous vous tiendrons informés.

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Personne.*)

La délibération 20/56, « *Dispositif de lutte contre l'indécence des logements – Avenant de prolongation 2020* », est adoptée à l'unanimité.

Je vous en remercie.

## **20/57 « Green City Accord », des villes propres et saines pour l'Europe**

**M. LE MAIRE.**- Nous passons à la délibération 20/57. Monsieur PRUVOT, vous pouvez garder la parole, vous allez nous parler du Green City Accord.

**M. PRUVOT.**- Merci, Monsieur le Maire.

Je suis comme vous, j'ai découvert tardivement cette délibération. Pour être honnête, je savais qu'elle était dans les tiroirs, puisque j'ai participé en 2018 et en 2019 à toutes les réunions de travail relatives à « Lille, Capitale verte européenne ». À la suite de cela et des réunions de bilan qui se sont tenues, cet Accord des villes vertes était dans les tiroirs et avait déjà été abordé, mais je ne connaissais pas la délibération dans le détail. Je vais vous la lire, tout simplement, cela me permettra de l'intégrer un peu mieux.

De longue date, la Ville de Lille et ses communes associées ont pris des engagements forts pour limiter l'impact du territoire sur le climat et s'adapter au changement climatique : Agendas 21 en 2001 et 2010, plans climatiques municipaux (2008, 2013), Plan Biodiversité, signature de la Convention des Maires pour le climat et l'énergie (2008 et 2014), agenda des solutions (2016), labellisation Cit'ergie (2013, 2019). Des actions structurantes ont été développées et régulièrement accentuées.

L'année 2019 a constitué une année charnière : place de finaliste au prix Capitale verte européenne 2021, nouveau label Citergie, conférence citoyenne sur la qualité de l'air, travail avec le collectif citoyen pour le climat, lancement d'une démarche de budget climat, déclaration d'urgence climatique.

La candidature au prix Capitale verte européenne 2021, en particulier, a impulsé une dynamique forte que la Ville s'est engagée à poursuivre pour toujours davantage combattre le bruit, la pollution de l'air et de l'eau, les émissions de gaz à effet de serre, les déchets, et aussi pour promouvoir une ville où la nature et la biodiversité, l'économie circulaire, la sobriété et les énergies renouvelables sont au cœur de sa régénération et de son développement.

Consciente de cette urgence et du rôle des villes dans la transition écologique, la Commission européenne a lancé le 22 octobre dernier le « Green City Accord » (« accord des villes vertes ») et proposé à la Ville de Lille et ses communes associées comme à la Métropole Européenne de Lille de s'y joindre, au regard de leurs engagements européens existants et de leurs ambitions fortes vers la neutralité carbone.

Concrètement, le « Green City Accord » est un accord lancé par la Commission européenne pour mobiliser des villes et métropoles européennes engagées pour protéger l'environnement naturel et rendre leurs villes plus propres, plus saines et plus économes en termes de ressources, améliorant ainsi la qualité de vie des citoyens. La Commission européenne considère en effet que les villes sont essentielles pour atteindre les objectifs environnementaux de l'Union européenne. Ce sont bien les villes qui peuvent conduire les changements nécessaires pour relever ces défis et contribuer à améliorer la mise en œuvre de la législation de l'Union européenne en matière d'environnement.

Le « Green City Accord » complète les activités de la Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie en s'attaquant aux problèmes et à des thématiques qui ne sont pas couverts par la Convention. Il contribuera à la cohérence avec les autres initiatives urbaines européennes et à la réalisation du Pacte vert européen et des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

Le « Green City Accord » mobilise les villes qui se portent volontaires pour intensifier leurs actions dans cinq domaines de gestion environnementale d'ici 2030 :

- améliorer la qualité de l'air ;
- renforcer la nature et la biodiversité ;
- réduire la pollution sonore ;
- améliorer la gestion locale des déchets et faire progresser l'économie circulaire ;
- améliorer la qualité et l'efficacité de l'utilisation de l'eau, une ressource primordiale.

Les villes devront définir au moins un objectif pour chacun des cinq domaines du « Green City Accord ». Les objectifs doivent être au-delà des exigences minimales de l'Union européenne, en se rapprochant par exemple des recommandations de l'OMS pour la qualité de l'air ou la pollution sonore. Les villes signataires devront également appliquer un ensemble d'indicateurs communs clés pour chacun des domaines afin de permettre l'analyse comparative.

Ces indicateurs seront définis par le consortium et seront communs à toutes les villes. Cette initiative est ouverte à toutes les villes de l'Union européenne. Les villes signataires bénéficieront de :

- plus de visibilité pour leurs activités écologiques ;
- un cadre pour gérer les ressources locales plus efficacement et un soutien pour une réalisation plus intégrée des objectifs environnementaux ;
- un soutien technique pour planifier et mettre en œuvre les actions environnementales grâce à un service d'assistance spécialisé, l'apprentissage entre pairs et le renforcement des capacités ;
- un accès facilité aux informations concernant les financements ;
- des opportunités d'échanges des connaissances et de bonnes pratiques entre villes, voire de partenariats potentiels pour candidater à des programmes européens (LIFE, Horizon Europe, Interreg) ;
- une voie de communication directe entre les gouvernements locaux et les décideurs européens.

En accord avec la commission Voirie, Urbanisme, Plan de déplacement, Patrimoine communal, Plan Climat Énergie, Développement Durable réunie le 26 novembre 2020, il est demandé au Conseil communal de bien vouloir :

- VALIDER la participation de la Ville de Lille-Hellemmes-Lomme au Green City Accord, déjà engagée le 22 octobre ;
- AUTORISER Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer le Green City Accord, ci-annexé.

Je ne vais pas vous faire le plaisir de le lire. J'en ai terminé, merci de votre écoute.

**M. LE MAIRE.-** Merci.

Ana TALEB, vous avez la parole.

**Mme TALEB.-** Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, Messieurs et Mesdames les conseillers, chers collègues,

Tout d'abord, merci, Monsieur PRUVOT, pour votre présentation. Lors de la commission lilloise ad hoc, Madame Audrey LINKENHELD en avait fait de même, elle a présenté le « Green City Accord » comme permettant d'approfondir et d'élargir des thématiques déjà travaillées depuis plusieurs décennies et récemment encore pour construire le dossier de candidature de « Lille, Capitale verte européenne ». Je me suis penchée, moi aussi, sur ce dossier et j'ai pu redécouvrir les nombreuses chartes, plans, conventions, labels dont nous sommes signataires ou adhérents et qui auraient dû nous engager sur la voie de la transition depuis près de 20 ans.

Seulement, j'ai pu constater qu'en dépit de ces divers engagements, la mandature actuelle continue de soutenir le paradoxe – nous l'avons entendu encore tout à l'heure – que la métropole du futur, celle qui sera suffisamment préparée au changement climatique, serait une ville dense, et même continuellement densifiée, et ce, à rebours de l'avis éclairé du Conseil citoyen pour la qualité de l'air, qui avait fourni un excellent travail contributif.

À ce titre, et pour répondre à Monsieur ZOUAREG, le Conseil citoyen n'oppose pas, lui non plus, le besoin de logement et la lutte contre la densification urbaine dans la métropole, pas plus que le SRADDET, qui préconise « *une meilleure répartition des pôles d'attractivité au sein de la région et l'évitement de la concentration métropolitaine* », l'axe étant que Lille doit travailler en concertation et non pas en compétition avec les autres villes de la région et que la priorité est donnée à la rénovation des bâtiments dégradés, ainsi qu'à la réquisition de tout ce qui est bureaux vacants etc., réhabilitation, mise à disposition pour éventuellement aussi en faire du logement.

Tout cela pour dire que cette posture me semble difficile à concilier avec les axes de travail proposés par le « Green City Accord », qui porte en lui des ressources, mais également des promesses : celle d'au moins une réalisation de la commune dans cinq domaines de compétences que vous nous avez rappelés, Monsieur PRUVOT. Ce sont des thèmes qui rejoignent de nombreuses propositions que les Hellemmois ont soutenues lors du dernier scrutin municipal ; permettez-moi de vous en rappeler quelques-unes.

Pour améliorer la qualité de l'air, nous avons pensé que nous pouvions piétonniser le cœur de ville et l'abond de nos écoles. Outre la rénovation des bâtiments publics que nous avons abordée lors des interventions précédentes, nous défendons une commune d'Hellemmes dont tous les quartiers seraient reliés et aisément accessibles à pied ou à vélo. Pourquoi ne pas profiter des nouveaux outils mis à disposition par l'Accord pour examiner à nouveau la possibilité de réhabiliter la passerelle Bobillot, en bonne intelligence avec son propriétaire exploitant ? Nous devons œuvrer, quoi qu'il en soit, à une meilleure intégration spatiale du quartier de l'Épine, à une meilleure sécurisation des axes vélos et piétons sur tout le territoire de la commune.

Pour renforcer et protéger la nature en ville et la biodiversité, Monsieur le Maire, il va falloir, à un moment donné, arrêter de densifier notre ville à tous crins et sanctuariser les espaces de friches si abondamment vantés dans le dossier de « Lille,

Capitale verte », ainsi que les surfaces agricoles. À ce propos, il se murmure, et j'espère que vous le démentirez, que votre projet de mini-forêt serait menacé par celui d'implanter un magasin Décathlon au Triangle d'or. Pourrez-vous, ce jour, démentir cette rumeur infamante ?...

**M. LE MAIRE.-** Je vous arrête, citez vos sources, parce que là, franchement, j'ai besoin de savoir !

**Mme TALEB.-** Non, justement, je vous demande...

**M. LE MAIRE.-** Il faut arrêter. Si vous l'avez entendu de membres de ce Conseil qui vont dans les quartiers pour raconter des bêtises, évitez de le faire ici devant tout le monde.

**Mme TALEB.-** Je suis très frontale, je vous le demande, donc je ne fais courir aucune rumeur ; au contraire, je vous donne la possibilité de rétablir votre vérité et de nous tenir informés de ce projet.

**M. LE MAIRE.-** Je suis frontal, citez vos sources ! Je voudrais que vous citiez vos sources, je voudrais savoir d'où cela vient.

**Mme TALEB.-** Sauf que c'est mon tour de parler et de poser des questions ; je vous remercie.

**M. LE MAIRE.-** Citez vos sources ! C'est ma question.

**Mme TALEB.-** Je vous l'ai dit, je vous donne l'occasion de rétablir cela et de nous rassurer pleinement pour éviter que la chose se diffuse.

**M. LE MAIRE.-** Je ne vais pas vous rassurer, parce que vous rassurer voudrait dire qu'il y a eu quelque chose de changé, je vous demande de citer vos sources. C'est tout de même incroyable ! Nous sommes une petite commune, donc je me doute bien que, parfois...

**Mme TALEB.-** Je vous demande très simplement de nous tenir informés de l'évolution du projet et nous serons tous ravis de l'apprendre. Merci.

**M. LE MAIRE.-** Oui, mais là, vous avez cité quelqu'un ; franchement, vous devriez citer vos sources, je vous le demande, vraiment.

**Mme TALEB.-** Il y a quelque chose aussi qui s'appelle la protection des sources, on divulgue les sources si on veut. En tout cas, je vous donne pleinement l'espace – vous l'avez – de nous tenir informés de votre beau projet de mini-forêt !

**M. LE MAIRE.-** Je ne sais même pas quoi vous répondre...

**Mme TALEB.-** Nous avons hâte !

**M. LE MAIRE.-** Pardon, mais, du coup, qui va s'expliquer à la place ? Racontez-moi !

**Mme TALEB.-** En gros, du tertiaire ou du commercial. Nous voulions juste être rassurés sur la vocation de ce terrain.

*(Aparté entre M. le Maire et des élus de la majorité.)*

Puis-je poursuivre ?

Sur le sujet de la réduction de la pollution sonore, nous proposons de travailler la question du « frais silencieux » en lien avec le quartier des ateliers SNCF, dont les riverains ont à pâtir des va-et-vient de véhicules de livraison à toute heure du jour et de la nuit, rue Ferdinand Mathias. Notons qu'à cela s'ajoutent les nuisances sonores liées aux travaux sur la friche H2D. Pourrions-nous envisager de jouer notre rôle de médiation en proposant d'aborder ce sujet en concertation avec les habitants et les entreprises de BTP afin que chacun puisse s'entendre sur de bonnes pratiques ?

Enfin, pour améliorer la gestion des déchets, nous pourrions lancer des concertations sur le ramassage par quartier avec des représentants d'Esterra, en portant une attention particulière aux quartiers mixant habitat collectif et habitat individuel, où l'on peut observer des gestions différenciées à harmoniser.

J'espère que nous aurons l'occasion de travailler ensemble ces problématiques en commission, afin d'optimiser les outils et les ressources que cet Accord permet pour accélérer la transition écologique, que cette signature ne se limite pas à une vitrine d'engagement mais nous permette de mettre en place des réalisations concrètes et une politique écologiste de gestion de la commune.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.-** Merci.

Monsieur THOMMEN, vous pouvez prendre la parole si vous le souhaitez.

**M. THOMMEN.-** Monsieur le Maire, mes chers collègues, au nom du groupe Communiste et Citoyen, je voudrais juste intervenir pour pointer un point de vigilance dans cet Accord.

Bien sûr, tout le monde sera d'accord sur les grands engagements qui sont développés. Néanmoins, les détails comptent. Il est indiqué dans « *notre engagement en faveur d'un air pur* » de « *soutenir l'utilisation des véhicules électriques* » et il nous paraît important de pointer que le développement des véhicules électriques tel qu'il est préconisé à l'heure actuelle et massivement plébiscité par les médias n'est pas forcément une bonne solution et que cela pourrait être une solution que nous pourrions regretter d'ici 30 ans, donc indiquer que ce n'est pas la solution à privilégier pour résoudre ce genre de problème ; c'était juste un point de vigilance.

Merci.

**M. LE MAIRE.-** Merci.

Je mets la délibération 20/57 aux voix.

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Personne.*)

La délibération 20/57 est adoptée à l'unanimité.

**20/58 Subvention exceptionnelle à l'association Union des Cinéastes Amateur Hellemmois (UCAH)**

**20/59 Bibliothèques municipales – Renouvellement de l'adhésion à la démarche « Rythme ma Bibliothèque » de la Métropole Européenne de Lille**

**20/60** Acceptation des chèques vacances et des coupons sport pour le paiement des services municipaux – Avenant à la convention n° 615 820 du 1<sup>er</sup> juillet 2009 entre l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances (ANCV) et la Ville

**20/61** Actualisation des tarifs de location des salles communale hellemmoises au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et de l'école de musique pour l'année scolaire 2021/2022

**M. LE MAIRE.**- Pour les délibérations 20/58, 20/59, 20/60 et 20/61, nous innovons : Madame GILIBERT, vous avez la parole sur ces délibérations, vous pouvez l'utiliser comme bon vous semble. Nous vous écoutons.

**Mme GILIBERT.**- Merci, Monsieur le Maire.

C'est le bloc culture, loisirs éducatifs, qui est un des piliers de notre commune solidaire. Cela me permet, moi aussi, de faire un petit préambule pour dire que je suis contente qu'on parle de culture, parce que depuis quelques mois, à d'autres étages, le mot « culture » est systématiquement oublié. Nous, les non-essentiels – pas que les acteurs culturels –, artistes, acteurs culturels, petits commerçants, nous sommes toujours relégués au mot « non-essentiel », le gouvernement, systématiquement, nous oublie. Parler de culture fait du bien, parce qu'au moins ici, je vois que le mot « culture » ne brûle pas la bouche de certains élus et cela me fait vraiment plaisir.

J'ai bien compris par rapport à vos propos, Monsieur GILBERT, qu'en fait, il ne s'agissait pas d'opposer culture à éducation, j'ai bien compris qu'il s'agissait d'une priorisation, mais je vais vous dire pourquoi investir dans la culture est vraiment une urgence et que la culture, on doit arrêter d'en faire une priorisation sans regarder une volonté politique.

La culture n'est pas malade depuis la Covid, elle est en fragilité depuis au moins 2015. Plusieurs rapports, notamment le rapport de l'Observatoire national des politiques culturelles, démontrent dès 2015 des baisses de budget culture dans toutes les communes à hauteur de 30 % ; bien sûr, baisse des dotations de l'État et il y a des priorités ; d'accord.

En 2017, 70 % des collectivités territoriales se sont désengagées sur les politiques culturelles, avec encore, de nouveau, des baisses de budget, et là, pour le coup, on nous explique que la culture n'est plus une priorité. Si, la culture est une priorité, elle reste une priorité ; je sais que vous partagez ce que je dis. Elle est au cœur de l'éducation, on sait très bien que la culture contribue à faire de nos enfants des citoyens éclairés demain.

Aujourd'hui, ce qui est en train de se passer, et la Covid est en train de le montrer, c'est que l'on est en train d'effacer purement et simplement cette culture, on est en train de labelliser des grandes distributions « vacances apprenantes », c'est-à-dire que vous allez – je n'ai pas envie de dire le nom – dans une grande distribution labellisée par le ministre de l'Éducation nationale « vacances apprenantes ». On est en train d'apprendre à nos enfants à ne plus pouvoir aller au musée, à ne plus pouvoir aller au spectacle, à ne plus vivre la culture, à ne plus ressentir d'émotion culturelle et on est en train de dire : « *Voilà, aujourd'hui, la sortie culturelle, c'est aller dans cette grande distribution "vacances apprenantes"* » ; ce n'est pas anodin et c'est quand même super-grave.

Pour moi, c'est vraiment hyper important ; je comprends la priorisation, j'aurais préféré entendre une condition de recettes : dépenses = recettes.

On aurait pu peut-être aussi se dire : « Effectivement, il faut y aller sur la culture ; collectivement, comment on y va ? » L'éducation/les écoles sont une compétence obligatoire de la commune ; la culture, comme la jeunesse, n'est une compétence obligatoire de personne – vous connaissez aussi bien que moi la loi NOTRe –, donc y va celui qui a envie d'y aller ; c'est ce que l'on appelle les politiques volontaristes, et encore, quand on a envie d'y aller.

Cela dit, la culture n'est pas qu'un endroit où on consomme un spectacle, mais aussi un endroit où on peut concevoir, créer, faire de la mixité sociale, de la solidarité. Sur l'église Notre-Dame de Lourdes, le projet culturel et scientifique



n'est pas encore écrit, il est à écrire, il sera écrit de manière participative dans le cadre de la démocratie participative, on peut très bien imaginer que ce soit un lieu de vie, un lieu de vie sociale et un lieu de vie culturelle. On peut, autour de créations artistiques, avec les artistes, y faire des donneries, de la recyclerie, on peut très bien y faire des marchés avec nos petits artisans locaux... Il y a plein de choses à y faire, comme un lieu de vie culturelle.

La culture, ce n'est pas juste un spectacle, c'est une manière de vivre, une manière d'être, une manière d'être ensemble !

Du coup, j'ai fait mon petit laïus ; merci beaucoup de m'avoir permis de parler de culture. Cela m'avait beaucoup manqué, moi la non-essentielle, comme tous les acteurs culturels et les artistes !

**M. LE MAIRE.-** À nous aussi, Madame GILIBERT !

**Mme GILIBERT.-** Je suis en forme ! (*Sourires.*)

Du coup, je vais présenter les trois petites délibérations, et au regard de ce que je viens de dire, cela paraît anodin, mais je me dis que quand on parle d'initiative solidaire, il n'y a pas de petites actions.

Je voulais vous parler de la bibliothèque municipale et de l'adhésion à la démarche « Rythme ma Bibliothèque ». En réalité, c'est un renouvellement de convention qui nous permet d'avoir des financements, des subventions, à hauteur de 70 % pour l'acquisition de matériel dans le cadre d'un dispositif porté par la Métropole européenne de Lille. Nous avons souhaité adhérer à ce dispositif, l'idée étant de rendre accessible la lecture publique au plus grand nombre – vous savez que je suis attachée aux publics éloignés –, mais aussi sur les territoires.

L'idée est d'avoir, non pas que des extensions horaires et des bibliothèques ouvertes 24 heures sur 24 – ce n'est pas du tout l'idée –, mais aussi d'autres moyens et d'autres technologies pour pouvoir rendre les livres et aller en chercher. L'idée serait d'avoir des boîtes de retour, par exemple, dans chaque quartier. Effectivement, plus on a une politique culturelle et de lecture publique inscrite auprès des habitants, plus elle est accessible.

Par rapport aux droits des salariés, aux droits des fonctionnaires, ni vous ni moi ne déciderons ainsi des nouveaux horaires de la bibliothèque. Un questionnaire est fait – nous avons déjà fait ce questionnaire il y a un an/un an et demi –, il est à destination des usagers et des non-usagers, que nous allons chercher en lien avec le CCAS, en lien avec les espaces éducatifs, pour voir les freins. À partir de là, nous revoyons les horaires ; quand cela génère du temps supplémentaire de travail pour les agents, c'est vu avec les agents, avec les syndicats, cela passe en Commission technique paritaire, tout est propre, tout est bien et tout le monde va bien.

Cela me permet aussi de faire un petit point sur le « Clique et fenêtre », l'idée étant de voir, vous l'aurez compris, comment on peut continuer à favoriser la culture et l'accès au savoir, y compris dans cette situation. Depuis mi-septembre, avec Isabelle DE SOUZA, notre nouvelle Directrice de la médiathèque, nous avons anticipé – ce n'était pas compliqué d'anticiper, en même temps – la situation et « le Clique et fenêtre » s'est mis tout de suite en place. Le dispositif est simple : vous réservez en ligne jusqu'à 15 ouvrages et vous pouvez emprunter pendant six semaines, ce qui permet de ne pas multiplier les croisements, vous prenez rendez-vous, vous venez et on vous passe à travers la fenêtre, sur votre lieu de rendez-vous, vos ouvrages. C'est permis grâce à l'informatisation qui est enfin finie. Vous avez accès à 80 000 ouvrages ; c'est une belle offre, essentielle et nécessaire, encore plus aujourd'hui qu'hier.

La deuxième délibération est autour des chèques-vacances et des coupons sport. Nous avons délibéré sur les coupons sport à l'avant-dernier Conseil communal de l'ancien mandat. Ça y est, c'est mis en place ! Le coupon sport est une nouvelle offre qui permet de prendre en charge pour les parents une partie de l'adhésion vers les clubs sportifs. Le Cercle Apollon, le Club Léo Lagrange, l'ASH Foot et le Tennis Club Hellemmoïsi ont bien voulu être partenaires de cette action. Par enfant d'âge primaire et par an, il y a une aide jusqu'à 80 € de prise en charge de l'adhésion. C'est porté à la voix délibératoire.

Troisième et dernière délibération, l'actualité des tarifs de location des salles communales au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de l'école de musique pour l'année scolaire 2021-2022. Cela finalise un peu l'ensemble des propos : par solidarité, il ne nous semblait pas du tout imaginable d'augmenter les tarifs pour la location des salles communales, et encore moins pour l'école de musique, vu la situation, donc, bien évidemment, nous maintenons les tarifs à la même hauteur qu'actuellement.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Si vous le voulez bien, je mets aux voix les délibérations...

Y a-t-il des objections à les passer en une fois ? (*Réponse négative.*)

Nous les passons donc en une fois :

- 20/58 : subvention exceptionnelle ;
- 20/59 : bibliothèques municipales ;
- 20/60 : acceptation des chèques-vacances ;
- 20/61 : actualisation des tarifs.

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Personne.*)

Les délibérations 20/58, 20/59, 20/60 et 20/61 sont adoptées à l'unanimité.

Madame GILIBERT, je vous remercie pour ce que vous avez dit et vos mots pour la culture en général et à Hellemmes en particulier ; merci beaucoup.

## **20/62 Versement d'une subvention à l'association Gadz'Aile Trophy**

**M. LE MAIRE.**- Nous passons à la délibération 20/62. Monsieur ZOUAREG, vous avez la parole.

**M. ZOUAREG.**- Merci, Monsieur le Maire.

L'association Gadz'Aile Trophy, dont le siège social est situé 10 avenue des Martyrs à Hellemmes, a été créée avec pour principal objectif de participer à la 24<sup>e</sup> édition du 4L Trophy qui se déroulera, non pas au mois de février mais au mois de mai, si les conditions sanitaires le permettent.

L'objectif de ce raid à but caritatif et solidaire est de récolter des livres, scolaires ou non, et de les transporter dans les écoles de villages modestes au Maroc, de donner l'envie à de jeunes Hellemmois de se lancer dans des initiatives solidaires et de sensibiliser les habitants, et notamment les plus jeunes, aux inégalités.

L'association a ainsi sollicité la commune associée d'Hellemmes pour une subvention d'un montant de 400 € pour un budget total de 8 080 €.

En accord avec la commission Solidarités, Seniors, Santé, Handicap, Accessibilité réunie le 24 novembre 2020 et la commission Affaires Générales, Finances, Démocratie Participative réunie le 30 novembre 2020, il est demandé au Conseil Communal de bien vouloir :

- AUTORISER le versement d'une subvention d'un montant de 400 € à l'association Gadz'Aile Trophy ;
- d'IMPUTER cette dépense sur les crédits inscrits au chapitre que vous avez sous les yeux.



Je précise que nous avons, suite à des échanges avec l'association, souhaité – et eu l'accord de principe :

- une restitution auprès des écoles hellemmoises, dont le collège, sous forme d'une exposition et d'un film suivis d'échanges avec les élèves ;
- la possibilité d'organiser des échanges entre les élèves, les étudiants et les villages qui bénéficieront des livres et de nouer des partenariats durables ;
- le suivi de l'expérience, de la préparation du véhicule à la distribution des livres, via les réseaux sociaux auquel les enfants des écoles intéressés par la démarche pourront également participer.

**M. LE MAIRE.-** Merci.

Madame Ana TALEB, vous avez la parole.

**Mme TALEB.-** Je vous remercie.

Nous votons pour, bien sûr, car en dépit de réserves en lien avec la dimension compétitive et motorisée de ce voyage, nous avons décidé, par ce vote, de témoigner notre soutien à une initiative de jeunes Hellemmois. Nous souhaitons que l'adage soit vrai et que les voyages formant la jeunesse, ce rallye soit une expérience qui en initie de nouvelles, pour partir à la rencontre des autres et de l'ailleurs.

Nous avons néanmoins une attente de réciprocité à l'égard de la commune et de sa jeunesse, celle d'un partage d'expérience et d'un éveil aux projets humanitaires et interculturels ; apparemment, nous sommes sur la même longueur d'onde avec Monsieur ZOUAREG, très bien. Nous assisterons donc avec plaisir à la restitution à laquelle l'association s'est engagée.

Par ailleurs, je suis heureuse d'apprendre aujourd'hui que la relation avec le village qui recevra les livres sera peut-être pérennisée, parce que c'est le type de projet que nous aimerions soutenir avec une pleine et entière conviction.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.-** Merci.

Monsieur Quentin THOMMEN, vous avez la parole.

**M. THOMMEN.-** Merci.

Ce sera très court, car Madame TALEB a dit ce que je comptais dire ; je m'associe totalement à sa déclaration.

**M. LE MAIRE.-** Merci. Il est rare que tout le monde ait envie de dire la même chose sur une délibération ; c'est une bonne nouvelle. Cette association, portée par des personnes hellemmoises, met en avant la solidarité sur un modèle que vous nous avez décrit tout à l'heure, c'est important. Il est bien aussi que la jeunesse s'ouvre au monde, vous l'avez très bien dit, donc on ne va pas renchérir sur ces questions.

Je mets la délibération 20/62, le versement d'une subvention à l'association Gadz'Aile Trophy aux voix.

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Personne.*)

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Nous prendrons plaisir à prendre de leurs nouvelles si, un jour, la situation sanitaire permet de se revoir.

## **20/64 Ville amie des enfants de l'UNICEF**

**M. LE MAIRE.-** Nous passons à la délibération 20/64. Madame NOVAK, vous avez la parole.

**Mme NOVAK.-** Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, chers collègues,  
Depuis 2002, l'UNICEF France agit à travers un réseau de collectivités amies des enfants pour rendre effectifs les droits de l'Enfant sur le territoire français. 246 villes et 16 intercommunalités sont à ce jour amies des enfants et engagées pour soutenir tous les enfants et les jeunes dans leur développement.

Dans une collectivité amie des enfants, chaque enfant, chaque jeune, profite de son enfance et de sa jeunesse, développe son plein potentiel, grâce à la réalisation égale de ses droits dans sa ville.

Les villes et intercommunalités amies des enfants s'engagent à appliquer la Convention internationale des droits de l'enfant et à adopter une démarche d'action en lien étroit avec les 0-18 ans.

Devenir une collectivité amie des enfants est un engagement politique à l'échelle d'un territoire et concerne l'ensemble des élus, des agents de la collectivité, des acteurs éducatifs partenaires, des habitants et, bien entendu, les enfants et les jeunes.

Sur une mandature, les collectivités amies des enfants s'engagent dans cinq domaines : le bien-être, la non-discrimination et l'égalité, l'éducation, la participation et la sensibilisation aux droits de l'Enfant.

Depuis 2003, les communes de Lille, Hellemmes, Lomme ont obtenu ce label de la part de l'UNICEF, label qui constitue une véritable reconnaissance de la place centrale que les trois communes accordent aux enfants et aux jeunes, et c'est d'ailleurs tout le sens de notre projet éducatif local.

Toutefois, le titre « Ville amie des enfants » n'est pas à vie et il appartient à chaque commune adhérente de solliciter régulièrement son renouvellement.

Le processus de candidature au titre de « Ville amie des enfants » s'articule autour de plusieurs étapes, dont le premier acte est une délibération – la présente, donc – actant de la volonté de solliciter le renouvellement de notre label pour la période 2020-2026.

Un programme d'action devra ensuite être décliné et validé par la commission Collectivités territoriales UNICEF. Ce programme est déjà en grande partie engagé sur notre commune, comme en attestent, sans vouloir dresser d'inventaire à la Prévert :

- les récentes élections du Conseil municipal d'enfants, qui viennent de se clore et qui ont remporté un franc succès. Je salue à ce titre Beverley JOLIET, qui a porté ce dossier qui lui tenait particulièrement à cœur en tant qu'ancienne conseillère du Conseil municipal d'enfants d'Hellemmes. 87 candidats se sont présentés dans les écoles et collèges de la commune et 33 d'entre eux ont été élus par leurs pairs ;
- la semaine de la laïcité et de la citoyenneté qui se déroule en ce moment, avec de nombreux projets portés par les enfants, des espaces éducatifs et des écoles : réalisation d'une fresque murale à Berthelot-Sévigné pour illustrer comment et combien nous sommes unis autour des grands principes de la laïcité, réalisation d'un portrait de Marianne à l'école Herriot, création d'une chanson sur le thème de la laïcité à l'école Dombrowski, plantation d'un arbre de la laïcité et de la citoyenneté aujourd'hui même au parc Bocquet, comme l'a précisé Monsieur le Maire en préambule. Je pourrais ajouter que cette semaine est particulièrement suivie par Evelyne LEDEZ que je salue également ;

- la mise en place de classes civiques en partenariat avec le Denier des écoles laïques, permettant aux enfants accompagnés de leurs enseignants, non seulement une découverte de la ville et de son histoire, mais également une meilleure compréhension des organismes locaux ;
- la remise de dictionnaires aux élèves de CM2, que nous venons d'effectuer avec Monsieur le Maire, un dictionnaire deux en un, puisqu'il s'accompagne également de sa version numérique...

Bien d'autres actions seront également mises en place.

Monsieur le Maire, chers collègues, j'ai donc l'honneur de vous proposer cette délibération qui permettra à la commune d'engager le processus de renouvellement de la Ville au dispositif « Ville amie des enfants » de l'UNICEF.

Monsieur le Maire, je vous redonne la parole.

**M. LE MAIRE.**- Merci beaucoup.

En tout cas, c'était très précis, la piqure de rappel n'était pas inutile ; merci à vous. Nous reviendrons vers vous au fur et à mesure de l'année, en particulier le jour de la Journée mondiale des droits de l'Enfant, pour mettre en valeur tout cela.

Je mets aux voix la délibération 20/64.

Qui s'abstient ? *(Personne.)*

Qui vote contre ? *(Personne.)*

La délibération 20/64 est adoptée à l'unanimité.

Merci beaucoup.

#### **20/65 Subventions aux associations – Mise en place d'une démarche d'accompagnement à la scolarité et de lutte contre le décrochage scolaire sur le territoire hellemmois**

**M. LE MAIRE.**- Nous passons à la délibération 20/65. Madame NOVAK, je vous rends la parole que vous m'aviez aimablement remise il y a quelques instants.

**Mme NOVAK.**- Monsieur le Maire, chers collègues,

L'accompagnement à la scolarité, qui se distingue du soutien scolaire, vise non seulement la réalisation des devoirs et des leçons, l'acquisition de méthodes, mais également la réappropriation de savoirs dits « transversaux », la sensibilisation des jeunes à d'autres centres d'intérêt, l'expression, l'usage des technologies de l'information et de la communication, l'autonomie, etc. Il est également un trait d'union entre l'école et les parents et une ouverture sur les ressources culturelles des quartiers et de la ville.

L'accompagnement à la scolarité est traditionnellement porté par des associations ou des centres sociaux ou maisons de quartier. La commune d'Hellemmes ne dispose pas à ce jour de ce type de structure ou de partenaire sur son territoire. Une initiative financée par la commune est tout de même menée depuis deux ans sur le secteur de l'Épine avec l'association APSCO et remporte un vif succès avec une dizaine d'élèves accueillis deux fois par semaine en période scolaire.

Pourtant, il existe un besoin, et particulièrement sur nos deux secteurs en politique de la ville. Ainsi, lors d'un diagnostic jeunesse mené en 2018, sur 384 jeunes de 11 à 25 ans participant à l'enquête, 71 % des jeunes de moins de 16 ans interrogés estimaient rencontrer une difficulté dans leur vie ; pour 48 % des 11-15 ans, ces difficultés étaient liées à la

scolarité, les difficultés familiales, qui représentaient 11 %, et/ou les difficultés adultes, qui représentaient 10 %, n'arrivant que bien après.

L'accompagnement à la scolarité et la lutte contre le décrochage scolaire constituent à ce titre un enjeu fondamental dans le cadre d'une politique éducative globale et cohérente, au regard du nombre de jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme et sans qualification. Cette démarche est un complément indispensable au système éducatif dans ce qu'il a de riche et complexe.

Face aux écarts de niveau constatés entre les élèves, face aux différences socio-économiques entre les familles, l'accompagnement à la scolarité se révèle être une démarche nécessaire pour pallier les difficultés de certains enfants et contribuer à l'égalité des chances.

Les objectifs du projet que nous proposons avec cette délibération, qui a été construit avec des partenaires reconnus de l'accompagnement à la scolarité comme l'AFEV, LA Clé, APSCO ou le Club de Prévention Itinéraires, sont donc de :

- soutenir et renforcer l'accompagnement à la scolarité en direction des enfants, des jeunes et des familles du territoire par des actions collectives et individuelles ;
- sensibiliser et développer les compétences des professionnels accompagnants ;
- mobiliser un réseau de bénévoles, étudiants ou volontaires résidant sur le territoire communal plus particulièrement, afin d'accroître l'offre d'accompagnement à la scolarité, de développer des actions de remédiation d'ordre culturel ou sportif, visant à favoriser l'autonomie et la confiance en soi, la découverte et l'appropriation du territoire, et d'élargir les centres d'intérêt ;
- proposer des actions autour de l'orientation professionnelle et de la découverte des métiers.

Pour mettre en œuvre ce plan global d'accompagnement à la scolarité et de lutte contre le décrochage, il est demandé au Conseil communal de soutenir cette action par l'attribution d'une subvention de 26 900 €. Il est à noter que l'action a reçu un soutien de la part de l'État dans le cadre de l'appel à projets « Quartiers Solidaires » et que cette initiative sera donc financée à 100 % dans le cadre de ce dispositif.

Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, chers collègues, ce soutien permettra d'appuyer l'action de la commune et de ses partenaires en cette période de crise, dans un domaine fondamental de l'éducation.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Merci, Madame NOVAK. C'était très clair.

Avant de voter, je voulais quand même dire que cette action a démarré en 2018 et que, vraiment, elle a connu un engouement qui nous a dépassés, puisque cela a démarré sur le quartier de l'Épine et que nous nous sommes retrouvés avec beaucoup plus d'inscrits – une liste d'attente – que de places disponibles. Il était temps que nous puissions avoir beaucoup plus de partenaires qui vont nous aider et qui vont, bien sûr, aider nos enfants à avoir le soutien dont ils ont besoin, dont nous estimions qu'ils avaient besoin, et qui, avec la situation actuelle, s'est encore renforcé.

Il s'agit des associations LA Clé, AFEV, du Club Léo Lagrange et de l'APSCO, avec qui nous avons démarré l'opération.

Avant de mettre la délibération aux voix, je rappelle que certaines et certains d'entre vous sont en situation de ne pas voter et qu'ils seront mis en déport sur la délibération, puisqu'ils sont dans certaines associations.

J'appelle au vote sur la délibération 20/65 : subvention aux associations, mise en place d'une démarche d'accompagnement à la scolarité.

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Personne.*)

La délibération 20/65 est adoptée à l'unanimité moins les personnes en déport.

Je vous remercie.

## **20/66 Conseils de quartier – Modification du règlement intérieur**

**M. LE MAIRE.-** Nous passons à la délibération 20/66. Monsieur THOMMEN, vous avez la parole.

**M. THOMMEN.-** Monsieur le Maire, chers collègues,

Il nous est proposé de modifier le règlement intérieur des Conseils de quartier, instances extrêmement importantes pour la démocratie participative.

Les modifications ont été élaborées par le groupe de travail ad hoc, défini par le Conseil communal de juillet, groupe de travail qui rassemblait l'ensemble des groupes politiques de ce Conseil. Ce groupe de travail s'est réuni en présentiel et a ensuite continué à travailler à distance – c'était un peu plus simple. Je dois saluer la collégialité du travail effectué lors de ces réunions ; nous étions tous à peu près d'accord sur les modifications à apporter.

Les principales modifications sont les suivantes :

- la suppression du collège politique, puisque le retour d'expérience des six années précédentes a montré que ce collège n'avait pas été extrêmement pertinent dans les propositions et actions des Conseils de quartier ; il a donc été unanimement proposé de le supprimer ;
- des modifications concernant la présidence et le bureau : le rôle du président dans cette modification de règlement est principalement d'envoyer les convocations ; l'ordre du jour est déterminé directement par les conseillers de quartier, le bureau du Conseil de quartier est donc supprimé, il n'a plus lieu d'être ;
- une augmentation du nombre de séances publiques ;
- associer les conseillers aux décisions.

Il cadre le travail de ces Conseils de quartier et il me tarde que le travail de ces Conseils de quartier puisse réellement démarrer.

Il est donc demandé au Conseil communal de bien vouloir approuver le règlement intérieur des Conseils de quartier de la commune associée d'Hellemmes.

**M. LE MAIRE.-** Merci.

Monsieur Florian THIEFFRY, vous avez la parole.

**M. THIEFFRY.-** Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjointes et adjoints, chers collègues,

Je commencerai par remercier Monsieur Quentin THOMMEN ; Khalid, qui était présent à votre commission, m'a dit que cela s'était très bien passé, en collégialité. Je vous l'ai dit en commission, je tiens à le redire ici publiquement.

Nous voterons pour.

En revanche, j'attire votre attention, parce que dans ce règlement intérieur, le Maire ou son représentant politique sont membres de droit, aucune autre formation politique n'est membre de droit dans les Conseils de quartier. Pourtant, notre représentation dans toutes les commissions et instances facultatives de la commune est garantie par le Code général des collectivités territoriales. Là-dessus, on ne joue pas à la tombola ; à la tombola, celui qui achète le plus de tickets a plus

de chances de gagner. Même si je sais que le niveau en mathématiques est en train de baisser, tout le monde saura que, statistiquement, le groupe qui présentera 10 fois plus de candidats que les autres aura plus de chances d'avoir des représentants et d'être représenté dans cette instance. Votre expression politique, Monsieur le Maire, est garantie par ce règlement intérieur, pas la nôtre.

J'attire votre attention sur la rupture d'égalité qui pourrait être causée par cela et je vous propose – même si je voterai le texte en l'état et que nous verrons par la suite comment ce sera mis en œuvre – de mettre au vote un amendement qui réintroduise le collège politique, à égalité avec Lille, parce que si, Monsieur THOMMEN vous l'a expliqué, ici, à Hellemmes, cela n'a pas été concluant, la décision a été prise à Lille de conserver ce collège politique, cela pour vous éviter un recours au Tribunal administratif si un groupe n'avait pas accès à un Conseil de quartier pendant six ans, ce qui serait autrement plus grave qu'une publication dans « HA ».

Merci de m'avoir écouté.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Monsieur FOURNIER, vous avez la parole.

**M. FOURNIER.**- Merci.

Mes chers collègues, tout d'abord, je voudrais également saluer le bon travail qui a été mené par Quentin THOMMEN, adjoint à la démocratie participative. Ce fut un travail constructif et dans le respect de l'opposition, je tenais franchement à le saluer.

À grand regret, cependant, le texte ne me satisfait pas. Il faut reconnaître quelques évolutions, et vous les avez mentionnées :

- la fin du collège politique, qui était – j'en suis désolé, mais c'est mon avis – une aberration complète qui permettait à chacun de placer ses pions au sein des Conseils et qui, en réalité, nuisait au travail des habitants ;
- la reconnaissance pour les mineurs de plus de 16 ans de participer à ces Conseils, et je l'ai bien noté.

Cependant, au vu de l'état de la crise démocratique dans notre commune, il me semble que ce texte ne va pas assez loin pour réimpliquer les habitants dans la politique de leur quartier. Deux points particulièrement me semblent poser problème :

- déjà, le fait que le Conseil de quartier soit présidé par le Maire ; à mon sens, cela risque d'instaurer une défiance vis-à-vis de l'institution du Conseil de quartier, qui pourrait faire dire à certains qu'après tout, ils auront beau exposer leurs griefs, faire leurs remarques, cela n'a servi à rien, puisqu'à la fin, c'est le Maire ou son représentant dans le Conseil qui tranchera et que, dès lors, ils ne trouveraient pas de raison de s'engager ;
- point plus problématique à mon sens, le Conseil de quartier ne rend que des avis et ne prend pas de décision. Or, si on met en place cette institution à un échelon tel que le quartier, alors on doit lui donner des pouvoirs ; sinon, encore une fois, je crains que les gens ne trouvent pas la raison de s'engager. Il faut donc que, plus que des avis, les Conseils de quartier rendent des décisions qui s'imposent à nous, conseillers communaux. Après tout, cela me paraîtrait normal, parce que je considère que les habitants sont les experts de leur quartier et que nous devons les écouter.

On aurait pu également envisager un droit d'expression. On aurait pu imaginer que les Conseils de quartier, par l'intermédiaire de leur président, puissent poser des questions en Conseil communal.

En ce sens, je proposerai plusieurs amendements. Dans le cas où ils seraient rejetés, c'est vraiment à contrecoeur que je m'abstiendrai sur ce projet de délibération. Très sincèrement, j'espère vraiment me tromper dans le constat que je fais et



que les améliorations que vous proposez suffiront à réinvestir les citoyens ; malheureusement, dans l'état, je n'y crois pas.

Concernant les amendements :

- 1<sup>er</sup> amendement : à l'article 2, supprimer le point n° 1 : « *Le président du Conseil de quartier est désigné par le Maire* » ;
- 2<sup>e</sup> amendement : à l'article 2, modifier le deuxième point par : « *une coprésidence élue par le Conseil de quartier* » ;
- 3<sup>e</sup> amendement : à l'article 2, supprimer : « *La liste de l'ensemble des conseillers de quartier est soumise au vote du Conseil communal dans le cadre d'une délibération présentée par le Maire* » et « *Le Maire préside de droit le Conseil de quartier* » ;
- 4<sup>e</sup> amendement : à l'article 6 sur le rôle des Conseils de quartier, cinquième astérisque, supprimer la formule : « *en formulant un avis* » et garder le « *délibère* » ;
- 5<sup>e</sup> amendement : à l'article 6, remplacer la formule : « *Le Conseil de quartier rend, notamment, un avis sur* » par la formule : « *Le Conseil de quartier prend des décisions s'imposant au Conseil communal, notamment sur* ».
- 6<sup>e</sup> amendement : *de facto*, remplacer dans tout l'article 6 le mot « *avis* » par le mot « *décision* » ;
- 7<sup>e</sup> amendement : article 11, ajouter « *et décisions* » dans la phrase : « *Les avis, propositions et décisions du Conseil de quartier* » ;
- 8<sup>e</sup> amendement : ajouter un article après l'article 15 et avant l'article 16 intitulé « *Questions orales au Maire* » : « *Les conseillers de quartier peuvent, par l'intermédiaire de leur président, poser au Maire, une ou plusieurs questions orales lors du Conseil communal suivant le Conseil de quartier. Cette question doit être déposée cinq jours francs avant la séance du Conseil communal.* »

Vous aurez donc compris que la plupart des amendements tiennent au remplacement du terme « avis » par le terme « décision » et donc découlent naturellement.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Il n'y avait pas d'autre inscrit.

Je ne répondrai pas à toutes les questions que vous avez posées, parce que vous avez eu l'occasion d'en débattre ensemble. Toutefois, une chose m'étonne : tous, d'un commun accord, vous avez décidé qu'il ne fallait pas respecter l'avis des conseillers de quartier qui souhaitaient rester entre citoyens, sans avoir d' élu. Cette demande remontait déjà sur le mandat 2009-2014, elle avait été formalisée en 2014 jusqu'à la fin du mandat précédent. Aujourd'hui, on donne accès à la parole aux citoyens et vous nous demandez de ne pas la respecter. Du coup, je suis dubitatif. Évidemment, je regarde Angélique, parce que...

**Mme GILIBERT.**- ... c'était ma délégation.

**M. LE MAIRE.**- Tout à fait. Ce sont des réflexions qui ont été nourries par les réflexions des conseillers de quartier qui se sont succédé depuis 2009 ; c'était vraiment une demande très forte, il y avait eu des démissions. Ne pas vouloir respecter la volonté des conseillers de quartier est tout de même le moindre des paradoxes de ce que vous proposez ce soir.

Cela étant dit, je rappelle à tout le monde que le Maire ne va pas aux Conseils de quartier ; il y a des Conseils de quartier publics, Quentin l'a indiqué, et là, évidemment, si je suis invité, j'y vais.

Par ailleurs, il y a toujours eu cette pratique de poser des questions qui remontent par le biais du Conseil de quartier aux adjoints thématiques ou au Maire s'il y a besoin de discuter d'une question ou d'une autre en urgence ou que sais-je.

Pour le reste, il y avait tout de même une difficulté majeure à imposer l'avis de conseillers de quartier à notre assemblée ; ce n'est pas prévu par la loi.

Enfin, nous ne sommes pas soumis à la loi des Conseils de quartier, Monsieur THIEFFRY, puisque nous n'avons pas la taille critique, c'est une création « volontariste » et, évidemment, les règles qui s'appliquent aux villes dont la taille nécessite un Conseil de quartier, même si nous nous en inspirons, ne s'applique pas.

En tout cas, sur l'expérience que j'ai en tant qu'ancien conseiller de quartier, en tant qu'ancien adjoint et en tant que Maire, les Conseils de quartier sont vraiment autonomes, ils se nourrissent de la vie du quartier, des projets. Pas mal de projets sont vraiment nés des conseillers de quartier, certains ont perduré, d'autres ont disparu ; quand les conseillers de quartier changent, ils ont aussi le droit de changer les projets portés par eux.

Quant à savoir qui souhaite être conseiller de quartier, c'est évidemment Quentin et les débats que vous avez eus tous ensemble qui seront suivis. Monsieur FOURNIER, je serais vraiment peiné si vous ne votiez pas le règlement des Conseils de quartier pour ce formalisme, ce serait vraiment dommage, je vous le dis. Je l'ai entendu et je le comprends. Maintenant, je dois vous dire quelque chose quand même : le Conseil de quartier, rencontrer les habitants, quand on est élu soi-même et qu'on est un représentant élu démocratiquement, donc un représentant de la démocratie représentative, cela demande aussi – j'utilise le mot à dessein, Monsieur THIEFFRY – d'embrasser la confiance. Nous avons confiance dans les habitants, nous mettons en place des projets, nous nous parlons, nous avons déjà dû dire : *« Oui, votre projet est magnifique, mais vous rendez-vous compte que cela coûte plus cher que ce que porte la Ville pendant une année sur la thématique ? Il faut revoir la voilure, il faut pouvoir discuter ensemble »*. Je ne suis pas inquiet outre mesure. Le jour où il y a un Conseil de quartier public, c'est public, tout le monde est averti et vous pouvez venir comme vous le souhaitez.

Je n'avais plus d'inscrit, mais quelqu'un veut parler en plus ; c'est cela ?

**M. JAMELIN.** - Oui, si vous m'autorisez à la fois à formuler une proposition et à faire une précision.

Je pense qu'il y a eu méprise sur l'emploi du mot « tous » dans votre réponse, Monsieur le Maire. Je pense que la phrase : *« tous s'opposent à la parole des conseillers de quartier »* était impropre, mais peut-être est-ce parce qu'il est tard.

Je prends bonne note de votre réponse sur l'ouverture aux conseillers de quartier. Je prends acte de votre volonté de moderniser ces instances et, du coup, j'espère qu'Hellemmes participera au groupe de travail sur la réforme de la structure des Conseils de quartier qui a été demandé par Maroin AL DANDACHI, conseiller de Lille Verte à Lille, à Monsieur DUHEM, adjoint à la démocratie participative, qui a accepté de monter un groupe de travail pour réformer la structure des Conseils de quartier. Majoritairement, les propositions qui ont été formulées par Monsieur AL DANDACHI et acceptées par Monsieur DUHEM dans le cadre de ce groupe de travail rejoignent en partie celles de Monsieur FOURNIER.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.** - C'est moi qui vous remercie.

Monsieur THOMMEN, je vous rends la parole sur ce sujet.

**M. THOMMEN.** - Merci, mais il me semble que vous avez déjà pas mal répondu...

**M. LE MAIRE.**- Oui, mais nous sommes dans la démocratie participative, j'ai donné mon opinion, vous pouvez donner la vôtre.

**M. THOMMEN.**- Tout à fait.

Sur la présidence et le fait que le Maire soit président de droit du Conseil de quartier, nous sommes, bien sûr, très attachés à la démocratie participative, à l'expression et à la création collective de quelque chose par les habitants, mais nous devons aussi envisager qu'une assemblée puisse ne pas bien fonctionner ou qu'il y ait des tensions, des choses comme cela, et dans ce cas, il y a besoin d'avoir un recours et un référent ; la personne du Maire pourrait alors faire l'autorité, puisque le président assure la police de l'assemblée. Il est bien rappelé que le Maire n'assistera pas à tous les Conseils de quartier, il ne sera pas là pour tout surveiller et pour ne parler que de lui. Cette mesure est à prendre comme une mesure de précaution en cas de tensions qui pourraient exister dans une assemblée.

Concernant les points sur les avis et les décisions, la réponse a été apportée.

Je reviens sur la présidence : le rôle du président a été un peu modifié dans ce règlement intérieur et un peu diminué, puisque le président ne dirige plus un bureau, son rôle dans ce règlement est de faire la police de l'assemblée et d'envoyer les convocations ; ce n'est pas non plus un rôle extrêmement supérieur aux autres conseillers. Il y a également un co-président qui, lui, est élu par les conseillers de quartier.

La suite de cela sera un appel public à toute la population pour candidater à être conseiller de quartier et le mode de désignation parmi toutes les candidatures proposées sera un tirage au sort. Je précise que le fait d'avoir supprimé le collège politique augmente le nombre de places accessibles à la population d'autant de places supprimées du collège politique. Nous avons des Conseils avec 15 à 20 places par quartier, sur des quartiers qui ont une relativement faible extension, donc il y a de la place. J'espère que nous aurons beaucoup plus de candidatures que cela, bien sûr, je souhaite que les Hellemmois prennent vraiment ces Conseils à bras-le-corps et s'en servent pour améliorer la vie de la commune, mais les choses seront faites en toute transparence dans le tirage au sort ; c'est la procédure qui a été choisie, c'est celle qui existait aussi précédemment dans les Conseils.

Enfin, une précision sur l'âge : à partir de 16 ans, on peut être conseiller de quartier, mais ce n'est pas une nouveauté, c'était déjà dans le précédent règlement, il y avait eu une modification.

**M. LE MAIRE.**- Je mets aux voix les amendements de Monsieur THIEFFRY.

Qui s'abstient ? (*Hellemmes Verte 2020.*)

Qui vote pour ? (*Monsieur THIEFFRY.*)

Qui vote contre ? (*La majorité municipale et Décidez pour Hellemmes.*)

Monsieur BOUANANI ne participe pas au vote.

Je mets aux voix les amendements de M. FOURNIER.

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote pour ? (*Hellemmes Verte 2020 et Décidez pour Hellemmes.*)

Qui vote contre ? (*La majorité municipale et Faire respirer Hellemmes.*)

Je mets aux voix les modifications du règlement intérieur.

Qui vote pour ? (*La majorité municipale, Hellemmes Verte 2020 et Faire respirer Hellemmes.*)

Qui s'abstient ? (*Décidez pour Hellemmes.*)

Les modifications sont adoptées.

C'est une aventure qui va se poursuivre. Merci à vous, merci pour le travail qui a été fait, car je sais que c'est difficile, il faut pouvoir faire quelque chose d'équilibré et qui permette à tout le monde de s'y retrouver. Je pense qu'au-delà du règlement, comme Monsieur THOMMEN le rappelait, il faut toujours pouvoir faire une « police de l'assemblée », parce qu'il arrive, malheureusement, parfois, qu'il y ait des moments difficiles à vivre au sein de certains Conseils de quartier, mais d'une manière générale, il nous est permis de constater que c'est un bel endroit où on peut discuter, expliquer et surtout porter ensemble des actions qui intéressent les « voisins ».

#### **20/67 Subvention à la Section du centre d'action sociale de la commune associée d'Hellemmes – la santé outil de lutte contre les exclusions/prévention des addictions et réduction des risques**

**M. LE MAIRE.**- Nous passons à la délibération 20/67. Madame TROTTEIN, je vous donne la parole.

**Mme TROTTEIN.**- Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, c'est la dernière délibération de ce Conseil communal et néanmoins une délibération très importante que je suis contente de pouvoir vous présenter ce soir puisqu'elle parlera de questions de santé.

La Constitution de l'OMS établit que la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain. Ainsi, le droit à la santé comprend l'accès en temps utile à des soins de santé acceptables, d'une qualité satisfaisante et d'un coût abordable.

Les personnes les plus vulnérables ont tendance à supporter une part beaucoup trop élevée lors de problèmes de santé. La précarité joue donc un rôle majeur dans le non-recours et le renoncement aux soins. Les raisons de non-recours sont diverses et étroitement liées aux parcours de vie des personnes. Alors, même si la santé des citoyens et des citoyennes, que les politiques de santé qui en découlent, appartiennent à l'État, en pratique, et la crise sanitaire nous l'a démontré, les collectivités locales sont toujours sollicitées pour appliquer les décisions sur les territoires, pour développer en leur sein des actions de prévention, d'information et d'accès aux soins. Il s'avère aussi qu'au-delà des communes, de nombreuses structures, associations, fondations, se préoccupent et actionnent des leviers aussi pour la santé des habitantes et des habitants.

L'idée de cette délibération va spécifiquement dans ce sens, pour lutter contre l'exclusion. Il s'agit de mettre en place une coordination des actions menées sur le territoire, et les quartiers en politique de la ville particulièrement, par la commune et le CCAS. J'en profite pour remercier Carole MIGNOT, Directrice du CCAS, de son implication sur le sujet.

Avec le Centre de santé Paul Clermont, le CAARUD Oxygène, l'association InserSol, le club de Prévention Itinéraires, ainsi que le Centre L'Espoir, le Centre Médico-Psychologique, l'Association Intercommunale de Santé, Santé Mentale et Citoyenneté, le Service de Prévention Santé du Département, l'Agence Régionale de Santé et la CPAM, etc., nous allons encourager une mise en lien de tous ces acteurs pour pouvoir mettre en place des actions dans ce cadre.

Mais avant tout, il s'agit d'encourager un public visé à devenir les acteurs, eux aussi, de demain sur ces actions de prévention, par exemple dans l'organisation d'un rallye bien-être. Par le biais d'ateliers, de groupes de parole féminins, dans l'accompagnement lié aux difficultés sociales, à l'égalité hommes/femmes, seront abordées aussi les questions de vie affective et sexuelle, le bien-être, le bien manger, la lutte contre les violences faites aux femmes.

Pour finir, un gros point de cette délibération que vous avez tous lue et sur lequel je souhaite insister est la démarche proposée de renforcer les moyens en termes de prévention des addictions chez les jeunes, mais aussi chez les adultes, au travers des interventions de CAARUD Oxygène. Les politiques de prévention des addictions sont aussi un levier pour lutter contre l'exclusion ou plutôt favoriser l'inclusion, en prenant en compte les vastes problématiques qui peuvent

parfois aller bien au-delà, jusqu'à, parfois, sur les problèmes d'addiction, la difficulté du maintien dans le logement pour ces publics.

Il est donc demandé au Conseil communal de bien vouloir autoriser le versement d'une subvention d'un montant de 8 000 € au titre de la délégation santé et 1 400 € au titre de la délégation politique de la ville au CCAS pour la mise en œuvre d'actions de lutte contre ces exclusions, de prévention des addictions et de réduction des risques de santé.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- C'est moi qui vous remercie pour votre clarté.

Madame Mélanie LEDOUX, vous avez la parole.

**Mme LEDOUX.**- Madame la Conseillère déléguée, chers collègues,

Nous saluons un très beau projet, co-construit avec des acteurs de terrain qui ont montré leur qualité, nous votons cette subvention avec conviction. En effet, elle permettra de poursuivre et d'approfondir un travail d'information, de prévention de risques et d'accès aux soins médico-psychologiques et addictologiques auprès des usagers et des usagères du CCAS ou de publics plus difficiles à atteindre comme le public jeune, grâce à un partenariat entre le service santé et le service éducation.

Merci.

**M. LE MAIRE.**- Avant de mettre aux voix la délibération, je rappelle qu'il y aura un déport, quelqu'un qui ne prendra pas part au vote, puisqu'il siège au sein de l'AISSMC. Il s'agit de Madame TROTTEIN, pour ne rien vous cacher, raison pour laquelle elle est autant au fait des actions et des difficultés rencontrées par les publics, puisqu'ils sont au cœur des débats lors des rencontres ; j'ai d'ailleurs déjà pu écouter avec intérêt les projets et, évidemment, les difficultés rencontrées par les publics défendus par tous ces projets.

Je mets aux voix la délibération 20/67 : subvention à la Section du centre d'action sociale de la commune associée d'Hellemmes – la santé outil de lutte contre les exclusions/prévention des addictions et réduction des risques.

Qui s'abstient ? *(Personne.)*

Qui vote contre ? *(Personne.)*

La délibération 20/67 est adoptée à l'unanimité moins une voix, la personne ne participant pas au vote ce soir.

Je vous remercie.

#### **20/68 Maison de l'Habitat Durable – Subvention à l'Association de Responsables de Copropriétés (ARC) des Hauts-de-France au titre de l'année 2021 – Convention entre l'association et la Ville**

**M. LE MAIRE.**- Madame TROTTEIN, je vous ai fait mentir, puisque vous avez dit que c'était la dernière délibération, mais ce n'est pas le cas, puisque nous en avons eu une sur table : la délibération 20/68.

Je réexplique pour le public : il arrive parfois que pour des raisons techniques, les délibérations qui sont vues au préalable sur nos autres communes associées, Lomme ou Lille, ne nous arrivent pas à temps pour être mises dans votre dossier, raison pour laquelle vous avez eu cette délibération sur table aujourd'hui. Évidemment, j'ai proposé que toutes les précisions dont vous auriez envie d'avoir connaissance soient fournies lors d'une commission idoine ou lors de la prochaine commission, ce sera à vous de voir en fonction de vos souhaits.



En tout cas, Monsieur PRUVOT, je vous laisse nous en dire quelques mots, s'il vous plaît.

**M. PRUVOT.**- Merci, Monsieur le Maire.

En préambule, je voulais tout simplement préciser que j'ai eu l'honneur de présenter au cours du précédent mandat le renouvellement d'une convention du même type, s'agissant d'un partenariat entre la Maison de l'Habitat Durable, la Ville de Lille et l'ARC (Association des Responsables de Copropriétés) qui existe depuis un certain nombre d'années.

Il s'agit ce soir de vous présenter la convention pour 2021, dont découle une proposition que nous vous demanderons d'acter d'un financement de 9 000 €.

Je reprends la délibération telle qu'elle est écrite, c'est beaucoup plus simple pour moi.

Depuis octobre 2013, la Maison de l'Habitat Durable est le guichet unique de conseil, d'accompagnement et de services aux habitants du territoire de Lille et de la Métropole lilloise en matière d'habitat durable et de transition énergétique. Ceci prend la forme :

- d'accompagnements individuels à travers des permanences conseils pour répondre aux questions environnementales, architecturales, économiques, juridiques et sociales et à travers l'orientation vers les dispositifs d'accompagnement ;
- d'ateliers pratiques à destination des particuliers ;
- d'actions collectives de type « parcours rénovation » ou assimilé et d'une démarche de soutien à l'autorénovation autonome.

Sur le territoire de Lille, 42 % des logements sont en copropriété, soit 52 057 logements dans 3 765 copropriétés. Ils représentent 50 % des logements en copropriété sur la Métropole Européenne de Lille.

L'Association des Responsables de Copropriétés (ARC) Hauts-de-France propose de poursuivre en 2021 le partenariat avec la Ville de Lille et ses communes associées pour développer des actions de sensibilisation des copropriétaires au fonctionnement de leur copropriété. Elle propose d'intervenir sur différents volets :

- un volet « Conférences juridiques et ateliers pratiques ouverts aux copropriétaires » :

Ces animations permettront d'aider les copropriétaires à mieux comprendre le fonctionnement de la copropriété et d'aider les conseillers syndicaux à mieux remplir leur rôle d'assistance et de contrôle.

Depuis 2019, les syndicats, par les fédérations UNIS et FNAIM, ont co-animé certaines des conférences pour apporter leur expertise et savoir-faire.

Au premier trimestre 2020, 4 animations se sont déroulées en présentiel. La période de confinement a été l'opportunité de mettre en place des webinaires grâce à l'adaptation et la souplesse de l'association ARC. Cette initiative a été une réussite avec près de 666 participants – c'est le nombre du diable, excusez-moi... *(Sourires.)*

**M. LE MAIRE.**- C'est la journée de la laïcité.

**M. PRUVOT.**- Un peu de décontraction après une soirée si longue.



... aux 18 animations sur 10 mois, soit en moyenne 37 participants par session. En 2020, malgré la Covid-19, l'association aura réalisé 27 animations sur 20 prévues initialement et rédigé 2 actualités.

Pour poursuivre cette dynamique et en faire bénéficier plus de copropriétaires, l'ARC propose au moins 20 sessions de sensibilisation collective, certaines en format « webinaire » (14) et d'autres en présentiel (6). Ces ateliers pratiques seront expérimentés à destination des syndics bénévoles afin d'aider les copropriétaires des petites copropriétés à s'organiser et à améliorer leurs pratiques.

Près de la moitié des participants étant des copropriétaires en dehors du territoire de Lille, la MEL financerait pour moitié ces 20 animations.

- Un volet « Mise en relation » des copropriétaires participant aux animations avec les partenaires des services AMELIO de la Maison de l'Habitat Durable.

Les copropriétaires cibles sont ceux résidant dans une copropriété désorganisée ou nécessitant des travaux de réfection, d'amélioration des performances énergétiques.

- un volet « Sensibilisation » avec l'animation d'une journée de sensibilisation au fonctionnement de la copropriété à destination des partenaires de la Maison de l'Habitat Durable et l'élaboration de supports d'information à destination des copropriétaires diffusés par les canaux de la Ville et de la Maison de l'Habitat Durable (2 actualités rédigées).

Il est proposé d'établir une convention de partenariat entre la Ville de Lille et ses communes associées et l'Association ARC des Hauts-de-France portant sur ces objectifs et un financement de 9 000 € de l'action de l'ARC en direction des copropriétés.

Il est demandé au Conseil Communal de bien vouloir :

- AUTORISER le versement de la subvention proposée à l'association ARC des Hauts-de-France ;
- AUTORISER Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention entre la Ville de Lille et l'association ARC des Hauts-de-France.

Je vous rends la parole, Monsieur le Maire.

**M. LE MAIRE.**- En l'occurrence, Mme Anissa BADERI aura la délégation de signature pour signer cette convention avec l'association ARC Hauts-de-France.

Je la mets aux voix, sauf si quelqu'un a quelque chose à ajouter ?...

Qui s'abstient ? (*Personne.*)

Qui vote contre ? (*Personne.*)

La délibération 20/68 est adoptée à l'unanimité.

Je vous remercie.

Nous poursuivons notre Conseil et je passe la parole à Monsieur Lucas FOURNIER.

**M. FOURNIER.**- Nous avons fait une petite erreur au moment du Conseil privé, parce que j'avais oublié, il y a deux propositions de vœu que je souhaite mettre aux voix ce soir et deux questions orales, ainsi que la question de la mission d'information ; j'avais oublié un des vœux.

La première proposition de vœu est dirigée contre la proposition de loi « Sécurité globale ». Il y a deux raisons à cela.

Tout d'abord...

**M. LE MAIRE.-** Monsieur FOURNIER, ce n'est pas ce qui avait été proposé.

**M. FOURNIER.-** Si, en fait, je vous l'ai envoyé par mail, je viens de le retrouver ; je vous l'ai envoyé dans les délais.

**M. LE MAIRE.-** Je ne l'ai jamais reçu ; vraiment, c'est embêtant.

**M. FOURNIER.-** Le 28 novembre 2020, à 17 heures 23.

**M. LE MAIRE.-** À qui l'avez-vous envoyé ?

**M. FOURNIER.-** À vous, à Beverley JOLIET, à Simon JAMELIN, à Quentin THOMMEN et à Florian THIEFFRY.

**M. LE MAIRE.-** Vous l'avez peut-être envoyé sur les boîtes mairie.

**M. FOURNIER.-** Non, c'est votre boîte perso.

**M. FOURNIER.-** Cela arrive.

**M. LE MAIRE.-** Pas trop, non, ce n'est pas normal.

**M. FOURNIER.-** On pourra le présenter quand même.

**Mme JOLIET.-** Pouvez-vous rappeler l'intitulé ?

**M. FOURNIER.-** Vœu contre la proposition de loi « Sécurité globale », et justement, après, je l'avais redirigé vers Mabrouk ; je te l'ai renvoyé après, parce que je l'avais envoyé à tous les présidents de groupe en croyant que Beverley était la présidente de groupe.

**Mme JOLIET.-** Il est normal que Monsieur le Maire ne l'ait pas reçu, vous l'avez envoyé sur la boîte mail mairie et Monsieur le Maire n'a pas accès à sa boîte mail mairie de Lille.

**M. FOURNIER.-** Non, sur la boîte gmail.

**Mme JOLIET.-** Non, j'ai le mail sous les yeux.

**M. FOURNIER.-** Moi aussi, mais bon...

**M. LE MAIRE.-** Monsieur FOURNIER, nous vous écoutons.

**M. FOURNIER.-** Il s'agit d'une proposition de vœu contre la loi « Sécurité globale », tout d'abord parce que cette loi porte des atteintes importantes aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales, notamment le droit à la vie privée,

le droit à la liberté d'expression et d'opinion et le droit à la liberté d'association et de réunion pacifique – ce n'est pas la France Insoumise qui le dit mais le Comité de l'ONU, la CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'Homme).

Il y a ce premier volet, et ensuite, il y a un volet plus local :

- il y a l'article 5 de cette proposition de loi dite « Sécurité globale » qui encourage résolument la montée en puissance de l'échelon intercommunal dans le domaine de la sécurité et qui vient faciliter les mises en commun de policiers municipaux ;
- il est également dit dans les motifs de cette loi : « *des polices municipales qui doivent poursuivre leur montée en compétences et explorer de nouvelles modalités d'action* ».

Cela induit une hausse des prérogatives de la police municipale, qui va, du coup, se traduire par un transfert de charges déguisé aux communes sans qu'elles aient pourtant les moyens supplémentaires de développer une police de proximité, de prévention, visant à la tranquillité publique pour nos administrés, alors que dans le même temps, les baisses de financement du bloc communal s'accroissent encore. Il y a donc là un risque de privatisation de la sécurité locale qui va générer des inégalités entre les communes.

C'est pourquoi je demande au Conseil communal d'adopter cette proposition de vœu, qui s'oriente pour développer une véritable police municipale de proximité, œuvrant à la sécurité et à la tranquillité des habitants, privilégier la présence humaine plutôt que la vidéosurveillance, mais également pacifier les relations police-population.

C'est pourquoi le Conseil communal, s'il adopte ce vœu, demande aux parlementaires porteurs de la proposition mais aussi au gouvernement :

- d'abandonner cette proposition de loi ;
- de maintenir une police nationale une et indivisible ;
- de maintenir l'égalité de tous les citoyens dans leurs rapports avec la police sur l'ensemble du territoire de la République.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Continuez !

**M. FOURNIER.**- On ne vote pas ?

**M. LE MAIRE.**- On va vous écouter globalement.

**M. FOURNIER.**- On fait la deuxième proposition de vœu, et ensuite, on les met peut-être aux voix avant de passer aux questions orales ; je ne sais pas ce que vous en pensez.

**M. LE MAIRE.**- Je vous propose de présenter votre deuxième vœu.

**M. FOURNIER.**- D'accord.

**M. LE MAIRE.**- Je ne l'ai pas eu non plus.

**M. FOURNIER.**- C'est vrai ?

**M. LE MAIRE.-** Je vous confirme, on m'a envoyé copie, vous ne m'avez pas écrit ; je ne savais même pas que cette boîte existait.

**M. FOURNIER.-** Ah bon ? Je m'en excuse alors.

**M. LE MAIRE.-** Du coup, je suis gêné, parce que je n'ai rien pu préparer. Cela ne devrait pas se passer ainsi.

**M. FOURNIER.-** Je suis désolé ; en plus, j'ai vraiment fait attention à mettre... En plus, d'habitude, c'est toujours à cette adresse mail que je vous écris.

**M. LE MAIRE.-** Cela explique pourquoi nous n'avons pas une bonne relation : vous me parlez, je ne vous entends pas.

**M. FOURNIER.-** Une erreur de mail...

**M. LE MAIRE.-** Je ne connaissais même pas cette boîte mail. Je n'ai qu'une seule boîte mail depuis 2014 : celle avec laquelle je vous écris.

**M. FOURNIER.-** J'y veillerai pour les fois suivantes.

**M. LE MAIRE.-** Ce n'est pas très grave, nous formaliserons autre chose après. Je suis gêné, parce que je découvre...

**M. FOURNIER.-** Je ne voulais pas vous intimider.

**M. LE MAIRE.-** Je suis gêné, parce que je ne peux pas bien accueillir vos propositions, cela ne devrait pas se passer ainsi.

**M. FOURNIER.-** Toutes mes excuses.

Ce deuxième vœu est un vœu pour une campagne de lutte contre le VIH à Hellemmes.

La semaine dernière a eu lieu la journée mondiale de lutte contre le Sida. C'est une épidémie qui frappe toujours, en silence. Dans notre région, le nombre de contaminations reste élevé : 41 par million d'habitants. Point encore plus préoccupant, plus de 25 000 personnes vivent avec le VIH sans le savoir et constituent ainsi le terreau de propagation de l'épidémie.

Avec la crise sanitaire actuelle, les objectifs annuels de dépistage et de prescription PrEP n'ont pas pu être atteints et cela risque donc d'accentuer ces chiffres, et donc une hausse des contaminations est à craindre sans forte action politique.

Considérant que la santé est un enjeu primordial, je vous propose d'adopter le vœu suivant qui prévoit que la commune :

- engage une campagne de communication sur le VIH dans la commune en lien avec les associations spécialisées pour appeler au dépistage ;
- réunisse les acteurs et actrices de santé et de prévention de la ville pour inciter à réaliser les dépistages ;
- réalise une note d'information contre la sérophobie et les préjugés liés au VIH à destination des agents, de la communauté médicale et des services publics ;
- mette à libre disposition du matériel de prévention des risques en Mairie ; nous en avons discuté tout à l'heure avec Madame TROTTEIN, c'est une question symbolique, mais, bien évidemment, cela doit s'accompagner de mise à disposition de matériel dans les centres de soin ;
- enfin, pousse à une augmentation du budget alloué à la lutte contre le VIH.

Vu que la soirée de ce soir est placée sous le thème de la culture, sur ce sujet, je ne peux que vous conseiller de regarder le très bon film « 120 battements par minute ».

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Votre intervention me rappelle une époque maintenant lointaine, où, avec mes collègues du Service social, nous avons mis en place le « Café branché » ; cela vous parle-t-il ?

**M. FOURNIER.**- Du tout.

**M. LE MAIRE.**- Vous n'étiez pas né en fait.

**M. FOURNIER.**- Non, je ne crois pas.

**M. LE MAIRE.**- Pour les gens timides, à l'époque, cela existait, quand on allait dans un café et qu'on avait besoin « d'équipements » – c'est le terme que vous avez utilisé –, on demandait au cafetier qui était partenaire un « café branché » et on recevait un café et un équipement ; c'étaient les années quatre-vingt-dix.

**M. FOURNIER.**- Je me coucherai moins bête.

**M. LE MAIRE.**- C'est intéressant. Peut-être que dans mes archives, j'en ai toujours un exemplaire. J'ai une pensée pour Laurent MARTY qui avait travaillé là-dessus à l'époque, je ne sais pas si Mabrouk s'en souvient. C'était une autre époque, il y avait beaucoup de difficultés à parler de tout cela. Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là, heureusement. J'ai l'impression que le nouveau danger est la banalisation et que votre génération pense que c'est une maladie comme une autre ; c'est peut-être l'écueil principal.

Madame TROTTEIN, tout à l'heure, me disait qu'elle était complètement – on va d'ailleurs utiliser le mot – « *open* » pour travailler sur ces questions. Je propose de le faire en lien avec le CCAS et la commission pour pouvoir mettre en place quelque chose qui soit intéressant dans ce sens. Je complète votre propos.

En ce qui concerne la loi « Sécurité globale », je suis un peu gêné, parce que j'ai bien entendu tout ce que vous avez dit et que je fais partie de ces gens qui pensent que tous les policiers ne sont pas à mettre dans le même sac. Je passe mon temps à les accueillir, à discuter avec eux, à faire prendre conscience aux habitants que ce sont des partenaires comme les autres, surtout avec les enfants. Dans ce cadre, ce que vous avez décrit tout à l'heure, si on va vers une réduction de nos libertés, j'ai un avis très tranché là-dessus : entre liberté et sécurité, il ne faut rien sacrifier ; cela me semble être important, il n'y a pas de choix à faire entre l'un et l'autre. Les nombreux Hellemmoises et Hellemmois qui nous contactent à ce sujet ont confiance dans la police, la réclament à cor et à cri.

Un point sur lequel nous sommes entièrement d'accord depuis des années est que la présence de policiers municipaux et nationaux sur notre territoire est bienvenue. Nous sommes en train d'essayer de mettre en œuvre un renforcement de la police municipale sur le territoire de notre ville Lille-Lomme-Hellemmes. Pour le reste, c'est comme vous voulez.

Je vous propose de mettre aux voix la proposition de Monsieur FOURNIER concernant une campagne d'information concernant le VIH ; en disant cela, je m'aperçois que l'Espace citoyen pourrait tout à fait prendre sa part dans la campagne de prévention. Il faudra donc y réfléchir ensemble, et là, je sais que cela va fuser.

Qui vote pour ?

Le vœu est adopté à l'unanimité.

Il faudra désigner un élu référent ; je compte sur vous. Lucas, si vous voulez, vous pouvez l'être, d'ailleurs.

**M. FOURNIER.**- Pourquoi pas...

**M. LE MAIRE.**- Mais il faudra venir ! Je compte sur vous.

**M. FOURNIER.**- Je ne suis pas absentéiste.

**M. LE MAIRE.**- Je ne veux pas laisser Karine toute seule ; c'est ce que je voulais dire. On bosse ensemble là-dessus, c'est très bien.

En ce qui concerne le vœu... du coup, je ne l'ai plus en tête exactement. Je suis un peu embêté, parce que je ne l'ai pas lu, donc je ne peux pas me prononcer correctement. Je vous propose d'en reparler la prochaine fois...

**M. FOURNIER.**- Ce ne sera plus tellement dans l'actualité.

**M. LE MAIRE.**- Je ne sais pas quoi faire...

**M. FOURNIER.**- Vous voulez une suspension de séance de 5 minutes pour le lire ?

**M. LE MAIRE.**- Qu'est-ce que tu en as pensé ?

**M. ZOUAREG.**- Je ne l'ai pas reçu ; le VIH, oui, mais pas celui-là.

**M. LE MAIRE.**- C'est bête, on ne l'a pas reçu. Cela m'embête de faire prononcer tout le monde sur quelque chose qu'on n'a pas...

**M. FOURNIER.**- Si vous voulez, on peut faire une suspension de séance de 5 minutes afin que vous puissiez le lire ; je l'ai sur mon portable.

**M. LE MAIRE.**- C'est pourquoi je vous disais que ce n'étaient pas des bonnes conditions. Je ne sais pas...

**M. FOURNIER.**- Même 2 minutes. Normalement, une suspension n'est pas censée être inférieure à 5 minutes, mais si vous voulez 2 minutes pour le lire.

**M. LE MAIRE.**- Cela nous engage. Il faut vraiment qu'on le lise. Je ne peux pas dire oui maintenant, je ne peux pas voter pour. Je vais le mettre aux voix, parce que vous avez raison sur le fait qu'il ne soit pas pertinent de le décaler, mais je ne peux pas voter pour.

Je mets aux voix le premier vœu contre la loi « Sécurité globale ». J'entends bien tout ce que vous avez dit, mais je ne souhaite pas me prononcer sur ce que vous avez dit, je ne suis pas au courant ; du coup, je ne vote pas pour poser votre vœu...

**M. FOURNIER.**- Du coup, on vote quoi ? Je n'ai pas compris.



**M. LE MAIRE.**- Je ne soutiens pas le vœu.

**M. JAMELIN.**- On le met au vote ou pas ?

**M. LE MAIRE.**- Oui, pardon, je faisais mon cheminement à voix haute ; je me rends compte que j'ai dit : « pas pour ». Je ne peux pas être pour ; je ne suis pas contre, mais je ne peux pas être pour...

**M. FOURNIER.**- Donc vous vous abstenez.

**M. LE MAIRE.**- Du coup, je vous propose de ne pas poser votre vœu ; je ne peux pas le poser en ce moment.

**M. FOURNIER.**- Il a été déposé dans les délais.

**M. LE MAIRE.**- Oui...

**M. FOURNIER.**- Dans ce cas, vous vous abstenez.

**M. LE MAIRE.**- Je dis « pas pour », c'est-à-dire qui est contre ?  
Je vais être clair...

**M. FOURNIER.**- Dans ce cas, vous votez contre, mais ensuite, on fait les votes pour.

**M. LE MAIRE.**- Je reprends. Il est temps que cela s'arrête...

Je mets aux voix le vœu sur la loi « Sécurité globale » proposé par Monsieur FOURNIER.

Qui vote contre ? (*Faire respirer Hellemmes et la majorité municipale à l'exception des élus Communistes, de Madame BENABBAS et de Monsieur GAILLARD.*)

Qui vote pour (*Madame BENABBAS, Hellemmes Verte 2020 et Décidez pour Hellemmes.*)

Qui s'abstient ? (*Les élus Communistes et Monsieur GAILLARD.*)

Le vœu est rejeté. Je suis désolé.

En revanche, il faudra vraiment qu'on règle le problème de mails, parce que nous n'allons pas nous en sortir.

Avez-vous d'autres questions, Monsieur FOURNIER ?

**M. FOURNIER.**- Oui, deux questions orales.

**M. LE MAIRE.**- Allez-y !

**M. FOURNIER.**- Je commencerai par la question sur l'emploi à Hellemmes.

Monsieur le Maire, alors que nous ne sortons pas encore de la crise sanitaire, la crise économique et sociale touche de plein fouet notre région, et donc notre commune. Les chiffres communiqués par la MEL sont effarants : 148 000 demandeurs d'emploi, 301 fermetures d'entreprises depuis le début de la crise, et combien d'autres en difficulté ? Je pense notamment à Hellemmes, à nos petits commerçants, jugés non-essentiels et qui ont été contraints de fermer, alors que pendant ce temps, vous pouviez continuer à vous agglutiner dans les grandes surfaces. Je pense à La

Courte Échelle, au Pôle Vert, à la librairie Italiques, aux coiffeurs, aux fleuristes, et s'il s'avère qu'ils sont menacés, alors nous devons les aider, car ils sont essentiels à la vie de notre commune.

Au-delà des commerçants, combien d'habitants de notre commune auront perdu leur emploi au sortir de cette crise ? Car, malheureusement, notre région fait tristement l'actualité des journaux, avec, chaque jour, une nouvelle entreprise menacée dans notre région. On ne compte plus les AGFA, les Bridgestone, les Castorama, les Vallourec, etc., tous ces gens lâchement abandonnés par l'État.

Face à cette situation, la commune doit tout faire pour ramener de l'emploi dans la commune, en étant bien évidemment soucieuse de l'environnement.

Nous avons, pendant la campagne, à Décidez pour Hellemmes, posé sur la table une idée qui, je pense, croise les notions de justice sociale et environnementale et permettrait de relocaliser de l'emploi à Hellemmes : la création d'un pôle logistique dans la zone du Hellu. Un pôle logistique, pour votre information, sert à éviter que les camions ne rentrent en ville et cela permet que les marchandises soient déposées dans ce pôle logistique pour ensuite être redistribuées à travers la ville Lille-Lomme-Hellemmes grâce à des modes plus doux.

Ce n'est qu'une idée parmi tant d'autres, mais il faut à tout prix éviter que des gens déjà fragilisés ne tombent dans la misère parce que nous n'aurons pas agi.

Monsieur le Maire, que comptez-vous faire pour l'emploi dans notre commune, afin que cette situation ne se produise ?

**M. LE MAIRE.** - Merci.

Je rappelle à tout le monde que la compétence emploi ne relève pas forcément uniquement du Maire. Cela étant dit, vous n'êtes pas sans savoir que c'est quand même quelque chose qui nous tient à cœur et qu'on n'est pas resté les bras ballants pendant les mois passés.

Je résume ce que vous nous avez dit en parlant de soutien aux acteurs économiques locaux, puisque l'épidémie de Covid-19 s'est amplifiée, nous nous sommes retrouvés confinés une deuxième fois et les informations qui sont portées à notre connaissance pour la deuxième phase du 15 décembre ne sont pas bonnes. Le virus est une véritable menace pour la santé de nos concitoyens, j'en parlais en début de Conseil. Il n'en reste pas moins que c'est un véritable péril pour l'économie de notre pays, vous nous avez fait un résumé et je serai encore moins optimiste que vous, Monsieur FOURNIER. Ce n'est pas à nous que vous allez expliquer à quel point les commerçants, les entrepreneurs, les salariés, les artisans, les intermittents du spectacle sont inquiets pour le présent et surtout pour l'avenir.

Les délais de paiement pour les échéances sociales ou fiscales, des remises d'impôts directs, le fonds de solidarité, les prêts garantis par l'État, l'allocation d'activité partielle... je pourrais continuer, il y a une jungle de mesures de soutien aux acteurs économiques qui ont été prises par, notamment, le gouvernement et les collectivités locales.

Pourtant, tout comme vous, nous sommes convaincus que l'échelon de proximité et l'action des acteurs locaux que nous sommes avec les services communaux, l'Union du commerce hellemmois – je salue son président, il ne doit pas avoir le loisir de nous regarder à cette heure-ci –, nous avons la responsabilité d'être aux côtés de celles et de ceux qui, tout au long de l'année, sont à notre service, qui créent de l'emploi et de la croissance sur notre territoire.

Je peux vous assurer qu'avec Monsieur ZOUAREG et Monsieur ONOF, nous nous sommes saisis de ce dossier, que nous avons apporté tout notre soutien et que nous avons tout fait pour les aider à surmonter ce moment difficile, afin qu'ils puissent préserver leur activité, leurs emplois et atténuer autant que faire se peut l'impact social et économique de la crise.

Au-delà des dispositifs nationaux, il existe de nombreuses initiatives régionales, locales, en lien avec la Ville de Lille, Hellemmes et Lomme et les services métropolitains, que nous avons réunis ici même avec des représentants du commerce local et des commerçants non sédentaires – il y avait aussi les représentants de vendeurs de notre marché –, afin d'échanger sur les possibilités offertes et les moyens pour y accéder.

La commune met actuellement tout en œuvre pour payer dans les meilleurs délais les factures des fournisseurs, soutenir la trésorerie des entreprises. Celles qui connaîtraient des retards du fait de la situation actuelle ne se verront naturellement pas appliquer les pénalités prévues dans le cadre des marchés publics. La Ville a également souhaité suspendre les loyers, les baux facturés aux commerçants et artisans locataires de locaux municipaux. Les subventions aux associations à vocation économique, culturelle, sportive et sociale continuent, bien sûr, à être versées ; vous en avez été les premiers témoins.

Dans le même temps, notre Ville a réactivé la cellule d'écoute et de soutien aux commerçants – j'en profite pour donner le numéro : 03.20.49.50.84 –, l'objectif étant de les conseiller au mieux, de les accompagner dans leurs démarches suite aux difficultés économiques qu'ils subissent. La qualité de ce service est d'ailleurs appréciée par celles et ceux qui l'utilisent. Nous en avons eu quelques retours. Bien sûr, nous apporterons un soutien pratique pour prendre connaissance des dispositifs dont ils peuvent bénéficier, effectuer les démarches d'obtention d'aide financière, en particulier dans le cadre des Fonds de Rebond, fonds d'avances remboursables proposés par la MEL et dont la portée et les critères d'éligibilité ont été étendus. Une rubrique spécifique est créée sur le site internet de la commune pour relayer toutes ces informations et leur en donner bien d'autres encore.

D'autres projets devraient voir rapidement le jour aussi – Monsieur ONOF est allé s'enquérir de diverses propositions. Dans le domaine de l'animation commerciale, en lien avec l'Union des commerçants, durant le confinement, les activités de livraison et de retrait de commande ont été autorisées et encouragées pour assurer une continuité de l'activité, dès lors que l'établissement mettait en place les indispensables mesures d'hygiène et de distanciation physique, ces fameux gestes barrière que, j'espère, vous connaissez parfaitement aujourd'hui.

Nous avons aussi souhaité maintenir nos marchés du mercredi et du samedi, que j'ai toujours considérés comme étant essentiels, et soutenir la filière alimentaire locale via les circuits courts, dans les conditions sanitaires extrêmement exigeantes que nous aidons à mettre en œuvre.

Pour répondre aux inquiétudes des acteurs locaux en matière de sécurité, nous avons demandé à la police municipale, ainsi qu'à la police nationale, d'accorder une attention toute particulière aux entreprises et commerces dans leur surveillance du territoire durant cette nouvelle période de confinement. On ne les a pas laissés seuls.

Plus que jamais, en cette période de crise inédite et terrible, l'Union commerciale et la Ville ont été et restent aux côtés et à l'écoute des acteurs économiques.

Merci beaucoup de vous en soucier, tout comme nous.

Aviez-vous encore une question, Monsieur FOURNIER ?

**M. FOURNIER.-** Oui, une question orale sur les droits de l'opposition, puis l'intervention à deux voix avec Simon JAMELIN sur la mission d'évaluation.

**M. LE MAIRE.-** Allez-y !

**M. FOURNIER.-** Monsieur le Maire, lors de la période de confinement, les groupes d'opposition vous avaient adressé plusieurs questions et demandes auxquelles nous n'avons jamais obtenu de réponse...

**M. LE MAIRE.** - Maintenant, on sait pourquoi.

**M. FOURNIER.** - Ce ne sont pas que les miennes ; je crois que le groupe Hellemmes Verte les avait envoyées sur les bonnes adresses.

Ces demandes concernaient notamment la possibilité d'obtenir une attestation de déplacement pour remplir nos missions d'élus, mais également de la mise en place, comme cela se fait dans beaucoup d'autres institutions comme à Lille, d'une conférence des présidents de groupe, afin que nous, membres de l'opposition, puissions avoir des informations sur la gestion de la crise Covid. Ne croyez pas que cette conférence aurait servi à vous coincer, à vous lancer des pics ou je ne sais quoi ; au contraire, nous avons proposé cela, parce que nous souhaitons nous rendre utiles en cette période compliquée et nous voulions servir l'intérêt général de notre commune. Vous n'avez même pas eu la courtoisie républicaine de répondre. La réponse que vous nous avez faite n'est arrivée qu'en commission, où par rapport à cette conférence des présidents de groupe, vous nous avez dit : *« Moi, je pense que cela ne sert à rien »*. Eh bien voilà, ce n'était quand même pas la mer à boire de nous envoyer un mail pour nous répondre que cette proposition ne vous paraissait pas pertinente ! On en aurait bien pensé ce qu'on aurait voulu, mais au moins, vous l'auriez fait.

Mais, la semaine dernière, vous avez infligé un véritable coup de pied dans les principes démocratiques : vous avez, en toute connaissance de cause, lancé la publication d'un nouveau bulletin municipal, dans lequel vous n'avez pas accordé de tribune aux élus de l'opposition. Ce faisant, vous avez enfreint la loi et, personnellement, j'estime que vous, en tant qu' élu républicain et en tant que serviteur des collectivités territoriales comme vous le dites souvent, avez encore plus que quiconque une obligation de respecter les lois de la République et, malheureusement pour vous, celle-ci consacre des droits à l'opposition, et notamment celui de pouvoir s'exprimer au sein du bulletin municipal.

Vous le justifiez par le motif : « nous n'avions pas encore voté le règlement intérieur ». Sur ce point, permettez-moi de vous dire quand même que vous vous moquez de nous. Dans ce cas, que faisons-nous ici ? Aurait-il fallu que nous ne fassions rien jusqu'à ce que le règlement intérieur soit voté ? D'ailleurs, à ce propos, nous avons bien siégé dans des commissions qui n'étaient pas mentionnées textuellement par le règlement intérieur.

J'ai bien entendu votre remarque tout à l'heure, Madame JOLIET, que vous étiez gentille – je ne sais plus quel terme vous avez employé – de m'accorder une tribune dans le bulletin d'expression municipale alors que je ne faisais pas partie d'un groupe. Malheureusement, juridiquement – c'est de la jurisprudence –, n'importe quel élu minoritaire, même non rattaché à un groupe, a un droit d'expression dans le bulletin municipal.

J'ai donc, effectivement, déposé, comme le groupe Hellemmes Verte un recours devant le Tribunal administratif. Ne croyez pas que cela m'amuse, qu'après l'apéro, le vendredi soir, je me dis : « Tiens, comment je vais les embêter, ceux-là ? », bien au contraire, bien sûr que non, je n'ai pas que cela à faire et ne croyez pas non plus que j'ai l'intention de passer par une procédure judiciaire à chaque fois que nous aurons un désaccord ; ce serait d'ailleurs bien mal connaître ma position sur le rapport que doit entretenir la justice avec le politique. Mais il fallait vous montrer une bonne fois pour toutes que vous ne pouvez pas faire ce que vous voulez avec l'opposition. Monsieur le Maire, des gens ont voté pour nous, pour porter leur parole ; respectez ces gens ! Nous ne vous demandons pas un traitement de faveur, quoi que cela vous grandirait, nous ne demandons qu'une seule chose : laissez-nous bosser !

Monsieur le Maire, comment allez-vous garantir le respect des droits de l'opposition durant les cinq prochaines années ?  
(Applaudissements sur les bancs du groupe Hellemmes Verte 2020.)

**M. LE MAIRE.** - Mon cher Lucas, je vais vous refaire une réponse que je vous ai déjà faite partiellement, mais ce coup-ci, je vais vous la faire dans l'intégralité.

Les droits de l'opposition :

Afin de garantir l'expression du pluralisme et de permettre au public de connaître les différents points de vue des élus sur les affaires communales, la loi reconnaît un certain nombre de droits aux élus de l'opposition au sein du Conseil municipal.

Ainsi, conformément à l'article L2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales, dans les communes de 1 000 habitants et plus qui diffusent sous quelque forme que ce soit des informations générales sur les réalisations et la gestion du Conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers de l'opposition municipale dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Notre règlement intérieur, sur lequel nous nous sommes prononcés ce soir, précise les conditions et le calibrage des tribunes pour chacun des groupes.

Je tiens à souligner ici le fait que bien qu'étant seul à siéger pour « Décidez pour Hellemmes », comme vous l'avez relevé tout à l'heure, nous avons décidé, non pas que vous étiez un groupe à part entière, ce n'est pas du tout ce qui a été dit, mais que le nombre de caractères qui composera votre tribune sera nettement supérieur à ce qui nous serait imposé par votre représentativité au sein de notre instance ; 1/33 de l'espace ne vous donnerait droit qu'à 242 signes et il est absolument impossible de s'exprimer correctement dans ces conditions. Du coup, nous avons porté votre expression à 800, ce qui vous permettra d'avoir un espace correct pour pouvoir vous exprimer. C'est ce qui vous a été dit tout à l'heure, on ne vous a pas octroyé le droit de vous exprimer, on vous accorde le droit de vous exprimer correctement. On aurait pu rester à... Vous êtes un peu virulent à notre rencontre, je l'entends, mais si vous voulez qu'on soit *stricto sensu* à Lille, je vous laisse 242 caractères et voilà, je serai d'accord.

**M. FOURNIER.**- J'ai l'habitude de faire des tweets, mais bon...

**M. LE MAIRE.**- Ce n'est pas possible. Du coup, je vous propose cela.

Tout à l'heure, on m'a dit que c'étaient des veilles pratiques, les conditions d'exercice de ce droit n'étant pas adoptées au moment de la parution de la dernière édition de notre magazine d'information, nous n'avons pas ouvert de tribune dédiée à l'expression des groupes politiques. Je le précise au micro, parce qu'on pourrait croire que je vous ai empêché de vous exprimer, mais aucun groupe politique ne s'est exprimé, même parmi mes amis qui sont assis à mes côtés ; je le précise, pour que tout le monde ait accès à l'information.

Je vous rassure en vous disant que comme il est prévu dans le règlement intérieur, vous aurez le droit à un espace ; je vous ai déjà donné le nombre de caractères, préparez-vous !

Je tiens à vous dire aussi que vous pouvez commencer à préparer vos plumes, parce que je vous laisserai exactement le même espace sur le site de la Ville.

C'est tout ce que j'ai à vous dire. Je comprends ce que vous m'avez dit, nous avons des points de vue... je comprends, mais vous savez que vous pouvez préparer vos stylos, il n'y a pas de souci, pour vous toutes et tous.

Vous n'aviez plus d'autre question, Monsieur FOURNIER ?

**M. FOURNIER.**- Si, l'intervention avec Simon JAMELIN.

**M. LE MAIRE.**- Ah oui, c'est ce qui me semblait... Sur quel sujet ? J'ai oublié, pardon.

**M. FOURNIER.**- Sur la mission d'évaluation sur l'état des écoles à Hellemmes et des bâtiments publics.

**M. LE MAIRE.**- Ah oui, « *demande de création d'une mission d'information et d'évaluation sur l'état des bâtiments publics hellemmois* ». Allez-y !

**M. JAMELIN.**- Monsieur le Maire, chers collègues,  
Je me permettrai de commencer.

En préambule, je dirai que je fais confiance à la clarté des informations du règlement intérieur et du Code général des collectivités territoriales et que je suis pour le moins peu convaincu par la clarté de vos explications. Un vœu qui devrait être voté, puisqu'envoyé dans les délais, ce n'est pas le bon mail ; une faute de frappe dans le règlement intérieur qui engage un problème de légalité, c'est une faute de frappe, pas une intention...

**M. LE MAIRE.**- C'est une erreur matérielle, Monsieur JAMELIN.

**M. JAMELIN.**- Oui, j'ai cru comprendre ce soir qu'il y en avait eu deux/trois, effectivement, mais je vous remercie.

Concernant cette demande de mission d'information et d'évaluation, que nous vous avons adressée sur le bon mail et pour laquelle, conformément au règlement intérieur, vous auriez dû accuser réception, je regrette qu'elle ne soit pas votée ce soir, je regrette que cela soit décalé de trois mois. Sa mise en œuvre relève de l'urgence ; c'est l'urgence qui est décalée de trois mois.

Nous avons été très fortement sollicités par les Hellemmois et les Hellemmoises, ainsi que par des organisations de notre commune, au sujet de l'état des bâtiments hellemmois, et principalement des écoles – nous en avons parlé toute la soirée.

Nous voulons attirer votre attention sur la passoire énergétique qu'est l'école Dombrowski, sur les travaux de sa verrière jamais programmés et, permettez-moi la parenthèse, pas budgétés pour 2021, sur l'entretien des joints de ses fenêtres qui n'est pas toujours fait et j'en passe. Monsieur le Maire, Madame NOVAK, c'est un problème de santé des enfants hellemmois et des personnels. Nous voulons attirer aussi votre attention sur l'état de dégradation de l'école Jaurès ; cela a été fait, mais j'insiste. Pas plus tard qu'il y a deux jours, de très nombreux parents m'ont contacté, alarmés de l'absence de chauffage. 9,3 degrés dans la classe de ma fille, Monsieur le Maire ! Vous me répondez : « *problème ponctuel* » ; je le sais bien. Les premiers concernés vous répondront que le problème est structurel et ne date pas d'hier. Moins de 10 degrés, c'est rendre impossibles les apprentissages des enfants. Madame NOVAK, comme ancienne inspectrice de l'Éducation nationale, je sais que comme pour moi, cette situation vous est intolérable, mais c'est aussi rendre impossible l'application du protocole sanitaire.

Jaurès, toujours, avec ses 33 degrés dans les classes en été, ses toilettes trop peu nombreuses et dans un état déplorable, qui rendent, là aussi, impossible l'application du protocole sanitaire. Monsieur le Maire, Madame NOVAK, c'est un problème de santé des enfants hellemmois et des personnels.

Monsieur le Maire, vous le savez, j'ai une tendresse particulière pour cette école, mais je voudrais attirer votre attention sur l'état de la majorité des bâtiments destinés à accueillir du public, pas seulement les écoles : crèches, locaux associatifs ; même la Mairie est concernée. Là encore, c'est un problème de santé des usagers et des personnels.

Je fais ici une parenthèse : nous serons d'accord pour saluer l'ensemble des services techniques qui interviennent à chaque fois que c'est possible – vous en avez parlé tout à l'heure – et aussi vite que possible, mais qui souffrent, eux aussi, probablement de cette situation. Intervenir perpétuellement dans l'urgence sans pouvoir apporter de réponse durable faute de volonté politique doit être un crève-cœur et un sacerdoce.

Vous connaissez la situation, nous sommes nombreux à vous avoir signalé le problème : associations de parents d'élèves, particuliers, professionnels. Vous savez aussi que nous considérons que votre projet, après en avoir beaucoup parlé,



manque cruellement d'ambition dans ses chiffres. Nous l'avons vu avec le Rapport d'orientations budgétaires, Monsieur le Maire, le compte n'y est pas.

Nous savons aussi que ce problème n'est pas de votre fait. Alors, nous n'oublions pas que vous étiez adjoint aux finances, mais, reconnaissons-le, cette situation résulte de l'inaction depuis qu'Hellemmes est commune associée. Si ce problème n'est pas de votre fait, vous en êtes responsable, nous en sommes responsables en tant qu'élus. C'est à nous d'agir pour que cessent de s'accumuler les situations d'urgence qui rendent impossible une gestion planifiée de l'entretien de notre patrimoine.

Monsieur le Maire, je vous ai parfois entendu comparer une écologie qui serait punitive – le vélo contre la voiture – à la vôtre qui serait bienveillante. Nous en avons l'illustration parfaite ici ce soir, ce qui est punitif, c'est 40 ans d'inaction !

Monsieur le Maire, à ce stade de l'urgence, les petits pas sont des reculs. Nous en sommes responsables en tant qu'élus et nous souhaitons agir. C'est pourquoi Hellemmes Verte et Décidez pour Hellemmes demandent cette mission d'information que nous mènerons avec d'autres moyens et avec les forces vives de la ville, croyez-le bien, si vous décidez de ne pas la voter.

**M. FOURNIER.-** Monsieur le Maire, cette mission d'information s'intéresserait à la fois à l'ensemble des bâtiments publics, en priorisant sur l'état des écoles, mais aussi de leurs espaces extérieurs et de leurs sanitaires. Sur ce point très précis, nous avons reçu énormément d'alertes des parents d'élèves. Le problème des sanitaires est un problème qui existe à l'échelle nationale ; d'ailleurs, le groupe « La France Insoumise » à l'Assemblée nationale a ouvert une commission d'enquête à ce sujet, mais à Hellemmes, c'est un problème qui a l'air d'exister tout particulièrement et qui occasionne de nombreux problèmes chez les enfants, notamment le fait qu'ils ne puissent pas aller aux toilettes occasionne beaucoup d'infections urinaires mais également le mauvais entretien de ces sanitaires qui favorise la transmission de maladies.

Cette mission d'information viserait à faire un état des lieux exhaustif des travaux à entreprendre en prenant en compte la sécurité physique, mais aussi sanitaire, des personnes, ainsi que les réductions des impacts environnementaux.

Nous vous proposons que cette mission soit d'une durée de six mois et qu'elle donne lieu à un rapport présenté en Conseil. Ce rapport se veut être un outil de pilotage de la politique de réhabilitation des bâtiments accueillant du public sur l'ensemble de la mandature actuelle. Nous proposons que ce rapport soit un outil d'analyse pour établir si les besoins sont en accord avec les capacités de financement de la commune et, le cas échéant, permette de définir si des fonds exceptionnels sont à solliciter auprès de la Ville de Lille, notamment en cas de péril.

Considérant que cette proposition est à l'initiative – et j'en viens à la composition – des groupes Hellemmes Verte et Décidez pour Hellemmes, nous aimerions que cette mission soit coprésidée par un membre appartenant à chacun de ces groupes ; nous proposons Simon JAMELIN et moi-même. Nous vous en proposons la composition suivante, comme disposé à l'article 23 de notre règlement intérieur, correspondant proportionnellement au score réalisé par les différentes listes aux élections municipales :

- un membre du groupe « Décidez pour Hellemmes » ; il ne peut pas y en avoir un deuxième, malheureusement ;
- un membre du groupe « Faire respirer Hellemmes » ;
- deux membres du groupe « Hellemmes Verte » ;
- quatre membres du groupe « ENSEMBLE, réinventons Hellemmes ! Notre commune solidaire ».

Vous voyez que nous sommes donc là bien dans une logique de travail tous ensemble.

Conformément au règlement intérieur, nous souhaiterions y associer des représentants des usagers des bâtiments publics hellemmois, je pense notamment aux parents d'élèves.

Monsieur le Maire, chers collègues, c'est un outil de pilotage de votre politique publique que nous vous proposons de construire ensemble, pour qu'après votre mandat, les bâtiments publics d'Hellemmes soient en voie d'avancée de réhabilitation et que notre patrimoine n'ait enfin plus de conséquences sur la sécurité de ces habitants.

Je vous remercie.

**M. LE MAIRE.**- Merci.

Je suis bien embêté, parce que j'avais pris des notes tout à l'heure et je ne les trouve plus. Il y avait trop d'amendements, de vœux...

**M. FOURNIER.**- Elles sont peut-être sur votre boîte mail.

**M. LE MAIRE.**- Oui, peut-être... Cette boîte n'existe pas...

**M. FOURNIER (hors micro).**- À l'époque, vous m'aviez envoyé une réponse à un courrier... vous l'avez peut-être abandonnée depuis.

**M. LE MAIRE.**- Non, pas celle-là, c'est impossible, je viens d'en prendre connaissance.

**M. FOURNIER (hors micro).**- Je vais vous montrer ; sinon, vous allez dire que je mens...

**M. LE MAIRE.**- Je ferai plusieurs remarques.

Tout d'abord, je vous l'ai dit tout à l'heure en Conseil privé, vous opposez, et c'est votre droit, la demande de création d'une mission d'information et d'évaluation sur l'état des bâtiments publics hellemmois. Évidemment, je suis pris par la première contrainte : l'établissement de l'ordre du jour, qui doit vous être envoyé cinq jours francs avant la date de réunion. Étant donné que la demande est arrivée après, je ne pouvais pas l'inscrire pleinement.

Ensuite, vous vous doutez bien que pour organiser ce que vous proposez, il va falloir, sauf si, Lucas, vous êtes ingénieur et que vous proposez vos services – gratuitement, bien sûr, pour éviter tout problème avec l'association Anticor – pour faire l'évaluation vous-même, je vais devoir demander aux services de la Ville d'Hellemmes et de Lille d'organiser et de mettre au point tout cela ; je ne peux absolument pas le faire en deux jours. Je n'ai pas pu vous alerter.

Cela dit, je vous l'ai dit, je vous répète ce que je vous ai dit tout à l'heure en Conseil privé, il est évident – ce n'est un secret pour personne – que toute l'équipe ici présente n'a eu de cesse de répéter qu'il fallait prendre soin de notre patrimoine. Je le répéterai à l'envi, de la même manière, il est évident que nous n'avons qu'une seule volonté : avoir des bâtiments nickels.

Je suis un peu triste quand je vois que j'invite tous les Hellemmois à mettre leurs enfants aux ACM à l'école Rostand et que je reçois des lettres de parents d'élèves qui me disent que c'est un scandale d'aller dans l'école la plus adaptée pour faire des ACM dans des bonnes conditions, en évitant le brassage et en étant dans des endroits où les toilettes sont neuves, où la lumière est performante, où on évite le croisement, où il y a deux cours sur le même bâtiment, et que l'on trouve dommage d'envoyer les enfants là-bas, cela me fait un peu mal au cœur.

Je vous répète ce que je vous ai dit tout à l'heure : évidemment, à chaque fois qu'il y a une possibilité – et je remercie les services de Monsieur LE BELLEGUY et de Monsieur TOMASZUK, qui tiennent compte de tout ce qu'ils voient et qui font au fur et à mesure –, quand les travaux sont proposés, on ne peut pas recevoir correctement les enfants dans un

endroit où on va faire du bruit, de la poussière, où des personnes vont travailler avec des outils, donc il faut bien proposer d'autres endroits.

Pour répondre concrètement, dans le courrier du 3 décembre, vous nous avez proposé conjointement la création d'une mission d'information. Dans les conditions prévues par l'article L2121-22-1 du CGCT et conformément à l'article 23 du RI du Conseil, celui-ci peut effectivement créer une mission d'information et d'évaluation, vous avez entièrement raison, l'important étant de procéder à l'évaluation d'un service public communal.

Cela n'a rien de novateur, c'est un procédé tout à fait légal qui a déjà été utilisé pour la première fois il y a près de 18 ans par un élu lillois. Je ne doute pas un instant que lors de la campagne électorale, vous avez été attentifs aux programmes proposés par les uns et les autres, et donc vous savez pertinemment que l'entretien et la rénovation de notre patrimoine sont au cœur des priorités que l'équipe que j'ai le plaisir de conduire s'est fixées pour ce mandat.

Nous ne sommes élus que depuis quelques mois, la Covid n'est pas du tout un agent facilitant. Sachez que ce travail a déjà été amorcé par les services, je vous en ai parlé en commission, et c'est ce qui nous a permis d'avoir une idée du montant financier qui sera nécessaire. On nous a avertis qu'effectivement, cela prendrait plusieurs années.

La création de cette mission d'information et d'évaluation va donc dans le sens de notre projet. Je vous propose de l'étudier avec toute l'attention qu'elle requiert et de ne pas attendre – pardon, Monsieur JAMELIN – que l'on se revoie en conformation au prochain Conseil pour commencer à la travailler.

Je suis désolé, je ne peux pas parler plus, je n'ai plus de voix... Pour tout vous dire, j'ai une rhino-pharyngite, je ne suis pas contagieux, au cas où – je regarde Madame TALEB – il y aurait une rumeur qui dirait que je vais mourir... *(Sourires.)*

Avez-vous d'autres questions ?

**M. THIEFFRY.-** Oui, nous en avons deux pour le groupe Faire respirer Hellemmes.

**M. LE MAIRE.-** Nous vous écoutons.

**M. THIEFFRY.-** Voulez-vous que je fasse les deux d'un coup ?

**M. LE MAIRE.-** Oui, s'il vous plaît, car je n'y arrive plus.

**M. THIEFFRY.-** Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjointes et adjoints, chers collègues, Des habitants ont attiré notre attention sur l'école Salengro, où il y a un péril apparemment manifeste au premier étage. En effet, la charpente serait maintenue par un échafaudage.

Il n'est pas question pour moi de vous demander ici de régler le problème en deux mois, loin de là. En revanche, je vous demande que d'ici deux mois, le 3 février, lors de notre prochaine rencontre en Conseil communal, le premier de 2021, on présente à la représentation hellemmoise une étude sur le cas précis de cette école et que l'on puisse enfin commencer à travailler aux moyens de son financement dans le prochain budget primitif.

Merci de m'avoir écouté.

**M. LE MAIRE.-** Pardon, mais on parle bien de l'école Salengro ?

**M. THIEFFRY.-** Tout à fait.

**M. LE MAIRE.-** En fait, je me suis renseigné auprès des services, l'échafaudage dont vous parlez n'est pas au sein même de l'école mais dans la salle de lutte qui est située au-dessus du restaurant scolaire.

**M. THIEFFRY.-** Au premier étage, tout à fait.

**M. LE MAIRE.-** Cette salle a eu des infiltrations, un faux plafond a été endommagé. La réparation ponctuelle a été réalisée pour arrêter les infiltrations, mais la préparation a relevé la présence d'amiante ; il faut savoir que dès que l'on touche à quelque chose dans notre patrimoine, on découvre de l'amiante inerte, dans les colles ou que sais-je. Les services ont donc décidé, par précaution, d'étayer le faux plafond et de laisser tout cela en attendant que les travaux de désamiantages, puis de rénovation de la toiture, soient réalisés ; ils sont déjà programmés pour 2021. D'après ce que j'ai compris, j'ai noté que le levé de géomètre est déjà en cours de réalisation, ce qui laisse augurer de travaux qui ne devraient pas traîner en longueur, Monsieur THIEFFRY.

**M. THIEFFRY.-** Combien de temps est prévu ?

**M. LE MAIRE.-** Malheureusement, les travaux, on ne sait jamais quand cela commence et on ne sait pas quand cela finit.

**M. THIEFFRY.-** Pour quel montant ? Avez-vous l'information ? Sur l'enveloppe de 1,4 M€ prévue pour la rénovation...

**M. LE MAIRE.-** C'est indépendant, cela n'a rien à voir ; ce n'est pas dans cette enveloppe.

Je vous écoute pour la seconde question.

**M. THIEFFRY.-** Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjointes et adjoints,

Ce deuxième vœu porte sur la plateforme hellemmoise de vente en ligne. En France, seules 37 % de PME et TPE ont un site internet. 9 % d'entre elles seulement ont un site marchand. Le 10 novembre, Bruno LE MAIRE, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, a lancé le plan « CliqueMonCommerce ». Ce plan consiste en deux volets d'action à destination des collectivités, et notamment des municipalités telles que la nôtre :

- d'abord, un volet de subvention directe de 20 000 € assurée par la Banque des Territoires ;
- ensuite, un accompagnement technique via l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).

Dans un contexte où, d'abord, on entend beaucoup parler de baisse supposée des dotations de l'État pour les collectivités et où, ensuite, on sait combien les commerçants ont besoin d'aide en cette période, je vous demande, Mesdames et Messieurs, chers collègues, de voter en responsabilité pour qu'Hellemmes sollicite la Banque des Territoires et l'ANCT pour cette plateforme en ligne hellemmoise de vente.

Merci beaucoup.

**M. LE MAIRE.-** C'est moi qui vous remercie ; c'est vous qui nous avez expliqué la possibilité qui a été créée.

Monsieur FOURNIER, je ne vais pas vous refaire l'article...

**M. FOURNIER.-** Ah non, là, quand même ! C'est à Monsieur THIEFFRY que vous parlez, non ?

**M. LE MAIRE.**- Excusez-moi, je me suis mal exprimé : je ne vais pas vous refaire la réponse que j'ai faite à Monsieur FOURNIER tout à l'heure... Je me suis mal exprimé ; c'est cela ?

**M. FOURNIER.**- Oui.

**M. LE MAIRE.**- Il est temps que cela s'arrête.

**M. FOURNIER.**- J'ai cru que vous m'appeliez « Monsieur THIEFFRY ».

**M. LE MAIRE.**- Non... Monsieur THIEFFRY, je ne vais pas vous refaire la réponse que j'ai faite tout à l'heure à Monsieur FOURNIER. Je n'en suis pas arrivé au point où je vous confonds, quand même ! Même si, parfois, vous levez la main en même temps et cela me surprend, mais bon, c'est une autre histoire... (*Sourires.*)

Monsieur THIEFFRY, comme je le disais tout à l'heure à Monsieur FOURNIER – comme cela, je lève toute ambiguïté –, vous avez bien compris que nous étions en contact très régulier et permanent avec les commerçants hellemmois, qu'ils soient ambulants ou sédentaires, et qu'à chaque fois qu'il était possible, nous leur apportions notre soutien.

Avant de nous lancer dans l'installation d'une nouvelle plateforme numérique, je préférerais qu'on les invite à s'inscrire sur l'application « Enjoy-MEL », qui est mise en place par la Métropole européenne de Lille pour référencer les commerces, les géolocaliser, valoriser leur établissement et leur offre. Si vous ne la connaissez pas encore, je vous invite à télécharger l'application. En quelques clics, les consommateurs peuvent prendre connaissance des bons plans sur notre territoire, avec nos commerçants locaux, accéder aux informations pratiques : les horaires, l'accessibilité PMR, les tarifs, les opérations promotionnelles en cours, que sais-je.

Frédéric ONOF et moi-même, avec Monsieur HANOI, adjoint lillois délégué au commerce, avons activé sur nos sites respectifs une cartographie de tous les commerçants lillois, hellemmois, qui peuvent vendre en *click&collect*. On m'avait donné des chiffres ; il y avait eu 30 000 connexions lors du premier confinement ; évidemment, les restaurateurs qui faisaient de la vente à emporter étaient dedans. Les commerces hellemmois ont été invités à s'y référencer, bien sûr, pour renforcer leur activité ; il y en a déjà deux qui s'y sont mis.

Je vous propose de soumettre l'idée de cette plateforme supplémentaire à l'Union des commerçants hellemmois et nous reviendrons vers vous si, ensuite, nous pouvons la mettre en œuvre.

**M. THIEFFRY.**- Je suis d'accord, d'autant qu'il ne s'agit pas de la même chose, ce n'est pas une plateforme de référencement mais vraiment une plateforme de vente en ligne, pour remplacer les sites marchands des commerçants qui n'en disposeraient pas.

**M. LE MAIRE.**- J'ai bien entendu, mais si on sollicite l'argent, ensuite, il faut qu'il y ait une utilité et que quelqu'un mette en œuvre...

**M. THIEFFRY.**- Bien sûr !

**M. LE MAIRE.**- Si on mobilise l'argent, qu'on le reçoit et que derrière, personne ne met en place le site pour le commerce intéressé, l'argent sera mobilisé et...

**M. THIEFFRY.**- Là, on aura un accompagnement financier et technique. Du coup, je souscris complètement à l'idée d'interroger les Unions commerciales.

**M. LE MAIRE.**- Je charge déjà Sylvain FLORENT d'en parler au plus vite.

**M. FLORENT.-** Dès demain matin.

**M. LE MAIRE.-** Je ne sais pas si demain matin sera le bon moment, mais rapidement. Cela te va ?

**M. FLORENT.-** Oui.

**M. LE MAIRE.-** Merci pour le plan, Monsieur THIEFFRY, nous verrons si nous pouvons l'activer. Si c'est possible et que cela intéresse tout le monde, on ne va pas se priver !

Aviez-vous d'autres questions ?...

Nous avons épuisé l'ordre du jour. Je vous remercie de votre attention, je vous souhaite une bonne nuit et je lève la séance. J'en profite pour saluer toutes les personnes qui sont en ligne et je leur souhaite à toutes et tous de bonnes fêtes de fin d'année, en respectant la distanciation physique, les gestes barrière. Continuez à rester prudents !

*(La séance est levée à 23 heures 14.)*